

ÉPHÉMÉRIDES DU CITOYEN

OU CHRONIQUE
DE L'ESPRIT NATIONAL

Quid pulchrum, quid turpe, quid utile, quid non.
HORACE

TOME I

1765



INSTITUT COPPET

ÉPHÉMÉRIDES DU CITOYEN

OU CHRONIQUE
DE L'ESPRIT NATIONAL

Quid pulchrum, quid turpe, quid utile, quid non.

HORACE

1765

TOME I

Institut Coppet
2024

PRÉFACE

En 1765, au cœur du siècle des Lumières, l'économie politique se développe et les initiatives privées ou publiques se multiplient pour créer un courant d'opinion favorable aux réformes. Après le *Journal Œconomique* (fondé en 1751), la *Gazette du commerce* (1763) et le *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances* (1765), les *Éphémérides du Citoyen* vont servir à l'approfondissement de la pensée économique libérale en France et de caisse de résonance pour un groupe de penseurs supérieurs, unis entre eux par des liens plus ou moins resserrés, et qu'on a appelé les Physiocrates.

À leur fondation en novembre 1765, les *Éphémérides* sont l'occupation solitaire de l'abbé Baudeau, qui, en philosophe ami du bien public, y développe à l'aise ses « idées ». Alors, se souviendra le marquis de Mirabeau, « ce n'était encore que des papotages où l'abbé, qui alors ne savait rien, battait l'eau à son aise. » Baudeau tenait au libéralisme par son humanisme, par son sens réformateur, mais les fondements de ses idées économiques n'étaient pas encore bien étayés. Ayant pris le parti de l'en avertir, G.-F. Le Trosne fit si bien que Baudeau se convertit immédiatement, et qu'il accueillit les productions des associés de François Quesnay.

Il resta à la tête des *Éphémérides* jusqu'au mois de novembre 1766, date à laquelle devant rejoindre la Pologne il abandonna le privilège du journal à Dupont (de Nemours). Les *Éphémérides* eurent ensuite une vie mouvementée : supprimée en 1772, la publication reparait en 1774 puis à nouveau en 1788, sous l'impulsion de Baudeau.

La masse d'idées agitées par les physiocrates dans ces nombreux recueils, est proprement immense, et les productions célèbres qui y ont trouvé place, abondent. Du « Despotisme de la Chine », de François Quesnay, qui présente sous une forme comparative les idées politiques du mouvement, au petit traité de la « Formation et la distribution des richesses », de Turgot, qui est un essai d'en approfondir et d'en corriger les principes strictement économiques, les volumes des *Éphémérides* sont rythmés par des essais de grande valeur, et qui sont restés célèbres. La masse des autres articles sera peut-être jugée plus disparate ; mais la philosophie économique qu'elle illustre, avec ses valeurs humanistes, ne peut manquer d'intéresser, tant le libéralisme souffre d'être associé à un utilitarisme étroit, froid et calculateur, qui est l'opposé de ce qu'ont porté les physiocrates.

Benoît Malbranque
Institut Coppet

AVIS DU LIBRAIRE

Les ÉPHÉMÉRIDES DU CITOYEN seront un ouvrage *périodique, critique et moral*, à peu près dans le goût du *Spectateur anglais*, petit in-8°. Les feuilles se distribueront deux fois par semaine, les lundi et vendredi, à commencer le lundi 4 novembre 1765. Elles seront toujours semblables à la première, pour le format, le papier et le caractère : on les enverra, franchises de port, par la petite ou par la grande poste, aux personnes de Paris ou de province qui le désireront, en payant les feuilles de quatre mois, à raison de 7 liv. pour Paris, et de 9 liv. pour la province.

Chaque feuille séparée coûtera 5 sols.

ÉPHÉMÉRIDES DU CITOYEN,
OU CHRONIQUE DE L'ESPRIT NATIONAL.

4 Novembre 1765

N^o. I.
DES FEUILLES PÉRIODIQUES.

Levis haec infania quantas
Virtutes habeat, sic collige. HOR.

Les dictionnaires et les abrégés, les journaux et les feuilles volantes, ont tenu pendant quelques années le premier rang dans notre littérature ; leur règne a duré plus longtemps que l'inconstance de l'esprit français ne semblait le permettre. Il est vrai que le goût de la nation pour ces petits ouvrages paraît se refroidir ; mais le moment de leur entière décadence n'est pas encore arrivé : nous croyons même qu'il est intéressant d'en reculer l'époque ; et les ÉPHÉMÉRIDES DU CITOYEN doivent leur naissance à cette opinion. Nous devons donc débiter par la justifier.

Quelques savants misanthropes ont murmuré de bonne foi contre les brochures et les

écrits périodiques ; cent littérateurs superficiels ont appuyé sur ce reproche, pour se donner un air d'érudition. C'est aux premiers que nous adressons l'apologie des feuilles volantes ; quant aux seconds, il nous suffira de leur dire avec l'ancien proverbe, *Enfants, il ne convient pas de battre ses nourrices.*

La lecture des extraits et des papiers éphémères peut-elle former de vrais savants ? C'est une question si ridicule qu'elle n'aurait pas dû même être agitée sérieusement dans les collèges. Mais ne doit-on écrire que pour les savants, ou pour ceux qui veulent le devenir ? C'est là ce qu'il fallait examiner.

Vous remarquerez dans toutes nos discussions sur la politique, sur la morale, sur les sciences (peut-être même sur des objets plus graves encore), que la manie des écrivains polémiques est d'écarter toujours le vrai point de la difficulté ; et celle du public, d'outrer toujours les conclusions qu'on lui laisse à déduire. C'est ainsi que pour décréditer les *feuilles* dans l'esprit du vulgaire, on s'est acharné d'une part contre la personne de quelques auteurs périodistes, et de l'autre on a prouvé gravement que de tels écrits ne donnaient ni le génie, ni l'érudition ; qu'ils étaient incapables de former les grands hommes en aucun genre. Le peuple, suivant sa louable coutume, commence d'en conclure que ces ouvrages sont absolument inutiles ; bientôt sa logique ordinaire les déclarerait

pernicieux : le Français est peu difficile sur les principes, et beaucoup moins scrupuleux sur les conséquences.

Qu'importent en effet au mérite réel des feuilles volantes en elles-mêmes, les défauts de l'esprit et du cœur qu'on reproche, soit à tort, soit avec raison, à quelques-uns des auteurs qui s'exercent en ce genre. Un État doit-il mettre en problème l'utilité de ses armées, sitôt qu'il croira qu'un général, sacrifiant à son intérêt personnel, aura fait échapper la victoire de leurs mains ; ou qu'un autre, par son impéritie, les aura fait tailler en pièces. Le citoyen raisonnable ne se contentera-t-il pas de désirer qu'on mette à leur tête des chefs plus patriotes, plus habiles, ou plus heureux : par la même raison, s'il était vrai que vos périodistes eussent manqué de lumières ou d'impartialité, vous ne pourriez qu'en demander d'autres plus intelligents, ou plus désintéressés.

Les feuilles, dites-vous, sont inutiles aux grands hommes en tout genre, aux docteurs consommés ; à la bonne heure : vous pourriez ajouter aussi avec bien plus de raison, qu'elles servent encore moins aux ignorants décidés, qui ne veulent rien apprendre, et qui ne lisent pas même les brochures. Le nombre en est bien plus grand que celui des vrais savants, jusque dans les états et dans les dignités qui supposent et qui exigent des connaissances.

Mais il est un milieu entre l'ignorance absolue et l'érudition profonde : sans avoir jamais manié le pinceau, sans avoir fait une étude sérieuse des règles de l'art, vous pouvez devenir amateur, et même, avec quelque instruction légère et du goût naturel, un connaisseur en peinture : il en est ainsi pour les belles lettres.

Que les grands ouvrages seuls forment et perfectionnent les savants, rien n'est plus vrai ; mais aussi ces génies du premier ordre, ces érudits à vingt-quatre carats sont rares et doivent l'être : la nature ne forme en chaque siècle qu'un très petit nombre d'hommes qu'elle destine à reculer les limites de l'empire des sciences et des beaux-arts ; les autres, appliqués par état aux mêmes genres d'études, se contentent de suivre leurs traces. Quand même les premiers seraient véritablement incapables d'acquérir une teinture superficielle des connaissances qu'ils ne veulent pas approfondir, ceux qui ne marchent qu'en seconde ligne ne sont pas obligés de se croire la même inaptitude.

Un grand mathématicien peut avoir été vraiment insensible aux plus beaux vers de Racine, il a pu demander flegmatiquement, qu'est-ce que cela prouve ? Dom Mabillon n'aurait peut-être jamais conçu les plus simples éléments de la physique ou de l'histoire naturelle. Il ne serait point surprenant que le Père Malebranche n'eût pu supporter la lecture d'une histoire ; que

Cujas et Barthole eussent été révoltés à la seule idée d'un roman ou d'une comédie.

Il est pourtant vrai que Montesquieu nous a laissé les *Lettres Persanes* et le Temple de Gnide ; que Descartes s'amusait à faire des vers ; que Leibniz a compilé des diplômes ; que Newton a écrit sur la théologie : c'est donc par pure indulgence que nous admettrions la règle générale. Les grands hommes seraient trop malheureux s'ils étaient astreints par la nature à ne s'occuper que de l'objet dans lequel ils excellent d'une manière spéciale ; il serait bien plus agréable pour eux de pouvoir, par forme de délassement, prendre comme le vulgaire quelques notions des autres, dans les extraits, dans les journaux, dans les feuilles volantes. N'exigez pas qu'ils les étudient péniblement dans les gros livres, ce serait dommage ; mais ne les condamnez pas à les ignorer entièrement, à moins qu'ils n'y soient forcés par la loi irrésistible du génie.

Distinguons encore pour le commun des hommes, les connaissances d'état et de nécessité, d'avec celles d'agrément et de simple utilité. Ce n'est pas dans nos dictionnaires, dans nos abrégés, dans nos ouvrages du jour, qu'un militaire apprendra l'art de la guerre, qu'un magistrat puisera les oracles de la justice, qu'un ministre découvrira les ressorts de la vraie politique ; mais c'est là qu'ils peuvent s'instruire sur tout le reste.

Malheur aux troupes dont le général étudierait les principes de l'harmonie comme Rameau ; malheur au peuple dont les sénateurs s'appliqueraient à la géométrie comme d'Alembert ; malheur à la nation dont les administrateurs rimeraient comme Voltaire. Mais un Maréchal de France peut s'amuser de la musique ; un de nos grands chanceliers se délassait avec les mathématiques ou les langues ; un célèbre monarque du Nord fait de bons vers français dans ses heures de loisir.

La moitié de l'espèce humaine est affranchie par nos lois de la nécessité de savoir : il n'est point pour le beau sexe de connaissances d'état, mais nous ne sommes plus assez barbares pour l'exclure du temple des muses, ni même du sanctuaire des sciences exactes ; nous sommes seulement assez raisonnables pour exiger que leur goût voltige légèrement comme l'abeille sur les fleurs, qui se contente d'en exprimer le miel par un travail doux et facile, laissant à l'homme le soin pénible d'en cultiver les plantes, et d'en recueillir les fruits : les grands ouvrages, les livres savants seraient des aliments trop simples et trop forts pour son esprit délicat ; il a besoin de mets légers, d'un goût plus recherché, d'une digestion plus facile : on aime à voir dans l'appartement des dames quelques brochures entassées sur le marbre d'une commode, à côté du sultan et de la boîte aux éventails, quelques feuilles volantes éparées

au milieu des cristaux et des porcelaines de leurs toilettes ; mais on serait scandalisé d'y trouver une vaste bibliothèque dont les tablettes gémiraient sous le poids des *in-folio*. C'est une décoration réservée par la mode au cabinet des hommes que leurs états semblent dévouer nécessairement à l'étude, étalage trop souvent illusoire.

L'utilité des brochures et des feuilles volantes est donc admise par la raison. Nous osons dire qu'elle est confirmée par l'expérience. Interrogez nos littérateurs vrais et modestes de la capitale, ou des provinces (car il en est encore), ils vous diront que la lecture des journaux et des feuilles fut pour eux une amorce au travail, une disposition à des lectures plus sérieuses, un délassement utile après des occupations plus importantes ; ils conviendront qu'ils doivent à ces ouvrages légers des connaissances peut-être imparfaites, mais au moins agréables, qu'ils n'auraient pas eu le loisir de puiser ailleurs : ils vous soutiendront enfin, qu'il est probable que les écrits périodiques ont servi parmi nous à rendre le goût plus sûr et plus délicat, l'ignorance moins présomptueuse et moins entêtée, la critique plus sage, plus décente et moins cruelle.

Pénétrez dans les cercles du beau monde, dans les sociétés de nos femmes beaux esprits, dans les assemblées même de la jeunesse, prêtez aux conversations journalières une

oreille attentive, vous entendrez disserter sur des points de morale, de politique, d'histoire et de littérature, avec toute la précision et toute la clarté possible. Un savant du seizième siècle qui ressusciterait tout à coup au milieu de cette troupe frivole, s'imaginerait qu'on a réuni les savants les plus profonds et les plus éloquents de la nation, il admirerait leur érudition et leur discernement ; tout émerveillé de leur entendre citer les sources, balancer les autorités, peser les raisons, décider nettement, et rendre bon compte de leurs avis, il ne reviendrait de son étonnement, qu'en voyant nos feuilles et nos journaux. C'est là qu'il retrouverait toute entière la leçon qu'il aurait entendu répéter par des enfants de tout âge et de tout genre, que sifflent habilement nos périodistes.

On nous objectera, sans doute, que plusieurs de ces perroquets de l'espèce humaine, semblables aux oiseaux parlants, récitent leur rôle à tort et à travers, sans y rien comprendre : que souvent ils le défigurent, et qu'ils font souffrir par leur caquet un rude supplice à tout homme de bon sens obligé pour son malheur d'essuyer toute leur bordée. Nous conviendrons de bonne foi que c'est un malheur, mais il est compensé par de grands avantages.

Moyennant les facilités que procurent les extraits, les dictionnaires, les écrits périodiques, des hommes (et qui pis est des femmes) d'un

esprit inappliqué, inconséquent, étroit, brouillon, opiniâtre, acquièrent un demi-savoir qui les rend par-ci par-là des fléaux pour les vrais savants, gens pour l'ordinaire fort mal endurants sur ce chapitre ; c'est alors que nos doctes personnages détestent les feuilles ; c'est alors qu'ils regrettent les siècles où l'on n'écrivait que de bons gros ouvrages, qui n'étaient lus que par les virtuoses de la même espèce.

Mais l'intérêt particulier des grands érudits est-il en ce point vraiment d'accord avec celui du bien public ? Nous osons en douter. Cette partie de la nation qu'on appelle la troupe élégante (qui se recrute chaque jour, non seulement dans les deux sexes, mais encore dans les âges de la vie, et dans les conditions de la société que nos pères n'auraient jamais cru susceptibles du ton qui la caractérise), cette portion brillante du peuple français cesserait de parcourir le matin des brochures en se jouant, et de parler le soir de sciences, d'arts et de belles-lettres, en dépit du bon sens.

Mais, dans le même instant où vous aurez anéanti les feuilles, si vous n'avez pas le don d'opérer de grands miracles pour corriger l'esprit et les mœurs de la nation, de quoi remplirez-vous le vide que vont laisser les études superficielles et les propos souvent absurdes, mais au moins innocents ? Ne vaut-il pas mieux apprendre mal chez soi, que d'y mal faire, et déraisonner dans les sociétés, que d'y médire ?

Il faut aller encore plus loin. Examinez en citoyen quelle est et quelle peut être l'influence des écrits publics sur l'*esprit national* ; comment ils peuvent corriger les erreurs du peuple, ressusciter les antiques vérités, investir l'ignorance aveugle et présomptueuse, l'obliger d'ouvrir les yeux à la lumière, démasquer l'intérêt personnel, et le forcer dans son dernier retranchement, vous verrez que les maximes les plus utiles seront toujours ensevelies pour le public français, tant qu'elles demeureront dans les livres didactiques : du petit nombre qui les lit, une moitié les oublie, l'autre les retient en silence.

La multitude est incapable d'étudier et d'apprendre : elle ne veut que parcourir et savoir sans effort. Il n'appartient qu'au temps et à la mode de corriger le goût une fois dominant de la nation. Mais on peut tirer parti de nos fantaisies, de nos travers mêmes, pour le bien public ; les Français pâlissaient depuis longtemps à la seule vue d'un vrai livre. Le mal a gagné les hommes et fait de grands progrès : ce n'est pas la seule délicatesse de ce genre qui se soit communiquée d'un sexe à l'autre. Il faut donc des brochures et des feuilles à notre siècle.

8 Novembre 1765.

N° II
DES VENDANGES.

Rite suum Baccho dicemus honorem.
VIRG. BUC.

Le Français s'exerce tous les jours à tourner en plaisanterie les objets qui paraissent autrefois les plus sérieux. On croirait, peut-être, que l'esprit national y gagne du côté de la gaieté : calculez bien, et vous trouverez que c'est une erreur. Notre inconséquence ordinaire répand à mesure le vernis lugubre de la tristesse et de l'ennui sur tous les sujets qui faisaient l'amusement de nos pères, jusqu'au point de transformer, en corvées froides et pénibles, les fêtes les plus agréables. C'est ainsi que nous devenons, en même temps beaucoup plus fous que nos ancêtres, mais plus sombres et plus rêveurs. Chez eux, la raison même était enjouée ; chez nous, l'extravagance est grave et pesante ; ils étaient sages en réalité, sous un extérieur vif et folâtre ; nous sommes absurdes par poids et par mesure ; nous regretterons une autre fois leur

bon sens, plaignons aujourd'hui la perte de leurs plaisirs.

La maturité des raisins amenait jadis le triomphe de la bonne humeur. Nos vendanges étaient les vraies saturnales des Romains : usage antique, aboli par la génération présente, et dont il ne reste plus de vestiges. Tous nos vieillards ont vu régner, dans les vignes et dans les pressoirs, cette joie si pure et si touchante : mais déjà la peinture en passerait dans l'esprit de leurs neveux, pour une chimère semblable aux descriptions poétiques de l'âge d'or, ou des bergers d'Arcadie : tant est rapide la pente qui nous entraîne loin de la nature et du bonheur.

Nous essaierions en vain de persuader au commun de nos lecteurs, qu'il était délicieux de marcher au lever de l'aurore, une serpette à la main, à la tête d'une troupe villageoise de tout sexe et tout âge, de présider à leurs travaux, de répéter avec le chœur le refrain de leurs chansons naïves, de s'asseoir au milieu d'eux sur un tapis de verdure, à l'ombre d'un pêcher, dans ces repas champêtres, mille fois plus sains et plus égayés que les festins des villes, de se mêler le soir à leurs danses, à leurs jeux innocents, oubliant le faste de l'opulence, le poison du bel esprit, et la morgue des grandeurs.

Ces plaisirs avaient été, jusqu'à nous, ceux de toutes les nations et de tous les siècles. Qui croirait aujourd'hui que nos spectacles les plus brillants doivent leur origine à cet enchante-

ment bachique ? que l'art dramatique est né dans les vignes et dans les pressoirs de la Grèce ? Traînés sur un charriot, couronnés de pampre, et barbouillés de vin nouveau, des vigneronns choisis courraient d'héritage en héritage, de maison en maison, chantant des vers à l'honneur de Bacchus ; et de ces hymnes est née la tragédie. Les passants et les spectateurs étaient exposés à leurs sarcasmes, les plaisanteries malignes servant comme d'intermèdes aux chants sacrés ; et de cette critique est née la comédie. Un bouc était la récompense de ces chantres ambulants : on le sacrifiait au dieu des vendanges, comme ennemi des vignobles dont il ronge les pampres, les grappes et le cep même, quand on le laisse y pénétrer.

Nos magnifiques opéras, nos terribles tragédies, nos comédies enjouées ou attendrissantes, nos bouffonneries simples ou amphibies, sont-elles plus raisonnables, plus divertissantes, plus politiques et plus instructives ? Les palais ont succédé aux granges et aux charriots ; le vermillon à la lie ; le clinquant et le verre, aux couronnes de pampres, aux guirlandes de fleurs et de fruits ; dès le temps de Prhynicus et d'Eschyle, le bon sens demandait : *Quel est le rapport de tout cet étalage avec Bacchus ?* Ne pourrait-il pas demander souvent aujourd'hui : *Quel rapport avec le vrai plaisir ?*

Les Athéniens, ce peuple autrefois si vif et si joyeux avec le vin et la liberté, n'est plus qu'un

peuple triste et stupide, abreuvé de sorbec, et opprimé par le despotisme des Ottomans. Dans toutes les nations et dans tous les siècles, le cri de la nature atteste que le vin seul est pour les peuples libres un objet digne d'envie, le seul bien qui manque à leur félicité : tant il est vrai que les prêtres de Bacchus avaient raison de se plaindre, qu'on voulût séparer l'idée de leur divinité de celle de la joie.

Les Gaulois, nos premiers aïeux, ne devinrent conquérants que pour être vigneron, ignorant que leur sol pût produire des raisins comparables à ceux de la Grèce et de l'Italie. Ils s'emparèrent à main armée des rives du golfe Adriatique, du Danube et de la mer Noire, pour n'être pas privés de cette liqueur bienfaisante, ou forcés de l'acheter au poids de l'or.

Quand l'industrie romaine eût entièrement subjugué la patrie de ces fiers Gaulois, qui s'étaient fait redouter jusqu'aux portes du Capitole, sans autre art que la valeur, et sans autres armes qu'un mauvais sabre, le plus grand bienfait des vainqueurs, et le trait le plus habile de leur politique, fut d'établir des vignobles dans les Gaules. L'empereur Domitien, qui fut un monstre de tyrannie, les avait fait arracher ; enlevant ainsi, suivant l'expression du philosophe Appollonius, à la terre même le germe le plus précieux de sa fécondité, lui qui s'était piqué, dans le commencement

de son règne, de conserver aux hommes leur virilité par des lois sévères contre une pratique honteuse et cruelle ; mais au contraire, l'empereur Probus s'immortalisa par le soin qu'il prit lui-même de rétablir nos vignes, employant à leur culture, pendant les loisirs de la paix, ses légions victorieuses.

Les nations germaniques, qui sont après les Gaulois et les Romains les troisièmes ancêtres du peuple français, ne furent attirées au-delà du Rhin, qui leur servait de barrière, que par les charmes de cette plante, inconnue dans leurs bois et dans leurs marais : c'est ainsi que les grandes révolutions politiques ont presque toujours une origine trop oubliée, qui tient aux lois de la nature. Celle qui réunit ensemble l'idée du vin avec l'idée du plaisir est peut-être, à proprement parler, la première cause qui forma par degrés l'empire français.

C'est une vérité très agréable et très importante, que nos vignobles sont la plus solide richesse de l'État, et peut-être un des premiers ressorts de la puissance nationale. Le vin nous concilie l'amitié des peuples du Nord, dans le temps même qu'il fait passer entre nos mains les fruits les plus précieux de leurs travaux. C'est lui qui nous amène, chaque année, des essaims étrangers, qui se fixent souvent dans nos villes et dans nos campagnes ; recrue qui devient de jour en jour plus nécessaire dans un

État qui se dépeuple par le luxe, par la corruption des mœurs, et par des vices qui paraissent aujourd'hui comme attachés à sa constitution ; recrue qu'on devrait favoriser par tous les moyens imaginables, ou du moins, qu'on ne devrait pas empêcher par mille obstacles, dont les auteurs n'avaient sûrement pas prévu les funestes conséquences.

Le vin est pour le Français expatrié l'objet de ses regrets les plus cuisants, et nos vendanges sont pour les peuples rivaux de la gloire et du pouvoir de nos rois l'objet éternel de leur envie. C'est à la nature invariable du sol et du climat que la France doit la supériorité de ces liqueurs si douces et si salubres qui portent aux extrémités du monde la joie et la santé. C'est en vain que les autres peuples voudraient s'affranchir de ce joug si suave ; ils seraient ennemis d'eux-mêmes s'ils renonçaient à le porter.

Les boissons froides qu'on brasse dans le septentrion, les esprits âcres et fastidieux qu'on en distille, loin de faire oublier ou mépriser le jus de nos raisins, ne servent qu'à les faire désirer avec plus d'ardeur. Les vins liquoreux du midi, qui plaisent un moment par leur force douce-reuse, deviennent bientôt ennuyeux, et préservent par là du danger qu'en causerait le long et continuel usage. Les eaux-de-vie françaises auront toujours la palme dans la médecine, dans le commerce et dans la marine.

C'est donc avec raison que nos pères avaient toujours regardé la récolte des vins comme un temps de fête. Le bon sens et la saine politique étaient d'accord avec la nature pour applaudir à ces divertissements, puisqu'il est vrai que nos vignes sont une source de plaisir et de santé, une des causes les plus efficaces de la population, un des germes les plus féconds de la richesse nationale : puisqu'il est vrai qu'un million de barriques achetées dans nos campagnes, pour l'étranger, et embarquées dans nos ports, valent plus à l'État que cent mille ennemis massacrés, et qu'une bonne vendange est mille fois préférable à la plus belle victoire.

Tout citoyen raisonnable doit donc s'intéresser vivement au sort des vigneron, et de la plante précieuse qu'ils cultivent : s'il est dans nos mœurs quelques abus invétérés ou nouveaux, qui privent l'État des avantages qu'il pourrait en recueillir, le vrai zèle patriotique doit réclamer contre eux avec force, et solliciter ardemment leur extirpation.

Nos pères étaient francs, sincères, braves, désintéressés, chastes, généreux, mais ignorants, un peu grossiers, superstitieux, et surtout ivrognes. On a voulu corriger leurs vices, mais n'a-t-on point passé le but, mais a-t-on conservé leurs vertus ? Ce sont des questions à traiter en détail. Bornons-nous à l'ivrognerie ; c'était un grand défaut, sans doute, et pour tout homme qui pense, il ne faut pas sur cet article d'autre

leçon que celle des Lacédémoniens : ils faisaient voir à leur jeunesse des esclaves des deux sexes, dont la raison était noyée dans le vin. Ce spectacle dit tout, quand on le considère de sang-froid, et qu'on est susceptible des sentiments de la raison et de l'honneur.

Mais le Français, qui demeure toujours le plus longtemps qu'il peut dans les extrêmes, parcourant avec rapidité les intervalles qui les séparent, n'est-il pas depuis longtemps dans l'excès opposé à celui de nos ancêtres ? Les femmes ont commencé à bannir le vin de leur estomac délabré par les veilles, par les mets sophistiqués, et par les remèdes de fantaisie ou de nécessité ; c'est-à-dire d'une nécessité fondée sur l'oisiveté, sur l'indolence, sur le luxe, sur l'usage immodéré des plaisirs faux ou dangereux. Des hommes aussi délicats, aussi bizarres, aussi mal réglés, les ont imitées, et c'est un autre abus à corriger.

Les académies d'agriculture, qui sont établies dans tout le royaume, doivent principalement s'attacher à veiller, avec un soin extrême, sur la conservation de nos vignobles, et sur leur amélioration ; c'est peut-être le plus important des objets que le gouvernement ait confiés à leur sollicitude, puisqu'il est vrai que la vigne peut être regardée comme le vrai Pérou de la France, et que le vin mérite, par-dessus tout, les attentions d'un cultivateur instruit et vraiment citoyen.

Combien de fonds excellents et de coteaux admirables sont inconnus et négligés ! Les cantons les plus fameux du territoire bordelais, qui produisent aujourd'hui des richesses immenses aux possesseurs et à l'État, furent longtemps avilis, et demeurèrent, jusqu'à la fin du dernier siècle, dans leur obscurité. Que de progrès à faire dans l'art de choisir les sarments, de les adapter au sol et à l'exposition, de les planter, de les cultiver, de les conserver, de les rendre plus féconds ! Combien, peut-être, l'industrie éclairée du flambeau de l'expérience, ne trouverait-elle pas de moyens pour hâter la maturité, pour prévenir les accidents, pour aider le développement de la nature ! Quelles utiles leçons ne pourrions-nous pas recevoir d'un observateur assidu, sur la récolte des raisins, sur l'art de couler les vins, de les épurer, de les transporter, et de leur faire essuyer impunément tous les dangers d'un voyage maritime, et du trajet des deux tropiques !

Une idée fausse, et cependant très commune, fait dépendre l'excellence de tous les vignobles qui passent aujourd'hui pour supérieurs, uniquement de leur aspect et de la nature de leur terroir, on s'imagine, pour l'ordinaire, qu'il n'en est point de pareil ni de meilleur dans le royaume, parce qu'on suppose très gratuitement que la culture est un art raisonné, qui pose sur des principes appuyés d'épreuves et justifiés

par une longue expérience. Quand on veut approfondir cette opinion, l'erreur se découvre au premier coup d'œil. Le hasard et la routine président bien plus que l'intelligence et le bon sens à toute espèce de cultivation. On a vu souvent des propriétaires, aveugles, ou forcés par les circonstances, transformer en mauvais vignobles les champs les plus fertiles, préférant quelques tonneaux d'un vin pitoyable, à mille gerbes du meilleur froment.

Tout au contraire, vous trouverez en vingt endroits des moissons languissantes, ou des taillis clairs et chétifs sur des coteaux qui produisaient autrefois des vins précieux : il ne faut que quelques années de négligence ou de malheur, des grêles, des gelées, des procès, des minorités, des saisies et des décrets, pour anéantir le plus beau vignoble, et le faire disparaître pendant des siècles du lieu qu'il occupait avec tant d'avantages.

Un cultivateur éclairé découvrirait souvent dans son héritage des portions presque abandonnées, que la nature destine à faire l'honneur et la richesse de ses celliers. Que de biens ne pourrait-il pas procurer à l'État et à lui-même, s'il avait des lumières, de l'émulation, de la liberté, des moyens, autant que le désire le vrai patriotisme ! Nous reviendrons par la suite sur ces objets dignes d'occuper leurs places dans les Éphémérides du Citoyen.

11 Novembre 1765.

N° III.
DU RETOUR DES VACANCES.

Coelum, non animos, mutant... HOR.

L'usage de passer loin des cités la majeure partie de l'automne, est un reste de nos mœurs antiques. Semblable à tous les autres de cette espèce, il devient insensiblement une formalité inutile, et paraît de jour en jour plus prêt à s'abolir : il faudrait sans doute le regretter, si le séjour de la campagne était encore pour nous, comme il était pour nos ancêtres, un temps destiné au soin de sa santé, au goût des plaisirs les plus simples et les plus touchants, à la pratique des vertus les plus douces et les plus utiles à la société ; mais il devient indifférent depuis que la mode a transporté dans nos villages tout l'attirail du luxe, tous les poisons de la sensualité, tous les raffinements de l'indolence, tous les travers enfin, toutes les erreurs et toutes les passions des grandes villes.

Nos pères trouvaient encore dans leurs vacances des loisirs agréables, des délassements utiles, parce qu'ils étaient encore assez sages

pour effacer à leur départ toutes les idées de l'intérêt et de la fausse volupté qui règnent dans les cités, et par qui toutes les vertus y sont détruites ou falsifiées, tous les plaisirs bannis ou empoisonnés.

Le faste n'avait point encore transformé les maisons des champs en vastes et superbes palais. Une élégante simplicité en faisait tout l'ornement extérieur, et les temps ne sont pas trop éloignés, où l'orgueil des nouveaux parvenus parut absurde et ridicule, quand on lui vit étaler, au milieu des guérets, les ornements pompeux de l'architecture, que le bon sens avait réservé jusque-là pour les temples de la divinité, ou pour ceux de la majesté royale. On voit encore partout des maisons de plaisance élevées par les grands de la nation et par nos monarques eux-mêmes, dont la modestie vraiment champêtre, condamne une profusion inutile, qui devient de jour en jour plus commune, plus excessive et plus digne de la censure.

Une propreté riante était la seule décoration intérieure. On eut regardé comme une folie manifeste l'idée d'étaler, dans un appartement rustique, des sculptures recherchées, des dorures brillantes, des peintures d'un prix outré, des vernis inutiles et malfaisants. Tout homme raisonnable eût rougi d'y fouler aux pieds le marbre ou les tapis de Turquie, de s'y asseoir sur les plus riches étoffes de l'Inde ou sur les

chefs-d'œuvre des Gobelins, d'y coucher entouré d'or, d'argent et de broderies.

L'art ne présidait à la plantation et à la culture des jardins, que pour aider la nature, ou pour disposer ses productions dans un ordre plus agréable, plus varié, plus avantageux. On n'y voyait briller ni bronze, ni marbre ; les fontaines y coulaient sans gêne ; les ruisseaux y murmuraient au milieu des gazons et des fleurs, plus agréables et plus salutaires que ces eaux croupissantes qui jaillissent quelques instants, ou qui se précipitent une heure, avec fracas, en cascades argentées, pour former, le reste du temps, des marais pestilentiels ; on n'y connaissait pas encore cette espèce d'architecture inutile et bizarre, qui forme, à grands frais, de longs portiques de fer et de bois enluminés d'une verdure artificielle et d'ombre sans feuillage.

Dans ces retraites embellies des charmes les plus naturels, on reprenait des mœurs aussi simples et aussi pures que l'air qu'on y respirait. Jaloux de profiter des avantages de la saison, tout le monde se levait avec le jour : on oubliait le soin importun de la parure, pour ne s'occuper que du plus merveilleux de tous les spectacles, des roses dont l'aurore peint le ciel, et des perles dont elle abreuve la terre, de la vigueur que le retour du soleil paraît ranimer dans toute la nature, et des hommages que les oiseaux rendent par leurs concerts à ses premiers rayons. Un déjeuner frugal, assaisonné par l'appétit, était la

suite d'une douce rêverie, et réparait la fatigue légère d'une matinée délicieuse.

Des occupations champêtres remplissaient l'intervalle jusqu'au moment où le flambeau du jour avait fourni la moitié de sa carrière : alors tout le monde se rassemblait autour d'une table où régnaient, avec la simplicité primitive, mère de la santé, la joie naïve et la liberté décente ; l'exercice achevait de procurer une digestion salubre, déjà préparée par la pureté des aliments et des boissons ; ces jeux innocents, nés dans les bois et dans les prairies, qui tiennent le corps en mouvement et qui laissent l'âme tranquille, étaient les seuls admis. On eut regardé comme un supplice dangereux ces prétendues récréations, inventées autrefois pour amuser un prince imbécile, qui tourmentent l'esprit, agitent les passions, et demandent un vrai travail, quoique dans le repos et dans l'oisiveté la plus complète.

La fausse délicatesse n'avait point encore imaginé qu'il fallût se renfermer dans ses murailles, tant que le soleil éclairait encore l'horizon de ses feux : on bravait hardiment les ardeurs de son déclin ; on voyageait dans les campagnes ; on allait visiter le faucheur dans sa prairie, le laboureur dans ses moissons, le vendangeur dans son vignoble, enchantés d'employer d'une main maladroite, la serpette, la bêche ou le râteau. On prenait hardiment le

rafraîchissement d'une collation légère, des fruits ou du laitage en faisaient tout l'apprêt.

Le doux éclat d'une belle soirée faisait prolonger la course ; la fraîcheur du serein n'inspirait point de terreurs, et le prix du jour bien employé était le plaisir d'un soupé charmant, suivi de nouveaux jeux, de chants, de danses, et d'un sommeil doux et tranquille : c'est à cette vie champêtre qu'est attachée la vraie salubrité de nos campagnes.

Nos habitants des grandes capitales s'imaginent qu'il suffit d'exister au village, pour y réparer un tempérament ruiné par les folies de la ville, et pour y goûter à longs traits le vrai plaisir, exilé de l'enceinte des cités ; mais l'air le plus pur demande pour assaisonnement les mœurs champêtres, dont il ne reste plus aujourd'hui la moindre trace.

Dans un appartement superbe et voluptueux, au centre d'un édifice immense et magnifique, la mollesse repose laborieusement depuis le commencement du jour jusqu'au milieu de son cours, inaccessible aux rayons du soleil et aux influences de l'air, mais noyée dans une atmosphère de parfums dangereux. Les liqueurs brûlantes de l'Amérique et de l'Asie attendent son réveil : elle tire de ces breuvages la force nécessaire pour se traîner et se soutenir à la toilette, où la vanité mal entendue prodigue les parures recherchées, le rouge et les odeurs. Si quelquefois on dérobe quelques instants à ce

travail, pour se faire traîner cinquante pas, à l'abri des coiffes multipliées, des mantelets et des parasols, dans un parterre ou dans une allée aussi malsaine que richement ornée, c'est un grand et rare effort de courage.

Un long festin apprêté avec toute la délicatesse de l'art le plus raffiné, occupe la soirée presque entière. La coutume veut aujourd'hui qu'à la campagne aussi bien qu'à la ville, plusieurs se contentent d'un unique repas ; et cet usage absurde introduit par la gourmandise et par l'avarice plutôt que par la vraie nécessité des affaires, accable des estomacs débiles sous le poids des aliments déjà malfaisants par leur apprêt, des vins composés, et des liqueurs spiritueuses dont on les arrose.

De nouvelles tables reçoivent bientôt les convives. Les parties s'arrangent, les places se distribuent, les cartes se mêlent, on s'applique, on se passionne, on s'afflige, on se dispute jusqu'au déclin du jour : quel passe-temps !

L'heure arrive enfin où la promenade est permise (car on se promène encore, et c'est le seul reste des antiques usages) ; mais quelle promenade ? deux ou trois tours de jardin à pas comptés, quelques moments de conversation dans un bosquet ou dans un belvédère, un coup d'œil sur la campagne voisine, ou sur l'eau dormante des bassins et des réservoirs. S'agit-il de varier ce spectacle, de voir d'autres paysages, de rendre quelques visites aux environs,

de s'éloigner enfin de plus de cent pas, pour quelque nécessité, ou pour quelque fantaisie que ce soit, les voitures sont attelées, les glaces se lèvent, les rideaux se tirent, et si l'on respire l'air quand on est arrivé au lieu de la scène, c'est par poids et par mesure.

Un souper moins long, mais aussi peu sain que l'autre repas, succède à cette insipide corvée ; le reste de la nuit se passe au jeu, que la jeunesse tâche d'égayer par cette musique brillante et difficile, ou par ces danses compassées qui font à la ville et aux champs l'admiration de tout le beau monde, mais le vrai plaisir de personne. Le soleil est déjà levé, et la campagne pleine de ses vrais habitants, quand on se retire pour se livrer au sommeil.

Des vacances ainsi passées, sont aussi peu salubres que le séjour de la ville ; elles sont beaucoup plus fastidieuses : c'est une vérité qu'on ne peut contester. La variété seule rend supportables les plaisirs du grand monde ; on a du moins les visites à rendre et à recevoir, les spectacles, les nouvelles, les changements de scènes, de passions et d'intérêts ; ce sont ces seules distractions qui vous empêchent de sentir le néant de vos passe-temps, et de succomber entièrement aux langueurs de la mollesse voluptueuse.

Privés à la campagne de cette ressource, et concentrés dans un cercle souvent mal assorti, vous êtes livrés de toutes parts sans défenses

aux attaques de l'ennui qui vous assiège sans relâche.

Nos pères, qui tiraient de leur séjour au village tant d'avantages réels et précieux, étaient assez reconnaissants pour se faire une loi d'être utiles à leur tour aux campagnes qui leur procuraient ce bonheur ; et ce serait encore un véritable objet de regrets, si l'idée même de cette bienfaisance n'était pas effacée depuis longtemps ; en sorte que l'abolition totale des vacances n'a plus de préjudice à causer à l'agriculture ni aux agriculteurs.

Le plus riche possesseur ne s'occupe aujourd'hui qu'à transférer dans son château, pendant tout le temps qu'il l'habite, les commodités et les délicatesses parisiennes. Il ne songe point à l'amélioration des fonds, à la perfection des arts rustiques, aux tentatives et aux expériences, aux encouragements et aux récompenses. Étranger pour le peuple qui l'environne, il ne se regarde plus comme le père commun du hameau, le juge pacifique des procès, le refuge des indigents, le protecteur des affligés, et la ressource des malades. Le premier soin est souvent d'abattre toutes les cabanes des environs, de substituer des bois et des allées, aux plus riches moissons, et des millions d'animaux pour une chasse insipide, à cent familles de cultivateurs ; ceux qui peuvent échapper à la dévastation, livrés à la discrétion d'un fermier ou d'un intendant, sont souvent vexés sous le

nom du maître, mais jamais honorés de ses regards.

Que notre ancienne noblesse de robe et d'épée était respectable dans ses vieux donjons, quand la fureur des guerres et des partis ne la rendait pas tyrannique pour quelques moments ! Toute la paroisse était comme la famille du seigneur ; lui-même présidait à la culture de ses domaines, et connaissait tous ses vassaux. Il caressait les bons et réprimait les méchants ; il tendait, dans les calamités publiques ou particulières, une main secourable, donnait sans faste, sans profusion, mais avec une intelligence qui faisait fructifier ses dons au centuple, aiguilonnant l'émulation et punissant la négligence. Nos dames, elles-mêmes, se faisaient une gloire de visiter toutes les chaumières ; la vieillesse infirme, le tendre orphelin, le malheureux accablé d'une maladie passagère, recevaient de leurs propres mains des aliments, des secours, des vêtements et des remèdes. Ce n'était point à l'éclat de leurs équipages, à l'élégance de leurs parures, au faste de leur cortège qu'on les aurait pu reconnaître ; mais à la foule, qui s'empresait de se présenter sur leur passage pour les voir et pour les bénir, aux sentiments qui se peignaient sur tous les visages, la joie vive sur celui des enfants, un amour respectueux sur celui des mères, et la reconnaissance attendrie jusqu'aux larmes sur celui des vieillards.

Le dédaigneux habitant des villes n'est plus capable de concevoir quels charmes la nature attache à ces soins paternels : il ne connaît plus de rapports que ceux du commandement et de l'obéissance, du droit d'exiger et du devoir de payer ; ceux de la protection et de la bienfaisance seraient trop onéreux pour son orgueil, pour son avarice, ou du moins pour sa paresse et pour sa sensualité.

Nous n'oserions presque plus dire à nos riches concitoyens, le plaisir et la santé habitent encore dans les hameaux : il ne tiendrait qu'à vous de les y trouver, avec la vertu même la plus douce et la plus pure, en prenant au moins, pendant les vacances, les mœurs simples, qui conviennent au village, ces mœurs précieuses, qui firent pendant tant de siècles le bonheur de nos pères, la force et la gloire de l'État. Cette vérité n'est réservée qu'au petit nombre d'âmes vertueuses, qui ne sont pas encore noyées dans le torrent général : c'est pour eux que nous développerons, dans la suite, le rapport intime qui règne entre le véritable esprit agricole et la félicité publique et privée ; les autres ne le croiraient jamais. Il nous suffit de leur avoir fait entrevoir ici que, si le séjour des champs n'est plus pour eux ni amusant ni salubre, c'est au-dedans d'eux-mêmes qu'ils en doivent chercher la première cause.

15 Novembre 1765.

N° IV.
DE L'ESPRIT AGRICOLE.

Gratum opus agricolis... VIRG.

Il fut un âge où la nation française était entièrement *agricole*. Toutes les sociétés politiques ont eu le même commencement : c'est dans l'ombre des forêts et dans l'obscurité des chaumières qu'il faut aller chercher l'origine des peuples fameux qui couvrirent la terre des cités les plus vastes et les plus magnifiques.

Les siècles de la vertu, de la prospérité publique et privée, qui font seules une solide grandeur, sont toujours les plus proches de cette époque : à mesure qu'on s'en éloigne, vous voyez naître le luxe qui fonde les villes, qui les agrandit, qui les multiplie, la fausse opulence qui les fait briller d'un éclat imposteur.

Quand la simplicité rustique est entièrement perdue, plus de gloire solide pour les États, plus de joie pure pour les citoyens. C'est une vérité fondée sur la nature, confirmée par l'expérience de tous les temps, de toutes les nations, trop oubliée sans doute de la nôtre, et qui mérite d'être approfondie.

D'ailleurs il est intéressant de connaître comment l'esprit *urbicole* avait saisi presque seul les rênes du gouvernement. Tout aurait été perdu si la législation eût continué de sacrifier entièrement les campagnes aux villes : le ministère l'a compris, et le faux système est détruit. Il n'est pas encore au pouvoir de l'administration publique d'opérer promptement une heureuse révolution qui ramène tout à coup les sentiments de l'innocence primitive, et qui rappelle ainsi la gloire et le bonheur ; mais elle a très heureusement commencé d'arrêter la chute, et de préparer doucement la voie à la réformation des opinions et des penchants, qu'il ne faut pas brusquer. C'est donc d'après les dépositaires de l'autorité souveraine, qui conduisent la nation, d'après les sages qui l'honorent, et d'après les écrivains patriotes qui l'éclairent, que nous tâchons de montrer de quelle importance extrême il est pour le bien public d'y conserver, d'y multiplier, d'y perfectionner l'esprit agricole.

La prospérité des États n'est, au jugement de la politique véritable, que le résultat de l'honnêteté et de la satisfaction privée du plus grand nombre des citoyens. De ce principe fondamental (qui n'en est pas moins certain ni moins respectable pour être moins connu dans la spéculation, et moins suivi dans la pratique par la fausse sagesse du siècle), nous devons conclure qu'un État sera réellement d'autant plus florissant, qu'il aura conservé un plus grand nombre

de cœurs ruraux, et d'autant plus près de sa décadence qu'il en contiendra moins.

Jetez les yeux sur les peuples illustres dont les fastes sont parvenus jusqu'à nous : vous verrez la première république du monde dans l'ordre de la vraie gloire, Sparte, concentrée dans le plus chétif des villages, ses magistrats et ses rois mêmes, simples cultivateurs, habitants des cabanes. Lacédémone cessa d'être la maîtresse de la Grèce dès qu'elle commença d'être une ville.

Athènes fut longtemps l'émule de Sparte, digne de l'être, tant que ses citoyens continuèrent à se regarder comme vrais habitants des bourgs de l'Attique, d'où ils étaient originaires ; tant qu'ils chérissent, comme la vraie patrie, leurs champs et leurs vaisseaux, plutôt que l'enceinte de leurs murailles ; mais sitôt que le Pirée, les places publiques et les théâtres furent tout pour eux, ils ne furent plus rien pour le gouvernement de la Grèce.

Les tribus rustiques formaient dans Rome le premier ordre des citoyens aux siècles de son héroïsme. Quand le Sénat s'assemblait, les pères conscrits venaient des champs pour dicter ces délibérations de la vertu la plus mâle, et de la politique la plus profonde, qui feront à jamais l'admiration de tous les peuples instruits. Les Consuls soupiraient après le terme de leur empire, pour aller présider eux-mêmes à la culture de leur héritage. Quand la République avait

élevé le plus grand de ses généraux au rang de dictateur, pour sauver l'État d'un péril pressant, il fallait le chercher dans ses guérets à la suite de sa charrue. Les ambassadeurs des rois vaincus, chargés de richesses inutiles, allaient essuyer les refus du triomphateur, occupé dans son humble réduit, à préparer un repas frugal des racines qu'il avait semées et récoltées lui-même.

Ces mœurs sont-elles donc étrangères à la nation française ? Pendant combien de temps nos aïeux n'ont-ils pas été *ruricoles* ? L'esprit des villes est si récent parmi nous, que ses progrès pourraient étonner tout observateur qui ne connaîtrait pas à fond l'ardeur avec laquelle nous embrassons les nouvelles erreurs.

Dans l'espace de trois règnes, l'enceinte de toutes nos villes est devenue six fois plus vaste qu'elle n'avait été depuis la fondation de la monarchie. Nous reviendrons un jour sur cet agrandissement, et surtout sur celui de la capitale : nous examinerons si c'est pour l'État une marque de vigueur ou de dépérissement ; mais au premier coup-d'œil elles attestent encore aujourd'hui cette vérité, d'ailleurs si connue, que nos pères habitaient presque tous les campagnes.

On ne comptait alors que trois ordres de citoyens. La noblesse qui portait les armes au-dehors contre les ennemis de l'État, qui maintenait au-dedans le bon ordre, et administrait

elle-même la justice, qui remplissait encore presque seul les fonctions du ministère ecclésiastique, et peuplait les monastères des deux sexes. Le simple peuple agricole, qui cultivait la terre pour la seule noblesse, attaché, suivant les lois romaines, par les liens de la servitude à la personne de son maître, mais par les lois plus sages et plus humaines des Francs, à la glèbe seule qu'il avait reçu de son seigneur pour la faire valoir ; enfin les artisans et les marchands des villes, dont le nom même était un opprobre et reste encore pour tel dans notre langue.

Tout gentilhomme habitait sa terre et ne fréquentait les cités que dans le cas d'une nécessité pressante. L'étiquette voulait alors qu'il parût toujours prêt à partir, en bottes et en éperons, de peur qu'on ne le confondît avec les *vilains*. Les assemblées militaires de la noblesse se faisaient en plein champ. Les parlements tenaient leur séance dans les maisons de campagne de nos rois, leurs sénéchaux ou grands-baillis chevauchaient par les provinces de leur ressort, pour réformer les premiers jugements, et réprimer les abus contraires au bien public.

Rien de plus simple que l'esprit général de cet âge ; rien de plus calme ni de plus touchant que ses plaisirs. La nation avait cependant ses erreurs, ses passions et ses vices. Quel est le peuple, quel est l'homme qui n'ait pas les siens ? Mais elle était heureuse au-dedans, et redoutable au-dehors. La faiblesse humaine tend

partout à corrompre les plus belles institutions, et l'inconstance du peuple français s'y livre plus que tout autre. Les abus de la loi féodale introduisirent une anarchie funeste à l'agriculture et aux arts, et les dissensions domestiques prolongèrent ce mal intérieur, qui fut peut-être longtemps envenimé par les remèdes même qu'on employa pour le guérir.

Ce furent de grands coups de politique dans nos rois de la troisième race, que l'affranchissement des serfs et la création des communes, pour mettre à leur véritable place cette foule de petits tyrans, qui divisaient l'État et se dévotaient eux-mêmes en vexant le reste des citoyens. Mais peut-être que ces deux grands événements se suivirent de trop près. S'il fallait remonter à la première source de l'esprit *urbicole*, si justement odieux au patriotisme éclairé, nous la trouverions sans doute à cette époque : l'habitant des campagnes devenu libre, mais encore plein de l'idée de sa servitude, exposé d'ailleurs aux ravages des grandes et petites guerres, et toujours rançonné par les tailles, les corvées, le cens et les autres devoirs seigneuriaux très légers aujourd'hui, très onéreux alors, ne put regarder que comme un asile heureux les villes décorées de privilèges, protégées par des forteresses, et enrichies par le commerce.

Le tiers ordre naquit de cette révolution, et devint bientôt, dans l'État, un objet important. Dès que le gouvernement l'eût envisagé comme

une ressource dans ses besoins pécuniaires, on ne pensa plus qu'à le multiplier et à l'enrichir aux dépens des autres : c'est ainsi qu'un principe erroné conduit d'abîme en abîme. Si les guerres des Anglais, celles d'Italie et de la maison d'Autriche, et enfin les pires de toutes, nos fureurs de religion, n'avaient pas distrait le Conseil de nos princes, on aurait poussé plus loin ce faux système.

Henri IV, ce roi patriote, secondé par un ministre vraiment digne de lui, ne donna point dans cet égarement. L'esprit *agricole* fut la première base de son gouvernement et de l'économie politique de Sully. Henri voulait que la noblesse habitât ses terres et qu'elle y fût heureuse : il tournait en ridicule le courtisan qui portait sur son dos, comme il disait lui-même, ses bois, ses prés et ses moulins, pour figurer plus superbement dans les antichambres. Son grand désir était que l'habitant des campagnes fût libre et dans l'aisance ; que le moindre paysan de son royaume eut tous les jours du bon lard dans sa marmite, et le chapon gras pour son dimanche. Ce vœu, du plus grand de leurs aïeux, devrait être à jamais la première leçon de tous nos princes ; quiconque ne le porte pas gravé profondément dans son cœur est indigne de participer à l'administration publique. La mort prématurée de ce héros l'empêcha seule de l'accomplir, et fit passer des mains de

Sully le timon de l'État dans celles de ses plus cruels ennemis.

Le cardinal de Richelieu fut occupé de l'humiliation des grands, et de l'affaiblissement de la maison d'Autriche : objets importants à la vérité, mais que le règne précédent n'aurait eu garde de négliger, sans leur sacrifier tout, comme on fit alors. Ce ministre, altier et ambitieux, donna d'ailleurs trop d'attention aux petits manèges de la cour, aux intérêts de sa fortune et de sa vaine gloire. Il perdit de vue le vrai bien intérieur de l'État : il eut, peut-être, au suprême degré l'esprit guerrier, politique, ecclésiastique et courtisan, du moins il eut la manie et le bonheur de paraître les avoir ; mais il n'eut point l'esprit *agricole*, et ne songea pas même à l'affecter. C'est, au jugement du bon sens patriotique, une tâche ineffaçable à son ministère.

Ceux qui le suivirent dans le dernier siècle, n'ont fait, à proprement parler, qu'outrer tous ses principes, et porter à l'excès toutes les conséquences. À l'idée de remettre les grands dans une juste subordination, succéda celle de confondre tous les états et de les façonner au joug de la domination ; au désir de balancer la puissance des nations rivales, fut substituée la manie de se rendre redoutable à tout l'univers. Ces deux erreurs fondamentales furent les sources des calamités réelles, que le faste extérieur et la basse adulation n'ont pu masquer aux yeux de la raison et du patriotisme. L'esprit

agricole n'avait été qu'oublié d'abord : il finit par être sacrifié.

À cette dernière époque, l'esprit *urbicole* commença de dominer sans partage, tout devint habitant des villes, ou tendit continuellement à le devenir ; toutes les cités furent peuplées de commerçants et d'ouvriers, et cherchèrent à se décorer à l'envie l'une de l'autre ; tous les privilèges furent pour elles et pour les citadins de toute espèce ; les troupes multipliées habitèrent elles-mêmes celles de nos frontières, hérissées de remparts et de bastions. Les tribunaux des villes devinrent presque les seuls, ils se multiplièrent ainsi que les procès. Un art qui jusqu'à n'était pour ainsi dire qu'au berceau, l'art de la finance, remplit tout à coup le royaume entier de ses succès. Un nouveau genre de travail et de richesses fut créé, et n'eut avec l'agriculture que des rapports pernicieux pour elle. On commença dès lors à voir chaque jour des légions de parvenus acquérir tout à coup l'opulence, et même la noblesse, sans avoir passé par aucun des états intermédiaires utiles à la société. Le luxe porté jusqu'à son comble dépeupla les campagnes déjà trop épuisées par des guerres sanglantes et continuelles. Le cultivateur fut forcé d'être soldat, ou invité par l'appât du gain à devenir artisan ou valet. Ceux qui restèrent furent les plus malheureux et les plus avilis de la nation. Quiconque eut le bon esprit de s'attacher à ses antiques foyers, cultivant en

paix l'héritage de ses aïeux, eut tout à craindre, tout à souffrir, rien à prétendre, rien à espérer. Quiconque abandonnant ses lares paternels, vint dans les villes sacrifier à l'industrie, put aspirer à la fortune et aux honneurs.

Ne poussons pas plus loin le détail de ces erreurs et de leurs suites malheureuses, l'excès même des maux qu'elles avaient produit en a fait connaître tout le danger : le gouvernement l'a senti vivement, et s'est fait un devoir de les arrêter. L'esprit *agricole* d'Henri IV, et de Sully, revit enfin dans le monarque et dans son Conseil ; il commence à produire des fruits, et donne aux vrais patriotes les plus douces espérances ; il se communique aux grands de la nation, aux citoyens éclairés, et devient de jour en jour plus général, plus confiant et plus accrédité. Nous avons promis depuis longtemps de détailler toutes nos idées sur les *moyens politiques* de favoriser l'*agriculture*, et de rendre par ses progrès l'État plus florissant, le peuple plus heureux, nous nous en acquitterons dans le cours des ÉPHÉMÉRIDES : cet objet doit concilier à notre ouvrage les suffrages des citoyens auxquels il est destiné.

18 Novembre 1765.

N° V.
DES PROCÈS.

Quid Causidicis civilia prestant,
Officia & magno comites in fasce libelli ?
JUVEN.

On se plaint depuis longtemps que les procès se multiplient tous les jours parmi nous, que la poursuite en devient plus difficile, plus longue et plus dispendieuse, sans que la peine, le temps et les frais guérissent la nation de la manie de plaider. Cette fureur chicanière est-elle un mal pour les citoyens et pour l'État ? La question est, ce semble, très facile à résoudre ; mais quelles sont les causes véritables de cet abus ? Il n'est peut-être pas aisé de le dire. Comment en découvrir les remèdes, et surtout comment les appliquer ? C'est encore un problème plus embarrassant.

L'humeur processive est une vraie maladie de l'âme ; mais dans le moral, comme dans le physique, les infirmités compliquées sont les plus dangereuses et les plus difficiles à guérir : celle des plaideurs est un résultat de plusieurs

vices de l'esprit et du cœur : de la bonne opinion de soi-même, ou de la confiance mal placée, de l'entêtement et de l'orgueil, de la colère, de la haine, et de la cupidité souvent mal entendue. On chicane par intérêt, et on se ruine ; par vanité, et on se déshonore ; par inclination, et on se désespère ; par vengeance, et on en est la seule victime. Les exemples sont fréquents : ils sont connus, et ne corrigent presque personne.

Le plaideur acharné ne s'aperçoit pas qu'il perd son temps, son repos, ses plaisirs, souvent sa santé même ; que ses biens se dégradent, que ses affaires se dérangent, que sa famille souffre, et quelquefois que sa réputation est altérée. Pénétrons au-dedans de son âme, nous la trouverons pleine d'amertume et de fiel contre ses adversaires, et de là partent ces reproches sanglants, ces railleries piquantes, ces chroniques scandaleuses, ces injures souvent calomnieuses, toujours indécentes, que les parties vomissent avec trop d'acharnement, que leurs défenseurs ornent des fleurs de l'éloquence avec trop de facilité, et que la justice ne punit pas assez souvent ni avec assez de sévérité.

Pouvez-vous ne pas être dévoré d'impatience, quand il faut parcourir, à pas comptés, toutes les routes d'un labyrinthe presque intricable ? Agité d'un désir pressant de vous faire du bien à vous-même, ou de causer du mal à votre ennemi, vous vous jetez à corps perdu

dans la carrière des procédures ; vous croyez le voir et le toucher ce but où tendent vos vœux, souvent injustes et toujours imprudents : il vous semble, dès le premier pas, que l'arrêt définitif est déjà prononcé en votre faveur, qu'il ne s'agit que de l'exécuter ; vous triomphez d'avance, et c'est là le seul bon moment du plaideur, quand il s'agit de l'engager dans les filets de la chicane ; tout le flatte, tout l'applaudit, tout lui promet merveille ; mais est-il une fois enlacé, les obstacles naissent, les embarras se multiplient, le dégoût l'assiège de toutes parts, le temps fuit et le terme semble reculer sans cesse au lieu d'approcher.

On ne peut se dispenser de suivre l'ordre des formalités judiciaires, et d'attendre souvent l'expiration des longs délais que la loi prescrit en faveur de la justice et de la bonne foi, mais dont la fraude abuse, sans qu'on puisse l'en empêcher. Les années s'écoulent dans une agitation continuelle : à chaque époque de la poursuite, vous êtes obligé de prodiguer l'or à pleines mains, et c'est le moindre de vos malheurs : vous frappez vingt fois inutilement à la porte de votre propre avocat, il n'a pas le temps d'être visible pour vous : êtes-vous enfin introduit ; attendez quelques heures dans son antichambre : pénétrez enfin dans le cabinet, balbutiez deux ou trois mots, qu'on reçoit froidement, ou qu'on interrompt avec hauteur : humiliez-vous, suppliez, faites briller le riche

métal, et partez promptement avec une promesse vague, ou avec une parole positive qui ne sera point remplie. Revenez à dix reprises faire le même manège, avant d'obtenir ces bienheureux écrits, après lesquels vous soupirez, qui disent souvent toutes les belles choses imaginables excepté votre affaire, et que vous payez quelquefois d'autant plus cher qu'elles sont plus inutiles ou même plus nuisibles à votre cause.

Retournez alors à votre procureur ; redoublez vos profusions, accablez de vos libéralités les clercs mêmes, et jusqu'aux domestiques, tout a droit de vous rançonner. Imprimez à grands frais de beaux mémoires que vos juges même ne recevront qu'avec protestation de ne les pas lire. Assiégez un rapporteur, faites assidument la cour à son secrétaire, et n'épargnez pas auprès de lui les plus persuasifs des arguments, les raisons palpables, qui valent mieux que toutes les autres. Mettez en campagne vos amis et vos parents, les amis de vos amis, les parents de vos parents ; allez conjurer des inconnus, flatter des gens que vous méprisez ; veillez pour découvrir les intrigues de vos adversaires, pour désintéresser leurs protecteurs, pour démonter leurs batteries.

Le moment fatal paraît enfin approcher, plus de sommeil, plus de repos ; que le soleil vous trouve à son lever dans le temple de la justice ; soyez le premier objet qui se présente aux regards du plus vigilant de ses ministres. Que tous

vos juges aient l'idée pleine de votre image ; achetez de leurs portiers une vérité souvent inutile ; mettez tout votre art, tout votre crédit en usage pour obtenir quelques instants d'une froide audience qui n'aboutit à rien, si ce n'est quelquefois à vous donner lieu de vous abuser vous-même ; étudiez leur généalogie, leur train de vie ordinaire, leurs opinions, leurs vices mêmes, pour tirer parti de tout, et les faire accabler de recommandations qui vous coûtent tant à obtenir, et qui ne leur coûtent rien à oublier ou à mépriser. Parcourez sans cesse toute la ville, tantôt frappé de terreurs paniques, tantôt bercé d'une espérance chimérique, tantôt enivré d'une joie folle ; ici caressé par celui qui vous trahit, là rebuté par celui qui vous protège ; portant partout l'ennui, cherchant sur tous les visages la marque d'un véritable intérêt, et n'en trouvant que le masque, ou l'extérieur encore plus désespérant de la véritable indifférence.

Après tant de fatigues, vous ne recueillez souvent pour tout fruit de vos peines, que la douleur de perdre votre cause. Un rien peut faire pencher la balance en faveur de votre adversaire : ou le jugement qui vous a coûté tant de veilles, tant d'avances, tant d'actions que la conscience vous reproche, partagera les avantages et les pertes entre vous et vos adversaires, ou la décision, loin d'être définitive, ne sera pour vous qu'une semence de nouveaux pro-

cès, et vous remettra tout à coup à l'entrée de la carrière d'où vous étiez parti. Si la faveur s'est déclarée pour vous, la crainte d'une nouvelle révolution empoisonnera votre joie : n'eussiez-vous pas ce danger à redouter, vous aurez à plaindre, si vous avez de l'humanité, un malheureux adversaire que votre victoire écrase sous le faix d'une restitution, dont la majeure partie n'est pas pour vous, souvent une famille innocente qui périt sans ressource ; du moins quand vous compterez de sang froid avec vous-même, vous plaindrez les jours et les nuits que vous avez perdus, les peines inutiles, les frais immenses qui ne vous sont pas rendus, les sentiments, les paroles et la conduite dont vous ne pouvez vous empêcher de rougir. Le plaisir de faire du mal est-il donc si flatteur et si glorieux pour qu'on l'achète à ce prix ?

Mais n'est-ce pas souvent à sa famille ou à soi-même qu'on cause un préjudice plus irréparable par le procès même le plus heureux à l'événement, quand la poursuite en est longue et difficile. Il faut abandonner ses foyers domestiques pour habiter la ville, se consumer en frais inutiles pour s'y procurer un état plus brillant qu'agréable et commode. Le patrimoine le plus florissant dépérit loin de l'œil du maître ; on ne pense plus à l'améliorer, à le réparer, à l'entretenir ; plus de condescendance pour un fermier, plus d'indulgence pour les vassaux, on est forcé d'exiger avec rigueur et sans remises. Plus de

spéculations pour conserver les fruits de ses récoltes, attendre le temps et vendre à propos : il faut faire argent de tout à point nommé, et sacrifier l'espérance d'un profit légitime. Survient-il quelque accident, il retombe à plomb sur le fonds même, et sur une famille trop malheureuse ; on vend une partie de son héritage ; on laisse dégrader les autres. Une femme et des enfants languissent au fond de la province, l'éducation en souffre, l'avancement est négligé : pertes souvent irréparables, que la plus riche acquisition ne saurait jamais compenser. On ne laisse à sa postérité qu'inimités implacables, trop communément funestes et toujours dangereuses.

Voulez-vous, dira le plaideur, que je me laisse enlever impunément un bien qui m'appartient, que je perde patiemment des droits honorables ou lucratifs, que je souffre lâchement des procédés injurieux ? Si je le veux ? c'est selon : il faut d'abord que nous calculions de sang froid (si cependant l'avarice et l'orgueil en sont jamais capables) : premièrement, est-il d'une souveraine évidence que ce bien soit le vôtre ? avez-vous même un degré de certitude suffisant pour autoriser un homme sage ? Les lois sont si multipliées et si peu conséquentes à elles-mêmes ; les textes sont si obscurs ; les commentaires si opposés, les tournures de la chicane si captieuses. Vous avez consulté ; mais vos gens d'affaires ont-ils toutes les lumières,

toute la droiture, toute l'impartialité, dont ils auraient besoin pour vous donner un avis digne d'être suivi sans scrupule ? Vous-même ne les avez-vous point trompés, ou le voulant ou sans le savoir ? Ne les avez-vous point induits, par votre entêtement décidé, à donner au moins en apparence dans votre opinion ?

Supposons que votre droit ne soit pas un problème, que votre procès soit imperdable (quoique tout le barreau vous dise, d'une voix unanime, qu'il n'en est point de cette espèce), vous n'êtes pas encore quitte de mon calcul : je veux que vous mettiez dans la balance, d'un côté, ce que vous gagnerez ; mais de l'autre, tout ce que vous dépenserez, sans espoir de restitution, tout ce que vous perdrez, tout ce que vous souffrirez, tout ce que vous verrez souffrir : pesez au poids du sanctuaire, et vous trouverez que, dans les trois quarts des affaires, on n'aurait jamais dû balancer à faire un sacrifice qui paraît dur d'abord et qui révolte la cupidité, parce qu'elle ne voit clairement que l'objet de ses prétentions, mais qui se présente sous un jour bien plus favorable au bon sens, surtout s'il est éclairé par l'expérience, parce qu'il voit alors plus distinctement ce qu'il faudra semer, que la récolte qui pourra suivre.

Devrait-il être permis à d'honnêtes gens de s'écraser pour des riens, ou pour des objets si minces, que leur valeur intrinsèque n'est pas la millième partie des faux-frais que supporte

nécessairement le plaideur victorieux ? C'est cependant ce que nous voyons tous les jours. Mais l'honneur y est intéressé ; abus de mots : dites la vanité. L'honneur est toujours d'être le plus prudent et le plus modéré. Qu'on se soit permis, contre vous, des procédés indécents, des propos outrageants ; le préjugé français lui-même ne vous ordonne point de vous jeter, à corps perdu, dans une procédure : il est des états, des temps, des circonstances où vous pouvez pardonner avec gloire, oublier l'injure, et paraître d'autant plus grands qu'elle sera plus grave. D'ailleurs, la justice n'examine que le droit en lui-même ; rarement elle fait attention à la conduite des parties contendantes. Souvent vous couvrez, au jugement des personnes raisonnables, par la chaleur de vos poursuites et par l'aigreur avec laquelle vous demandez vengeance, les torts les plus réels de ceux qui vous ont offensés. Le meilleur moyen de faire retomber sur eux seuls tout l'affront que vous cherchez à laver, c'est de les accabler du poids de votre modération.

S'agit-il enfin d'intérêts si réels, si certains, si considérables, que la raison et la tendresse paternelle ne vous permettent pas de les abandonner ; n'est-il pas plus simple, plus flatteur pour une âme droite et compatissante, de terminer à l'amiable, de chercher avec soin les voies de conciliation, d'épuiser tous les moyens possibles de conserver la confiance, l'estime, et

l'affection même de ceux sur lesquels vous êtes forcés de revendiquer une portion de votre vrai patrimoine. Il n'est pas rare de voir l'intérêt même et le préjugé céder à la candeur, à la patience, à la politesse, ce qu'ils auraient disputé avec emportement et opiniâtreté, à la hauteur et à l'avidité, quoique mieux fondées dans leurs droits. Il est d'ailleurs pour l'ordinaire en toute affaire, cent façons diverses de se concilier.

Si la sagesse et la bonne foi président à la discussion de vos droits respectifs, vous n'avez pas de peine à vous rapprocher : on sent de part et d'autre, que ce n'est jamais perdre, mais au contraire, que c'est gagner beaucoup que de faire quelque sacrifice pour le bien de la paix : c'est la maxime des honnêtes gens et du bon sens. Il est encore dans presque toutes les provinces, et dans les divers états de la société, quelques bons vieux Gaulois de l'ancienne roche, qui possèdent ce talent précieux de la conciliation, qui saisissent au premier coup d'œil le système d'accommodement le plus avantageux aux parties contendantes : on ne saurait trop honorer et trop chérir ces sages pacificateurs : ceux qui les écoutent avec docilité sont dignes de louanges ; ceux qui les fuient ou qui les rebutent, méritent d'être punis par le mépris public.

Avez-vous en vain cherché, de part et d'autre, une manière honnête de transiger sur

vos différends ? Il vous reste encore une ressource bien plus honorable et bien plus satisfaisante, que l'abîme d'un procès : qui peut empêcher de vous soumettre à des arbitres ?

La suite à d'autres ordinaires.

22 Novembre 1765.

N° VI.
DES ASSOCIÉS AUX ÉPHÉMÉRIDES.

Quid ego & populus mecum desideret audi.
HOR.

En formant le dessein de publier un ouvrage périodique, moral et critique, sur le modèle du *Spectateur Anglais*, et sous le titre d'ÉPHÉMÉRIDES DU CITOYEN ou CHRONIQUE DE L'ESPRIT NATIONAL, nous avons senti que l'obligation de remplir chaque semaine deux feuilles entières d'idées patriotiques et de maximes instructives, sous une forme amusante, au gré des Français, et surtout des Françaises, serait pour un seul écrivain une tâche trop pénible et trop difficile à remplir : nous avons compté sur des secours de plusieurs espèces, entre autres, sur l'émulation d'une partie de nos lecteurs : il serait difficile que nous fussions trompés dans cette espérance.

La nation française possède encore beaucoup plus qu'on ne l'imagine au premier coup d'œil, de cœurs vraiment sensibles aux traits de la vertu, d'esprits éclairés sur les intérêts de la

nation, et de plumes capables de traiter, avec autant d'agrément que de solidité, les matières les plus importantes de la morale et de la politique : mais le goût du siècle présent se refuse à la production et à la lecture des grands ouvrages. Nous en rechercherons un jour les causes, et nous examinerons si c'est à l'avantage ou au détriment du bien public. L'objet intéressant était de se prêter provisoirement à l'esprit du jour, pour sauver promptement d'un naufrage presque général, le plus qu'il sera possible, de ces réflexions précieuses, qu'inspire au citoyen éclairé un zèle ardent pour la gloire et pour le bonheur de la nation. Nous avons cru qu'il fallait ouvrir un dépôt public, où les productions les plus légères, les observations, même les plus simples, puissent être accueillies dès qu'elles auront le mérite du patriotisme.

Nous nous sommes empressés de donner les premiers exemples, presque assurés qu'ils seraient suivis ; et déjà nous avons préparé nos invitations lorsqu'elles ont été prévenues par une lettre qui nous annonce plus de succès que nous n'avions droit d'en attendre au commencement de notre entreprise. Nous ne perdons pas un moment pour la publier, avec notre réponse aux questions qu'elle renferme.

LETTRE.

Monsieur le citoyen,

Nous sommes trois amis qui vous écrivons en société ce que vous allez lire, nous vous l'adresserons sous l'enveloppe de votre libraire, parce qu'aucun de nous ne sait ni votre nom, ni votre demeure, ni rien de ce qui vous concerne. Nous soupçonnons seulement que vous êtes l'auteur de plusieurs ouvrages anonymes, qui ont paru depuis cinq ou six ans sous divers titres, mais avec une liberté de penser et d'écrire, qui vous caractérise, peut-être, plus que vous ne croyez. Quoi qu'il en soit c'est dans votre prochaine feuille que nous espérons voir votre réponse. Nous garderons vis-à-vis de vous l'incognito que vous gardez vis-à-vis du public.

Nous ne vous demandons pas si vous comptez faire seul et longtemps les *Éphémérides* sur le ton que vous avez débuté, nous savons bien que c'est une chose impossible. Le *Spectateur Anglais* est l'ouvrage d'une société de gens de lettres ; Addison et Richard Steele n'auraient pu seuls y suffire, quelque vaste que fût leur génie : mais nous voulons savoir si vous admettez indifféremment tous ceux qui se présenteront pour fournir des matériaux à votre ouvrage, parce que nous aurions dessein d'y concourir tous les trois de notre mieux.

Rien n'est plus louable en effet aujourd'hui dans les Français, que l'émulation d'imiter les

Anglais en ce qu'ils ont de meilleur : on les copie tant tous les jours en ce qu'ils ont d'indifférent, et même de mauvais, à leur propre jugement ! Car ils conviennent de bonne foi qu'ils ont leurs travers comme les autres : il n'est point d'homme ni de peuple qui n'en ait. Il serait bon que nous pussions produire une feuille morale et politique, qui pût entrer en comparaison avec les feuilles anglaises, nous qui avons donné les premiers l'idée des journaux et des ouvrages périodiques. Ce ne sont pas certainement les objets qui nous manquent, nos opinions et nos usages présentent une riche moisson à la critique.

Cependant vous savez qu'on a tenté plusieurs fois l'exécution de ce dessein, sans avoir jamais eu de succès dont les auteurs et la nation puissent être absolument satisfaits : c'est à vous à bien étudier les raisons qui ont fait échouer vos précurseurs, et à vous donner de garde de ces écueils ; le pire de tous serait la manie de rejeter les secours qui vous seront offerts. Ceux que nous vous proposons sont propres à jeter dans votre chronique une variété dont elle a besoin pour se concilier les suffrages d'un public aussi léger que le nôtre.

Nous sommes tous les trois bons citoyens d'esprit et de cœur : c'est ce qui nous a liés d'une amitié très étroite ; c'est ce qui nous rend vos écrits agréables ; et c'est aussi ce qui nous engage à vous offrir notre association aux

Éphémérides. Mais à cette qualité près, nos inclinations, notre manière de vivre, nos études et nos opinions sont totalement différentes ; en sorte que notre société, quelque peu nombreuse qu'elle soit, renferme néanmoins et le milieu et les deux extrêmes.

L'un de nous trois est une espèce de philosophe élevé loin du monde, qui passa dans la retraite les premières années de sa vie. Consacré de bonne heure et sans retour à une profession grave, il s'est occupé longtemps des ouvrages les plus sérieux, et des études les plus abstraites. Obligé, par état pendant quelques années, d'approfondir les sciences exactes et celle des dogmes de la religion, il a fini par s'attacher d'inclination à la morale, et surtout à la politique ; il aime la solitude de son cabinet, et trouve mille délices dans le commerce des morts illustres, anciens et modernes, qu'il regarde comme les vrais précepteurs du genre humain : de Platon, de Plutarque, de Cicéron, de Sénèque, de Locke, de la Bruyère, de l'abbé de Saint-Pierre et de Montesquieu : il s'occupe sérieusement de tous les livres nouveaux étrangers ou nationaux, qui traitent de tous les objets de l'administration et des principes du gouvernement. Libre dans ses opinions, et peut-être trop peu ménagé dans ses expressions, il ne respecte aucun préjugé, aucune erreur, aucun vice, sitôt qu'ils lui paraissent tendre au détriment de la chose publique. Il pousse, quelquefois, au

jugement de ceux qui l'entendent, les sentiments patriotiques jusqu'au fanatisme, et ses vœux en faveur de la prospérité nationale jusqu'à la chimère.

L'enjouement et la vivacité se peignent sur la figure de l'autre : il aime les sociétés choisies, les repas délicats, les conversations amusantes ; il apprend et raconte volontiers les nouvelles publiques et les anecdotes du jour ; se permet le persiflage et les railleries malignes, fait quelquefois des vers, lit des contes, des brochures, tous les romans, tous les journaux, et prend plaisir surtout aux pièces de théâtre : attendri jusqu'aux larmes aux tragédies, par les sentiments de la bienfaisance et de la générosité ; transporté d'une joie folle aux comédies, par les propos ou par les situations plaisantes ; s'inquiétant peu des événements, et prenant le temps comme il vient ; du reste, attaché par un goût vif et naturel à son prince dont il est peu connu, et à sa patrie, pour laquelle il travaille en s'amusant, sans avoir jamais reçu de récompense, et sans en attendre.

Le troisième partage son temps entre les affaires et l'étude de l'histoire : une facilité naturelle le rend propre, dit-on, à réussir dans l'un et l'autre genre. En affaires, il a le coup d'œil assez juste, saisit promptement le nœud des difficultés, et rend ses idées avec précision, écrit avec ordre, et va droit au but, sans s'amuser aux minuties. Il ne manque pas d'occupation, et

cependant il n'a jamais eu de procès ; probablement il n'en aura jamais pour lui-même. Il n'est point membre de la justice : c'est par amitié, par condescendance, par une haine naturelle de la chicane, et par goût pour la défense du bon droit, qu'il conseille très gratuitement ceux qui le demandent : soutenant, quand il le faut, les avis qu'il a donnés, quelque travail qu'il lui en coûte, pour en procurer le succès. En histoire, il a pour lui une mémoire des plus heureuses, et plusieurs années d'études assidues, avec une méthode qui range à mesure chaque chose à sa place. Mais son système est que le patriotisme doit être le flambeau de l'historien dans ses recherches, et son unique but dans la rédaction de ses ouvrages. On a cru, dans un de ceux qu'il avait entrepris, qu'il se hâterait de flatter la vanité, ou d'amuser la curiosité frivole. Il a ri de ces espérances, et se donne le temps d'approfondir la connaissance des usages et des mœurs antiques et modernes, comparés entre eux, et mis au creuset du véritable esprit citoyen.

Vous serez peut-être étonné qu'avec des inclinations, des études et des passe-temps si différents, nous soyons néanmoins parfaitement liés : il est vrai cependant que l'intimité de cette union est au-delà de tout ce que vous pouvez imaginer ; et c'est, par parenthèse, une chose rare en nos jours, où la mode de s'isoler devient de jour en jour plus générale.

Nous avons donc résolu de fournir à frais communs des matériaux à vos *Éphémérides*. Le *philosophe* vous promet des réflexions morales, des vues politiques, des extraits, des comparaisons, des apologies, des réfutations sur les opinions vraies ou erronées, sur les maximes utiles ou dangereuses. Le *littérateur* vous fournira quelques critiques légères des travers, des préjugés et des ridicules du jour, des mémoires pour la chronique, du goût, de la mode et du bel esprit national. L'*historien* enfin vous communiquera des observations sur la naissance, l'accroissement, la décadence des empires, sur la législation des peuples divers, sur leur culture, sur leur commerce, sur leur puissance militaire, sur leurs richesses, leurs vertus, et leurs vices ; le tout revu par nous et souvent fondu ensemble dans notre petit comité littéraire, et patriotico-philosophique.

Vous êtes libre d'accepter ou de refuser l'offre de notre association, comme aussi nous serons libres de remplir nos promesses dans le temps et sous la forme qu'il nous plaira ; nous sommes Français et ne voulons ni gêne ni contrainte. Vous refondrez, s'il le faut, à votre guise, les mémoires que nous vous aurons envoyés, et vous annoncerez, si vous le trouvez bon, qu'ils auront été fournis par :

LA SOCIÉTÉ DES TROIS AMIS.

RÉPONSE.

Nous recevrons toujours, avec le plus grand plaisir et la plus vive reconnaissance, les mémoires qui nous sont annoncés par la société des amis. Nous supplions les citoyens qui s'intéresseront aux ÉPHÉMÉRIDES, d'imiter un si bel exemple. Le travail le plus léger pourra suffire avec du zèle et des lumières. Les plus simples réflexions, des exemples, des vues et des idées, seront une récolte précieuse pour nos feuilles ; tout ce qui tend à réformer ou à épurer l'esprit national, et à rendre le patriotisme plus ardent et plus efficace, appartient à cet ouvrage : c'est un vrai larcin fait au bien public que de nous en priver, quand on peut, sans gêne et sans contrainte, nous en faire jouir ; et par nous, le public vraiment citoyen.

La société des trois amis paraît composée de manière à fournir aux ÉPHÉMÉRIDES les ressources les plus abondantes, les secours les plus utiles et les plus variés. Nous espérons que le *philosophe* politique et moral voudra bien tempérer en notre faveur la vivacité de son zèle patriotique, qu'il mettra de la douceur dans ses critiques, et des ménagements dans ses expressions. Il sait mieux que nous, sans doute, combien la vérité la plus utile a souvent d'ennemis puissants à redouter ; combien les préjugés ont de protecteurs accrédités, les erreurs les plus absurdes et les plus funestes, de protecteurs

intéressés à les défendre. Il faut les combattre sans les irriter ; et le grand art est de les forcer eux-mêmes à rendre hommages aux solides maximes du patriotisme, ou du moins à ne pouvoir élever contre ses raisons aucun reproche coloré de prétextes plausibles.

Nous prions le *littérateur*, répandu dans les sociétés du monde, d'observer que nos feuilles sont principalement destinées à cette partie du public qui se pique encore de penser, et qui n'est pas entièrement dévouée aux frivolités et à l'inconséquence de notre siècle. Les portraits les plus agréables et les plus ressemblants peuvent amuser la curiosité maligne ; mais ils ne conviennent plus aux ÉPHÉMÉRIDES, s'ils ne sont propres qu'à tourner en ridicule le peuple, ses usages, ses opinions et ses mœurs, sans espoir de corriger l'esprit national.

Les tributs que s'impose, en notre faveur, l'*historien*, peuvent être offerts et acceptés en tout temps, avec moins de circonspection et de danger : il est permis de rendre justice aux morts, et de peindre, avec une force naïve, les fautes et les vices des peuples qui n'existent plus. Chercher, par préférence dans les annales des nations, ce qui peut être intéressant pour le citoyen qui veut s'instruire, c'est étudier l'histoire de la manière la plus glorieuse pour un homme de lettre, et la plus avantageuse pour notre ouvrage, quand on daigne y concourir.

Nous ne manquerons jamais de faire honneur aux trois amis de toutes les idées qu'ils nous auront fournies : nous en userons de même pour tous les citoyens qui voudront, à leur exemple, s'associer aux travaux des Éphémérides.

25 Novembre 1765.

N° VII.

DE L'ÉDUCATION NATIONALE.

Nullum manus Reipublicae afferre majus mea liusve possumus, quàm si doceamus atque erudiamus juventutem, iis praesertim moribus atque temporibus quibus ita prolapsa est, ut omnium opibus refrenanda atque coercenda sit. CIC. DE DIVIN.

Que l'éducation nationale soit un des objets les plus dignes de l'attention du gouvernement, c'est un principe qui n'a pas besoin d'être prouvé. Que notre institution publique ait été jusqu'ici barbare, pédantesque, et peut-être plus pernicieuse que profitable, c'est une triste vérité, reconnue trop tard sans doute, mais pleinement démontrée. Enfin qu'une révolution inattendue rende aujourd'hui la réformation aussi facile qu'elle était nécessaire, c'est l'opinion générale des Français citoyens.

Tout concourt à réaliser cette flatteuse espérance : l'autorité souveraine assure déjà par des lois générales et particulières à nos collègues alarmés, la stabilité de leur dotation, et la sagesse d'une administration paternelle. Les tribunaux souverains, fortement occupés de tout

bien public, réservent à nos écoles une partie de leur sollicitude : les patriotes les plus éclairés se sont fait un devoir de consacrer leurs veilles au développement d'un système complet d'éducation vraiment nationale. Des magistrats célèbres avaient donné l'exemple aux auteurs zélés, et l'émulation a déjà produit plusieurs ouvrages qui nous annoncent le plus beau succès.

Les principes sont établis, et le plan général semble à peu près formé par l'unanimité des suffrages ; mais il nous manque une suite de détails particuliers, capables de régler définitivement tout enseignement national. Il s'agit de rassembler, dans un centre commun, toutes les vérités expliquées séparément par nos plus illustres écrivains, d'en former une théorie générale de l'institution, d'appliquer à la pratique usuelle et journalière les maximes universellement approuvées d'une spéculation précieuse, de proposer enfin la loi des *écoles françaises*. Il est temps qu'on s'occupe de ce grand ouvrage : nous en donnerons des essais dans nos feuilles.

Nous fûmes des premiers à faire sentir, dans un ouvrage imprimé dès le commencement de 1762, les vices essentiels de notre éducation vulgaire et de nos collèges, tels qu'ils étaient encore alors. Nous proposâmes, en peu de mots, les objets qui nous paraissaient dignes de concourir à l'instruction véritable de la jeunesse de tout état ; et les ouvrages des grands maîtres nous ont paru depuis adopter les mêmes vues,

fondés sur les mêmes motifs. Nous avons même hasardé quelques règles sur la formation d'un bureau particulier pour la régie des collègues, sur l'institution des maîtres, sur l'administration du temporel et sur d'autres détails, que nous avons eu la satisfaction de voir ensuite dans l'édit qui concerne la manutention des collègues. Flattés de trouver nos *idées* d'accord avec les principes des écrivains les plus utiles et même avec les volontés du gouvernement, nous nous sommes attachés à ce grand objet, qui doit tenir un rang distingué dans les ÉPHÉMÉRIDES DU CITOYEN.

La nation attend un système universel, uniforme et invariable de législation pour toute espèce d'écoles publiques, un code entier des études : c'est le vœu de tous les bons patriotes.

Dans l'intention où nous étions de réunir, sous un même point de vue, toute la théorie de l'éducation nationale, nous en avons réduit les principes à six questions intéressantes, que nous tâcherons d'approfondir et de résoudre successivement dans nos feuilles : nous conjurons les citoyens instruits, qui s'intéressent au bien public et au succès des ÉPHÉMÉRIDES, de nous aider de leurs lumières. C'est, au jugement de Cicéron, le plus grand service qu'on puisse rendre à la patrie, que de concourir à réformer et à perfectionner l'institution générale.

Voici donc les six questions qui nous paraissent renfermer une spéculation complète sur

l'éducation patriotique. Premièrement, quels citoyens doivent recevoir des leçons publiques dans les écoles nationales ? Secondement, quels doivent être les objets de ces leçons ? Troisièmement, en quels lieux doivent-elles être établies ? Quatrièmement, en quel temps doivent-elles être données ? Cinquièmement, par quels maîtres ? Sixièmement enfin, en quelle forme doivent se faire les leçons publiques ?

On voit qu'après avoir discuté pleinement tous ces objets, on pourra fixer des règles, premièrement, sur un *Bureau général d'institution nationale*, qui nous manque encore, et dont nous tâcherons de donner l'idée, après en avoir fait sentir l'utilité, ou, pour mieux dire, l'indispensable nécessité ; secondement, sur les universités et les académies ; troisièmement, sur les collèges ; quatrièmement, sur les petites écoles. Ces quatre points renfermeront toute la pratique de l'éducation nationale.

En examinant d'abord la première des questions proposées, nous trouvons qu'elle renferme une double difficulté, par rapport aux deux conditions extrêmes de la société civile. Faut-il permettre aux enfants du peuple, nés dans le dernier étage, de fréquenter les écoles publiques ? Premier problème. Faut-il obliger les citoyens du premier rang, les gens de cour, les grands de la nation, d'envoyer leurs enfants aux écoles publiques ? Second problème. On voit que dans l'état actuel de l'opinion et des

mœurs, l'un et l'autre sont également difficiles à résoudre.

Nous dirons aujourd'hui librement notre avis sur le dernier : l'autre demande une discussion plus étendue, qui passerait les bornes prescrites à cette feuille ; et d'ailleurs, les principes qui serviront à l'éclaircissement de celui que nous allons traiter, influenceront beaucoup sur la solution que nous donnerons bientôt de l'autre. Quant à la question présente, si souvent agitée depuis Platon et Quintilien, nous ne balançons pas à proscrire toute éducation privée. L'institution publique et commune est toujours préférable ; et dans une monarchie comme la nôtre, il ne devrait être, à cet égard, aucune exception, depuis la pourpre jusqu'à la houlette : c'est notre sentiment qui demande une explication, des autorités et des preuves.

Hâtons-nous de prévenir par une exposition claire et précise, les fausses conséquences qu'on pourrait nous attribuer, et qui sont diamétralement opposées à notre manière de penser. Rien ne serait plus fou que l'idée de rassembler indistinctement dans les mêmes écoles publiques, les enfants de la première distinction avec ceux des derniers paysans, de les soumettre à la même discipline, de les former aux mêmes exercices, de les appliquer à l'étude des mêmes sciences.

Nous croyons qu'il faut distinguer à cet égard la nation française en cinq ordres ou classes de citoyens ; la première comprend dans

le premier rang, les princes de l'auguste sang de nos rois ; et dans le second, les enfants de nos familles les plus éminentes par la splendeur de leur origine, par l'importance de leurs services, par la distinction des charges qu'elles occupent, et des honneurs dont elles jouissent. La seconde classe comprend toute la noblesse du royaume, et la haute magistrature. La troisième est composée de la jeune bourgeoisie du premier étage. Le commerce de détail, les offices inférieurs et les arts, peuplent la quatrième : enfin les habitants de nos campagnes rejetés au dernier rang par l'erreur trop réelle de notre ancienne administration, occupent la cinquième. Cette distinction bien simple et bien naturelle, répand comme on pourra le voir dans la suite, une grande clarté dans toutes les discussions relatives à l'éducation nationale.

Sésostris, le plus illustre des rois d'Égypte, fut élevé dans la cour de son père avec tout le soin qu'exigeait sa qualité d'héritier du plus beau royaume du monde : mais son institution n'en fut pas moins commune et publique ; tous les enfants de distinction qui naquirent en même temps que lui, furent rassemblés dans le palais, et partagèrent les leçons de ses maîtres : il tira dans la suite les plus grands services de ces heureux condisciples, devenus, suivant leurs talents et leurs progrès, ses favoris, ses ministres ou ses généraux.

Le fameux Cyrus de Xénophon, reçut la même éducation, c'était la coutume générale des Perses, une des nations du monde connu, qui possédait les meilleures lois sur l'institution publique, comme on le voit par les détails qui nous en restent, et sur lesquels nous reviendrons dans la suite.

Les rois spartiates, dont la gloire fut si pure, et la vertu si recommandable pendant plusieurs siècles, ne suivaient point d'autre méthode pour leurs fils. Ces grands exemples méritent en toute circonstance une considération singulière : nous osons en conclure, qu'on pourrait les suivre dans l'institution des princes du sang royal, et même de l'héritier présomptif du trône, non seulement sans danger, mais encore avec beaucoup d'avantages.

Il est d'une souveraine évidence que les enfants des grands de la nation, élevés avec ceux de la maison régnante, dans toutes les sciences utiles à la défense extérieure et à la bonne administration intérieure de l'État, seraient infiniment plus propres aux emplois militaires et politiques pour lesquels ils sont destinés par leur naissance. Les leçons de grandeur d'âme, de justice, de modération, de désintéressement, de courage et de libéralité, qui forment les grands princes, conviennent également à ceux qui tiennent après eux le premier rang dans la nation ; ils ont à peu près les mêmes vertus à exercer, les mêmes talents à acquérir, les mêmes dangers à

craindre, et les mêmes passions à combattre, et les mêmes devoirs à remplir.

Ce système d'éducation n'est pas moins avantageux aux princes eux-mêmes. Leurs dispositions s'y développent mieux, l'émulation y donne plus de ressort à leur esprit ; les semences des vertus ou des vices se produisent plus tôt, et donnent plus de prise à la sagesse qui veille pour cultiver les unes et pour réprimer les autres dès leur naissance. Dans une institution commune, on peut facilement leur faire acquérir ce talent si essentiel, d'étudier les hommes, de les juger, et de les employer à leur vraie destination ; on peut les façonner au commandement, art beaucoup plus difficile qu'on ne l'imagine, les accoutumer à la pratique journalière de la justice et de la bienfaisance. L'enfance ne se masque point. Les dépositaires de l'autorité du prince, les confidents de ses conseils, élevés avec lui, le connaîtraient intimement, et ils en seraient connus : c'est un bien réel ; plusieurs seraient toute la vie ses véritables amis, trésor aussi rare que précieux pour les maîtres du monde.

Notre idée n'est donc pas que les princes, confondus avec le peuple, aillent chercher, dans les collèges ordinaires, des leçons presque toujours inutiles pour eux, ou pour la majeure partie de ceux qui les partageraient : on en a vu des exemples, mais ils n'étaient utiles qu'à la vanité des maîtres. Nous désirons au contraire

que leur maison devienne, pendant le moment de leur éducation, une espèce de collège peu nombreux, de sujets choisis avec le plus grand soin dans l'ordre le plus distingué de leurs sujets.

Le reste de la noblesse riche et titrée, demanderait, à notre avis, l'établissement d'un collège spécialement destiné pour elle, et sagement assorti à ses besoins particuliers. Il faut qu'elle soit élevée pour obéir et pour commander, pour combattre et pour négocier, pour travailler au bien public, et pour s'occuper de son propre domestique. Une pareille institution doit avoir des règles qui ne sont point applicables aux autres. Les exercices corporels, les études, les amusements, les leçons morales, de pratique et de théorie, la manière ordinaire de vivre, tout enfin doit être différent. C'est notre avis.

Un citoyen de la république de Pologne, dont la mémoire sera bénie dans tous les siècles à venir, nous montre par les succès les plus glorieux, quel bien on pourrait attendre d'un collège pour la haute noblesse, dirigé par le véritable esprit de patriotisme. Le P. Stanislas Conarski des Écoles Pies, fondateur du Collège des Nobles en Pologne, et son législateur (disons mieux, le vrai législateur de toute la nation) compte au rang de ses disciples, Stanislas Auguste, ce roi si digne de l'être, et tous ceux qui concourent dans le moment présent, avec tant de sagesse, tant de zèle et tant de bonheur

aux merveilles étonnantes qui se succèdent si rapidement, dans la rénovation totale d'un gouvernement qui paraissait dissous jusque dans ses premiers principes. Nous le disons hardiment, sans crainte d'en être désavoué par ses augustes élèves : la gloire et le salut de sa patrie sont aujourd'hui les fruits de ses leçons, qu'il recueille enfin dans sa vieillesse, après avoir semé toute sa vie avec un zèle infatigable.

Jamais l'exemple ne fût plus digne d'être imité chez tous les peuples qui se piquent d'avoir des lumières sur les vrais intérêts de la chose publique, et quelque reste d'attachement pour eux. Si vous voulez mettre en honneur les sentiments, les principes, les talents précieux au véritable patriotisme, commencez par le premier ordre des citoyens. L'esprit et le cœur de la jeune noblesse du plus haut rang sont le premier champ auquel vous devez confier cette riche semence : c'est là que l'espoir est mieux fondé et la récolte plus abondante. Le peuple est naturellement imitateur. Si les premiers de la nation étaient instruits, honnêtes et citoyens, bientôt vous verriez fleurir les talents utiles, les vertus et l'amour du bien public.

La suite à d'autres ordinaires.

29 Novembre 1765.

N° VIII.
DU COMMERCE DES INDES.

*Quid censes munera terrae,
Quid maris extremos Arabas ditantis & Indos ?*
HOR.

Dans le cours des deux siècles et demi qui se sont écoulés depuis la découverte d'une portion de l'Asie, qu'on a nommé les Indes orientales, ainsi que des îles et du continent presque entier du Nouveau Monde appelés par opposition les Indes occidentales, il s'est fait par degrés des révolutions étonnantes dans la politique, dans le commerce, dans les mœurs de la nation française, et des autres peuples voisins.

De nouveaux plaisirs et de nouveaux besoins se sont introduits, de nouveaux systèmes de fortune et de législation se sont établis, de nouveaux dangers de plusieurs espèces se sont fait craindre à l'État, et de nouveaux avantages ont semblé naître en sa faveur. Les productions des deux Indes, après avoir été l'aliment du luxe, deviennent chaque jour des denrées quasi de première nécessité. Les terres situées sous la

ligne équinoxiale, ou par-delà l'autre tropique, après avoir été longtemps des conquêtes à faire, des déserts à peupler, des établissements à cultiver, sont aujourd'hui de vraies provinces de l'empire français, autant rapprochées par les soins continuels du gouvernement et par l'activité du commerce, qu'éloignées par leur position naturelle. La France africaine, asiatique, américaine, ne fait plus pour l'esprit négociant et citoyen, comme pour l'administration publique, qu'un seul et même corps avec la France européenne.

Les relations politiques et morales qui naissent de cet enchaînement, sont dignes d'occuper un observateur philosophe et patriote, plusieurs même sont intéressantes pour tout le corps de la nation, et ne passent pas la portée du public le moins propre aux réflexions trop profondes : elles méritent donc une place dans les ÉPHEMERIDES DU CITOYEN. Il faut tâcher d'apprendre à la partie même la plus superficielle de nos lecteurs, comment elle jouit ici de toutes les richesses, et de toutes les sensualités des deux hémisphères, à quel prix l'État les achète pour elle, à quels périls il s'expose pour continuer de les lui fournir, quel préjudice il souffrirait en cessant de les procurer lui-même aux consommateurs, quels préjugés et quel abus sont à combattre, à réformer ou à prévenir en cette partie.

Nous parlerons d'abord ici des Indes occidentales, nos principes sur le commerce de l'Orient ayant été annoncés l'année dernière, dans un ouvrage sur la Compagnie des Indes, dont la suite et le développement se trouveront dans la continuation de nos feuilles.

Nous avons souvent entendu proposer dans les cercles, par des politiques soi-disant des deux sexes et de tout âge (car qui est-ce qui n'est pas politique ou philosophe dans notre siècle et surtout à Paris ?) une question si folle, que l'idée n'en a jamais pu tomber dans aucune tête que des têtes françaises : on mettait en problème l'utilité de nos colonies américaines, et souvent la pluralité des suffrages paraissait décidée contre elles.

Rendons justice à nos concitoyens : ce n'est souvent la faute ni de leur esprit ni de leur cœur, s'ils sont entraînés dans des préjugés absurdes ; c'est quelquefois la fatalité du climat et des circonstances, qui tourne insensiblement et par degrés l'esprit national vers la déraison la plus complète. Le projet d'abandonner entièrement aux nations rivales nos possessions des Indes occidentales s'est formé peu à peu, comme les autres opinions erronées : il est fondé, suivant la coutume, sur des conclusions exagérées, mais qui partent de principes très vrais et très respectables.

Une philosophie sévère qui repasserait de sang froid tous les événements occasionnés depuis plus de deux cents ans pendant la guerre ou pendant la paix, par la découverte de la Chine et du Japon, de l'Indoustan et du Nouveau Monde, décidera sans doute en spéculation qu'il eût mille fois mieux valu pour l'espèce humaine, que le Portugais Vasco de Gama n'eût point doublé le Cap de Bonne Espérance, et pénétré par mer dans les Indes Orientales, en 1497 ; que le Génois Christophe Colomb n'eût pas ouvert à peu près dans le même temps les portes de l'Amérique aux Castillans, dont il fut mal récompensé, après avoir essuyé dans d'autres cours les mépris des subalternes, et les railleries des courtisans.

Sans ces deux grands événements, nous ignorerions probablement encore qu'il y eût à la Chine des vernis, des étoffes et des papiers de soie, du thé, des porcelaines et des magots ; nous n'aurions aucune idée de la finesse du coton que filent les sujets du Grand Mogol, ni de l'éclat presque inaltérable des couleurs dont ils le peignent ; nous recevions encore des Turcs le vrai café de moka, et les drogues médicinales qui croissent dans l'Arabie, exempts de toute falsification, nous n'aurions peut-être pas même l'idée de la muscade et du girofle ; le sucre, le cacao, la vanille, dont la réunion fait le chocolat, resteraient sans honneur cachés dans les roseaux, dans les fruits, et dans les

plantes dont on les exprime avec un travail si recherché ; nous ne teindrions point nos vêtements en beau bleu à force d'indigo, en pourpre ou en écarlate avec la cochenille, et en mauvais rouge avec le rocou ; nous ne porterions sur la tête que des capotes, des bonnets ou des toques de velours, au lieu d'un triangle de feutre noir revêtu de castor ; l'or et l'argent seraient plus rares, mais ne seraient pas plus chers : un laboureur ne recevrait que deux onces du dernier métal, pour deux ou trois septiers de froment provenant de sa récolte, mais avec ces deux ou trois onces, il paierait la moitié des impôts, se meublerait ou s'habillerait de pied en cap. Enfin, nous aurions peu de vaisseaux, peu de matelots, beaucoup moins de négociants, mais nous n'en aurions pas besoin d'un plus grand nombre.

Nos ancêtres, privés de ces nouveautés, n'en étaient pas plus malheureux, l'État n'aurait pas moins continué d'être florissant et tranquille sans elles, s'il avait été toujours réglé sur les principes de la justice, de la sagesse et du patriotisme : on aurait évité beaucoup d'embarras et de dépenses, des affaires épineuses, des guerres sanglantes. Les nations que nous appelons sauvages, et qui pourraient à plus juste titre nous donner ce nom, s'il est vrai qu'il caractérise les oppresseurs plutôt que les opprimés, vivraient inconnues dans leurs forêts, elles n'auraient point nos liqueurs fortes pour

s'empoisonner, notre poudre et notre acier pour s'égorger, nos verroteries pour s'amuser et se parer ; mais tandis qu'elles auraient continué de se multiplier en paix sous un autre ciel, nous aurions achevé de même de peupler nos campagnes sans dévaster notre continent pour en inonder un autre de colonies presque aussitôt dévorées par le climat, que transplantées hors de leur hémisphère. Combien de soins, de sang, et de crimes épargnés !

Rien n'est plus vrai, sans doute, que cette manière philosophique d'envisager la grande découverte des deux Indes, qui passa dans le quinzième siècle pour le plus heureux des miracles, et qu'on regarde avec les mêmes yeux par instinct et par habitude, plutôt que par raison ; mais il n'est plus temps aujourd'hui de tirer aucune conséquence d'une pareille théorie politique et morale, quelque vraie qu'elle soit en elle-même.

Le mal est fait depuis deux siècles et demi, le long espace de temps, et mille raisons plus fortes encore, le rendent irréparable. Le commerce a rendu les productions étrangères également utiles aux deux hémisphères : on ne peut plus faire oublier aux Asiatiques et aux Européens, les riches métaux que fournissent sans cesse les hommes rouges de l'Amérique méridionale, et les Noirs de l'Afrique ; ils ne peuvent plus à leur tour se passer de fer et d'eau-de-vie. À quel Français, à quelle Française

pourrait-on faire perdre le souvenir du tabac, du sucre et des mousselines ? Il est donc indispensable que l'échange des denrées continue de se faire d'un peuple à l'autre. Ignorer n'est souvent pas un malheur ; peut-être les terres australes qui restent encore à découvrir, contiennent-elles pour le luxe, pour la sensualité, pour la santé même, et pour le vrai plaisir naturel, des ressources encore plus précieuses que les aromates de l'Arabie, les épiceries des Moluques, les étoffes et les meubles de Chine et d'Inde, les boissons et les teintures des îles américaines. Le hasard peut les faire connaître un jour, la privation n'influe sur le bonheur de personne.

Mais renoncer tout à coup aux douceurs journalières dont vous aviez toujours eu la jouissance, c'est un sacrifice très dur et très difficile pour une personne privée : c'est un sacrifice impossible pour tout un peuple, à plus forte raison pour tous les peuples des quatre parties du monde. Le commerce actuel est donc un mal nécessaire qui cesse alors d'être un mal aux yeux de la saine politique ; son but ne doit plus être de le réprimer ou de le détruire, mais de le ramener au centre commun du bien public.

Tâchons d'établir sur cet objet les vraies maximes du bon sens patriotique, propres à régler les vœux des citoyens, et à les faire entrer dans les vues d'une sage administration. Les

voici suivant nos idées, que nous soumettons au jugement public.

Le peuple a-t-il une fois pris un goût décidé pour quelque production étrangère de la nature ou de l'art ; dès que la consommation devient journalière et considérable, le gouvernement n'a ce semble que quatre partis à choisir : Le premier, c'est de laisser la nation acheter ces denrées nouvelles des peuples voisins qui les vont prendre dans le terroir natal, et qui les viennent revendre toutes préparées ; c'est le pire de tous. Le second, c'est d'envoyer les nationaux les chercher eux-mêmes, ou toutes prêtes, ce qui est moins bien, ou brutes encore, pour être façonnées s'il se peut dans votre État, ce qui est mieux. La troisième, c'est de vous procurer la possession d'un territoire qui les produise, et qui soit propre à devenir une de vos colonies. Le quatrième enfin, et le plus avantageux, serait de les faire produire à votre propre sol, s'il en était capable.

Pour sentir la justesse de cette gradation, il ne faut que se consulter soi-même, en mettant l'intérêt particulier d'un père de famille à la place des intérêts généraux de l'État : c'est en pareil cas que l'économie publique est la même que l'économie privée. Si le possesseur d'un domaine veut faire usage d'une denrée qu'il regarde comme utile, mais que sa terre n'a point encore produit : son premier vœu ne sera-t-il pas de la cultiver et de la récolter lui-même, s'il

le peut avec avantage ? Le second, d'acquérir un fonds capable de l'en pourvoir ? Le troisième, de l'acheter lui-même de la première main ? Le quatrième et le dernier de tous, de recourir aux marchands qui revendent ?

C'est ainsi que doivent agir pour tout commerce extérieur les administrateurs d'un État bien gouverné : c'est d'après ces principes que notre ministère s'est conduit assez souvent au grand avantage du royaume. La soie, si commune en Asie, s'était vendue jadis presque au poids de l'or dans notre Europe : la culture en était arrivée de proche en proche jusqu'aux portes de la France ; mais la routine et le préjugé, deux des plus grands fléaux de notre esprit national, n'avaient pas encore permis qu'elle y fût naturalisée : c'est une des obligations que nous aurons à jamais aux deux vrais héros de tout citoyen français, au bon Henri IV, et à son digne ministre Sully. Ce n'est pas leur faute si les progrès n'ont pas été à beaucoup près aussi rapides que l'intérêt de l'État paraissait le demander : c'est une fatalité attachée à l'exécution de toute bonne idée, dont il faudrait chercher la cause dans la tournure de l'esprit français, et dans une longue suite d'abus très invétérés, peut-être même encore trop fortement enracinés, qui nuisent à toute espèce de cultivation et d'entreprises politiques. Nous y reviendrons quelquefois ; quant à présent il nous suffit de dire que le projet de ces deux grands

hommes était de mettre la France en état de récolter toute la soie nécessaire à sa consommation intérieure, et même au commerce qu'elle en peut faire avec le Nord : c'était une idée très solide, et d'autant meilleure qu'elle tournait au profit de l'agriculture, comme nous l'expliquerons un jour.

Il est évident que la meilleure manière possible de se procurer une denrée qui vous manque et qui devient de jour en jour nécessaire à votre peuple, est d'en naturaliser ainsi la culture dans l'intérieur de l'État. On avait pris le même parti pour une plante aujourd'hui si célèbre, qui fut tant de siècles parfaitement inconnue : le tabac réussissait en France au-delà de tout espoir, nous aurions pu très facilement en recueillir autant qu'on en consomme ; c'est un objet dont la valeur numéraire est de cinq millions de livres, monnaie de France, qui passent à l'étranger, et à quel étranger ! Nous en aurions fourni par la suite aux peuples voisins. Mais le gouvernement a eu ses raisons pour embrasser un autre système : nous osons croire cependant que les Fermiers généraux eux-mêmes préféreraient du tabac né en France à celui qu'ils achètent, s'ils pouvaient se le procurer sans nuire à leurs droits, et sans risquer de les compromettre : nous disons dans la France européenne, et non dans les colonies, comme on l'a proposé, sans réfléchir aux inconvénients d'une guerre maritime ; il ne faudrait que des

territoires bien circonscrits, dont l'usufruit appartiendrait à la Ferme, avec des ouvriers à sa disposition, qui lui coûteraient le moins possible, et qui ne pourraient détourner les produits de leur culture, ni l'étendre ailleurs, ni l'apprendre à d'autres Régnicoles, et c'est une idée bien facile à réaliser.

Nous nous ferons un plaisir de la développer un jour, d'autant mieux qu'elle peut marcher de front avec une autre que nous avons ci-devant annoncée, sur la manière de punir plus humainement et plus utilement les crimes.

La suite à d'autres ordinaires.

2 Décembre 1765.

N° IX.
D'UN VIEUX ROMAN GREC.

Vertus graecos servabat cista libellos.
JUVEN.

Un ouvrage de la plus haute antiquité vient de se trouver par hasard, après avoir été totalement inconnu pendant plus de vingt siècles : c'est un roman grec, écrit en prose, d'un style approchant de la Cyropédie de Xénophon, que plusieurs savants regardent aussi comme un conte philosophique fait à plaisir, ou du moins, comme une histoire vraie pour les circonstances du fond, mais brodée d'accessoires fabuleux. C'est ainsi que les Anciens écrivaient leurs romans en vers ou en prose : les leçons des sciences et des arts, celles de la plus saine politique et de la morale la plus honnête, parées de toutes les grâces du style, étaient fondues par une imagination féconde et brillante dans une foule de tableaux variés et qui semblaient copiés d'après nature. De pareils ouvrages valaient bien, sans doute, les contes absurdes qui font les délices et la honte de notre nation et de

notre siècle, tissu d'évènements bizarres et d'inventions puériles, assaisonnés de maximes atroces et de peintures licencieuses des mœurs les plus détestables.

Notre vieux livre est intitulé *les Rêves de Lycurgue*. Le seul exemplaire connu contient, outre le texte grec, une ancienne traduction latine. Depuis qu'il est entre nos mains, nous avons fait bien des efforts pour découvrir quels peuvent être les auteurs de la version et de l'original ; mais nous n'avons encore pu nous procurer aucun éclaircissement capable de satisfaire notre curiosité et celle des lecteurs. Nous prions les savants de nous aider dans nos recherches sur la véritable origine de ce roman ; et c'est pour cela que nous nous hâtons de leur donner l'histoire de sa découverte.

Ce manuscrit précieux vient de nous être apporté par un de ces quatre-vingt-douze esclaves français qu'on a rachetés de l'empereur du Maroc. C'est dans les ruines d'une vieille tour qu'on a trouvé le coffre de fer qui le renfermait. Les Maures sont aujourd'hui peu curieux de pareils trésors : notre captif n'a pas eu de peine à se l'approprier ; s'il eût été en son pouvoir de conserver de même les médailles d'or et d'argent qu'on a tirées des mêmes décombres, nous y trouverions peut-être quelques éclaircissements.

Cette vaste étendue de pays, qui forme aujourd'hui l'empire du Maroc, est regardée par

le vulgaire comme un pays éloigné, quoi qu'elle soit exactement à nos portes, puisque ses villes maritimes, situées sur l'océan, sont à peine à moitié chemin de Bayonne à Marseille. La plupart de nos lecteurs seront étonnés d'apprendre qu'on y découvre d'antiques monuments, des inscriptions, des médailles, des livres grecs et latins. Il faut les détromper.

Ces États, aujourd'hui si peu connus, fleurirent autrefois par le voisinage et le commerce de la fameuse république de Carthage, dont les Romains ont pu détruire la puissance, mais non la renommée : c'est par elle qu'ils avaient reçu les arts de la Phénicie et de la Grèce. Leurs anciens habitants, sous le titre de Numides et de Maures, furent longtemps les amis et les alliés du peuple romain : il fallut à ce peuple ambitieux et destructeur plus de cent ans de guerre pour les subjuguier, non seulement par la force de ses armes, mais encore par les intrigues honteuses et cruelles de sa politique. Jules César avait commencé le premier de les réduire en provinces romaines ; l'empereur Claude acheva.

Sous la domination des Césars, la Numidie et la Mauritanie, divisées en quatre provinces, comprenaient un grand nombre de cités ; et quand le christianisme y fut établi comme religion dominante, l'on y compta jusqu'à trois cents diocèses. Il n'est donc pas surprenant

qu'on trouve encore dans ces provinces, autrefois si peuplées, des vestiges de l'empire romain, et même des monuments grecs, d'une date fort antérieure aux expéditions de Marius : il l'est bien davantage que nos antiquaires aient absolument négligé d'y faire aucunes recherches. On peut assurer, avec la plus grande vraisemblance, que des curieux éclairés trouveraient en ce pays des récoltes abondantes et précieuses. Nos villes, et même nos simples bourgs de l'ancienne Gaule, quoique longtemps fouillés par les amateurs de l'Antiquité, renferment encore des morceaux intéressants, qu'on arrache tous les jours des entrailles de la terre. Le territoire soumis à l'empereur du Maroc a été cultivé par des peuples instruits plusieurs siècles avant le nôtre : il a été plus longtemps sous le gouvernement romain ; et il n'a jamais été visité, que l'on sache, par l'œil d'un connaisseur depuis la rénovation des arts, des belles-lettres et des sciences en Europe. C'est donc probablement le pays du monde où les amateurs pourraient espérer, avec fondement, de découvrir le plus de ces nouveautés antiques.

Il est vrai que le trop fameux Genséric, roi des Vandales, le destructeur de Rome et de Carthage, ravagea toutes ces provinces vers le milieu du cinquième siècle ; mais cette dévastation fut commune à toutes les contrées, et même à la capitale de l'empire : les Vandales

furent même en Afrique beaucoup moins acharnés à détruire, que dans les pays qu'ils n'avaient fait que parcourir, puisqu'ils y fondirent un empire sédentaire, qui dura près d'un siècle et demi, jusqu'à la conquête du célèbre et malheureux Bélisaire.

Il est impossible de déterminer, quant à présent, si le vieux roman philosophique moral et politique des *Rêves de Lycurgue*, fut enfermé dans la muraille et dans le coffre de fer, d'où il vient d'être tiré, avant ou après cette invasion des Barbares. La version latine qui se trouve avec le texte grec, ne peut fournir là-dessus aucunes conjectures. Dès le temps de la République, les Romains avaient commencé de traduire, et nous avons encore le poème d'Aratus sur l'astronomie, rendu par Cicéron en vers latins, qui ne sont pas si mauvais qu'on a coutume de le croire. Les Sarrasins, qui se répandirent dans toute l'Afrique, qui conquièrent l'Espagne et qui vinrent jusqu'en France, ont établi dans cette partie du monde une puissance qui dure encore : c'est, peut-être, lors de leur incursion, que notre monument fut enfoui, comme beaucoup d'autres.

Il ne faut pas croire cependant que ces Arabes fussent, comme nos ancêtres les Francs, des barbares ignorants : c'est, au contraire, par eux que les lettres et les sciences fleurissaient dans les siècles où nous étions ensevelis dans les plus épaisses ténèbres. Ils avaient des poètes,

des historiens, des moralistes, des jurisconsultes, des traducteurs de tous les Anciens et des commentateurs, des mathématiciens, des artistes de toute espèce, dans le temps où nos plus habiles personnages savaient à peine lire et chanter au lutrin ; si bien, que nos scolastiques du douzième siècle ne connaissaient que par eux la saine antiquité. Les révolutions de leur gouvernement trop despotique les ont jetés dans la barbarie, précisément au temps où nous en sommes sortis.

Peut-être aussi, le manuscrit des *Rêves de Lycurgue* est-il une de ces dépouilles que les Maures, chassés entièrement d'Espagne par un prince plus superstitieux que vraiment politique, emportèrent avec eux : les anciennes pièces d'or et d'argent que renfermait le même coffre, doivent l'avoir fait enlever comme un trésor. Quoi qu'il en soit, nous nous proposons de donner dans nos feuilles une traduction suivie de cet ouvrage qui nous paraît intéressant. Ce n'est qu'une fiction ; mais on verra qu'elle contient des instructions solides, applicables à tous les peuples et à toutes les espèces de gouvernement. C'est un ouvrage assez semblable à la République de Platon ; la distance des lieux et des temps, le changement des mœurs et des usages n'empêchent pas que les maximes et les exemples qu'il renferme, ne puissent concourir à réformer l'esprit national, et à faire germer de plus en plus les sentiments du patriotisme : la

sagesse et la vertu sont toujours les mêmes dans toutes les nations, et dans tous les siècles.

En donnant ainsi l'histoire d'une découverte qui pourra concourir à la variété et à la perfection des ÉPHÉMÉRIDES, nous ne pouvons nous refuser à quelques réflexions patriotiques sur cet empire du Maroc, et sur l'espèce d'oubli dans lequel on paraissait l'avoir laissé depuis assez longtemps, jusqu'au moment où la bonté du Roi pour ses sujets, et l'attention d'un ministre vigilant sur la sûreté du commerce maritime, ont fait armer les frégates du Roi, qui ne cessent depuis la dernière paix de bloquer dans leurs ports le petit nombre de vaisseaux corsaires de cette nation. Les Anglais, qui connaissent si bien tout intérêt de commerce, avaient pris autrefois ce système contre eux, et le capitaine Delgarno faisait trembler toute leur côte. L'expérience leur a prouvé qu'un traité de paix et de commerce était bien plus avantageux ; les rois George I et George II l'ont contracté, et il s'exécute. Les Danois et les Hollandais se trouvent aussi très bien d'une pareille alliance.

La France avait autrefois une liaison assez grande avec cet empire, et un consul français résidait à la cour de Méquinez, ou partout ailleurs, auprès de la personne de l'empereur : nous avons cherché dans l'histoire la raison qui l'en a fait retirer, et nous ne l'avons pas trouvée. L'empereur actuel paraît s'occuper sérieusement de ses intérêts politiques, et fait des efforts

pour sortir de l'état languissant où les divisions intestines, jointes aux vices fondamentaux du gouvernement, avaient jeté sa puissance ; il regarderait sans doute en ce moment, comme un grand bonheur, l'acquisition de notre alliance.

Il ne faut pas croire que ce vaste empire soit un objet indifférent pour le commerce national, ce serait une grande erreur : voici ce que nous en apprennent les relations des Anglais observateurs, envoyés exprès par le gouvernement, pour connaître la richesse intérieure de cet État, et ses relations extérieures. Premièrement, afin de commencer par les métaux qui frappent le plus l'esprit du vulgaire, l'empire du Maroc renferme quelques mines d'or et d'argent, mais surtout de bonnes mines de cuivre dont il peut faire un grand commerce avec l'Europe. D'ailleurs, la commodité des chameaux infatigables que possèdent les Maures, les met à même d'entretenir une grande relation avec les Nègres de l'Afrique intérieure, dans des pays inaccessibles aux négociants européens ; et c'est de là qu'ils tirent à bon marché la poudre d'or, le morphil ou ivoire, les plumes d'autruches, et les esclaves noirs des deux sexes. Les mêmes animaux les conduisent en caravanes très nombreuses jusqu'à la Mecque : c'est un voyage de dévotion, qui donne pour toute la vie un titre d'honneur à ceux qui l'ont fait ; mais c'est une dévotion politique, autant que religieuse. Ils portent dans l'Arabie les denrées de leur sol, et les produc-

tions de leurs manufactures en belles laines et en cuirs ; de l'indigo, de la cochenille, des plumes superbes : ils en rapportent toutes sortes de soieries, de mousselines, d'aromates et d'épiceries. Ces deux commerces pourraient prendre une très grande activité, si quelques Européens y fournissaient des aliments à l'importation, et des débouchés à l'exportation.

Le terroir produit des grains, des dattes, des amandes, du riz en abondance, des olives, des raisins, dont les habitants feraient d'excellents vins liquoreux, s'ils n'étaient pas Mahométans. On y recueille des gommés, des laines, dont plusieurs espèces sont magnifiques, beaucoup de cire, de miel et de soie. On en peut tirer en grande quantité les cuirs communs et les beaux maroquins, dont le nom seul indique l'origine.

Les Maures recevraient avec plaisir en échange, des toiles, des draps et des soieries de nos belles fabriques ; des fourrures, des tapisseries, des glaces et des verroteries ; des quincailleries, des montres, des pendules, des meubles, des porcelaines, des faïences, de l'argenterie, des bijoux, des armes, du salpêtre, des cordages, du plomb, de l'étain, du fer, de grands bois de construction, du sel, du chocolat, des confitures, de la poudre à canon, du gaudron, et beaucoup d'autres denrées semblables, que fourniraient aux négociants français, ou notre propre territoire, ou la Compagnie des Indes,

ou nos colonies, ou notre commerce avec le Nord.

Nous avons observé que le trajet n'était rien, puisque l'empire du Maroc confronte avec l'Espagne, le détroit de Gibraltar entre deux. Le plus grand obstacle consiste dans la forme du gouvernement des Maures et dans leurs mœurs, qu'on se figure plus farouches et plus barbares qu'elles ne sont en effet. Ils aiment le commerce et tiennent assez religieusement leurs traités, quand on a chez eux des résidents autorisés, et qui sont instruits des usages du pays.

Le commerce du Maroc pourrait donc être profitable aux deux nations. Les Maures y gagneraient bien plus, à tous égards, qu'au métier dangereux et indigne de pirates : il serait plus satisfaisant à la nation française de fréquenter leurs ports, comme les autres puissances maritimes, en amis et en simples négociants, que de les bloquer par les flottes guerrières. Dans le moment où nous achevions d'écrire ces réflexions, les nouvelles publiques nous apprennent la conclusion d'une trêve, que le Roi n'a pas balancé d'accorder aux instances de l'empereur du Maroc, d'ici au terme qu'on a prescrit ; les deux monarques doivent faire négocier un traité d'alliance et de commerce, dont tout bon patriote doit désirer le succès.

Quoi qu'il en soit de cette digression, nous commencerons incessamment à donner dans

nos feuilles la traduction du roman grec intitulé *les Rêves de Lycurgue*, dont la découverte nous y a jeté.

La suite à d'autres ordinaires.

6 Décembre 1765.

N° X.
DE PARIS.

*Haec tantum alias inter caput extulit urbes
Quantum lenta solent inter viburna cupressi.*
VIRG.

Paris est, pour la curiosité superficielle, le plus grand et le plus varié des spectacles ; mais il offre, aux observations du patriote qui réfléchit, un champ plus vaste encore et plus intéressant. C'est un plaisir digne de la philosophie d'un bon citoyen, que celui de débrouiller ce chaos tumultueux, d'analyser séparément tous les principes qui le composent, et qui paraissent rassemblés dans la plus étrange confusion.

Tout frappe au premier coup d'œil l'étranger ou le provincial qui voit pour la première fois cette superbe capitale ; l'immensité de son circuit, la multitude et la variété des édifices, des palais, des temples, des places publiques, l'affluence du peuple, le concours des voitures de toute espèce, le mouvement rapide et la circulation continuelle, les magnificences du luxe, l'élégance des parures, la richesse des bou-

tiques, la majesté des tribunaux, la pompe des spectacles et des promenades publiques, tout le jette dans l'étonnement et l'enthousiasme : Paris est à ses yeux le centre de toutes les merveilles.

Le charme est prompt et puissant ; mais il n'est pas aussi durable. Bientôt la vue s'accoutume aux beautés de l'art, les amusements deviennent insipides, les embarras se font sentir, les affaires accablent, ce n'est plus la chaîne du vrai plaisir qui retient, c'est celle de la triste nécessité, de l'habitude et de la mollesse, c'est la loi du devoir, la voie de l'ambition, ou la passion de faire fortune : de là naît ce flux et reflux continu qui rend Paris un galimatias presque indéfinissable.

Pour le citoyen observateur qui voudrait sonder l'abîme, il lui faudrait diviser les habitants de cette ville immense en huit classes différentes, suivant les objets principaux qui les occupent plus spécialement : tels que l'administration politique, la justice, la finance, les sciences, les arts d'agrément et de luxe, le commerce, la fortune, les plaisirs : chacune mériterait l'attention particulière du patriotisme éclairé. Nous croyons qu'il pourrait se réduire à deux questions, qui valent, ce semble, la peine d'être scrupuleusement examinées. D'abord, les classes des citoyens occupés de ces huit objets, devraient-elles être, suivant les lois du bon sens et les maximes de la saine politique,

aussi nombreuses qu'elles le sont actuellement parmi nous ? C'est le premier problème à résoudre. Ceux qu'une indispensable nécessité vous force d'y consacrer, devraient-ils presque tous inonder la capitale ? C'est la seconde.

Quand vous aurez une fois approfondi l'une et l'autre question, vous serez en état de décider, si l'accroissement et la magnificence de Paris sont pour l'État une marque de vigueur ou de dépérissement ; s'il est avantageux pour le bien public, pour la conservation des mœurs, pour la prospérité des peuples, pour la puissance du souverain, que cette vaste cité s'étende sans cesse aux dépens de nos petites villes de provinces, et surtout de nos bourgades. C'est un sujet intéressant, que nous avons promis de traiter, et que nous allons entamer : bien persuadés, suivant la comparaison philosophique de Virgile, que dans un État qui se dégrade, les villes ordinaires dépeuplent les campagnes, et sont, à leur tour, dévastées par les capitales, comme les taillis commencent à faire disparaître les simples plantes, et sont étouffés à leur tour par les arbres qui croissent en haute futaie.

Une troupe qui mérite l'animadversion de tout honnête citoyen, qui ne devrait jamais trouver d'apologistes dans un État policé, et qui cependant devient chaque jour à Paris plus nombreuse, plus autorisée par nos mœurs, et, puisqu'il faut le dire, par les erreurs même de l'ancienne administration, c'est celle qui n'a

d'autres affaires et d'autres occupations, que son existence et ses plaisirs. L'oisiveté complète, le célibat de luxe et de fantaisie étaient regardés chez les Grecs et chez les Romains, dans les beaux jours de leurs empires, comme un délit et comme un opprobre. Nos ancêtres Francs et Gaulois n'en avaient pas même l'idée : notre esprit national les envisage aujourd'hui comme innocents ; et la prétendue philosophie du siècle y semble attacher le bonheur et la gloire.

Vous voyez tous les jours de lâches déserteurs du service public, abandonner les postes d'honneur remplis par leurs ancêtres, renoncer aux emplois vraiment utiles, quitter la pratique des arts, et dédaigner toute espèce de travail. La noblesse oublie qu'elle n'est décorée de cette qualité qu'à condition de la payer de son sang, en le versant, quand il le faut, pour la défense de la patrie ; que tout gentilhomme est soldat par la loi même de sa naissance ; que les armes dont il a droit de se parer, et le nom même qui le distingue, sont les témoins perpétuels de l'obligation qu'il a contractée envers l'État ; que les fiefs sont la solde militaire ; que les titres d'honneur n'expriment que les grades de la milice. Les femmes, si jalouses de prérogatives et de distinctions, ne savent plus que dans nos mœurs antiques on ne donnait le titre glorieux de chevalier, qu'après des épreuves et des exploits multipliés ; et qu'une femme n'avait ni

rang ni marque d'honneur, tant qu'elle n'était pas l'épouse d'un chevalier. Les neveux de ces anciens preux, si célèbres dans nos histoires, languissent à Paris dans une molle indolence ; et sans respect pour les noms illustres qu'ils déshonorent par tant de faiblesse, ils mettent toute leur gloire à le disputer aux plus riches des nouveaux parvenus, en luxe et en folle prodigalité. Ces devises d'honneur, qui brillaient sur la côte-d'arme, sur le bouclier, sur les bannières de nos héros, ne servent plus qu'à parer le frontispice de palais superbes, à décorer toutes les pièces d'un vaste buffet, à chamarrer les livrées d'un tas de valets magnifiquement vêtus et richement payés, qui ne sont bons que pour l'étalage.

Élevés dans les délices, énervés dès leur jeunesse par toutes sortes de délicatesses, loin de pouvoir supporter le poids des armes, et les fatigues de la guerre, ils ont peine à soutenir le poids du jour, et la fatigue de leur existence. Des femmes plus accablées encore des chaînes de la mollesse voluptueuse, leur produisent à peine un ou deux avortons de l'espèce humaine, que le moindre souffle détruit longtemps avant le moment de leur maturité. L'indolence et la sensualité parisienne dessèchent ainsi jusqu'à la racine les souches antiques de la noblesse française, si redoutable aux ennemis, si respectée dans tout l'univers, et si justement chère à la patrie : celles qui résistent

ne produisent plus que des rameaux inutiles, semblables à ces arbres ingrats qui, plantés et cultivés avec un soin excessif dans un terroir trop fertile, ne poussent que des feuilles et des fleurs surabondantes et inutiles, au lieu des fruits qu'on en devait attendre.

Écoutez une vérité salutaire, vous qui croyez éblouir le sage même par la splendeur de vos titres, par l'éclat de votre décoration extérieure, par la somptuosité de vos maisons, de vos équipages, de vos tables, de vos ameublements : vos valets, vos parasites et vos flatteurs vous la déguisent, c'est leur intérêt, mais ce n'est ni le vôtre ni celui du patriotisme que vous puissiez l'ignorer : en quelque rang que l'homme soit né, la considération publique se proportionne toujours aux services qu'il rend à la patrie. Le grand homme prêté de l'éclat aux dignités dont il est revêtu, plutôt qu'il n'en reçoit ; ce n'est pas pour flatter la vanité que les empires ont des honneurs, c'est pour récompenser le mérite de ceux qui les soutiennent par une vertu plus mâle et plus heureuse, et c'est pour exciter dans la postérité des héros le désir de les imiter, qu'on étend jusqu'à leurs neveux le prix de leurs exploits.

La noblesse enrichie et décorée qui traîne dans Paris une vie molle, inutile et sensuelle, est coupable d'une triple prévarication envers la patrie ; son état si commun aujourd'hui est un état d'injustice et d'ingratitude, c'est-à-dire un

état d'opprobre au jugement de la raison et de la probité.

Par un autre abus, la noblesse ayant renoncé depuis plus longtemps encore aux fonctions de la magistrature, qui n'étaient remplies que par elle seule, et les charges s'étant multipliées, depuis qu'elles sont par leurs privilèges et leur vénalité un moyen prompt de s'ennoblir à prix d'argent, tous les tribunaux souverains sont devenus des pépinières qui se remplissent et se vident sans cesse. Une génération ou deux s'est-elle écoulée dans le service de la robe, les petits-fils d'un riche bourgeois transformés en gentilshommes n'ont plus qu'à jouir en paix des délices de Paris et des commodités que leur procure leur opulence. Les succès rapides et continuels des fortunes financières rendent cette circulation très vive et tout à fait intarissable. Les commerçants que le hasard favorise ou qu'un vrai savoir fait prospérer, n'imitent que trop cet exemple, et de là tant de riches oisifs et fastueux qui remplissent la capitale, dont on oublie les noms véritables, et qui s'efforcent de les oublier eux-mêmes, depuis qu'ils marchent de pair avec la postérité de nos antiques chevaliers, qu'ils osent porter leurs noms et leurs devises, et qui pis est, posséder leurs titres et leurs héritages.

C'est par le luxe de ces nouveaux nobles, par l'émulation ridicule qu'on a eue de les imiter, et par la mode encore plus pernicieuse de re-

chercher leurs alliances, que les faux brillants des richesses et la molle volupté règnent dans Paris, et qu'elles y tiennent tant d'esclaves titrés enchaînés à leur char. De proche en proche, les autres classes de citoyens imitent un exemple si contagieux, le goût de l'oisiveté se répand dans tout l'État, et fait journellement des progrès. Paris offre de plus en plus des ressources et des agréments aux célibataires, uniquement occupés d'eux-mêmes et de leurs plaisirs.

Par une continuité de malheurs dont il faut chercher la source primitive dans le dernier siècle, le gouvernement s'est vu souvent forcé de recourir à ces malheureux expédients de finance, qui ne pallient un mal présent qu'en y substituant un mal plus éloigné, mais plus dangereux. Les emprunts multipliés ont produit par degrés une masse énorme de richesses fictives, qui n'ont d'autre réalité que le véritable appauvrissement de l'État ; des rentes perpétuelles, tournantes ou viagères, et par contre-coup, des officiers, des trésoriers, des contrôleurs, des commissaires, et qui pis est, des agioteurs qui s'enrichissent à troquer sans cesse des papiers publics contre de l'argent, et de l'argent contre des papiers publics. Nous examinerons plus bas à quel point ce système de finance peuple Paris de partisans occupés de leur fortune : nous parlerons seulement, quant à présent, de ceux qui n'ont en vue que d'y vivre et de s'amuser.

Rien n'est plus commode pour l'oisiveté célibataire, que les tontines, les effets au porteur et les rentes sur l'État. L'héritier d'un patri-moine fertile, qui n'a plus aucun sentiment de patriotisme, aucune idée des devoirs d'un citoyen, mais qui prend pour terme de ses désirs un bonheur qu'il fait consister dans l'indépendance, dans le loisir et dans les commodités d'une vie sensuelle, se hâte de vendre son héritage, de se procurer un revenu liquide, et de se former à Paris un établissement conforme à ses inclinations. Son état est un objet d'envie pour cent autres qui ne sont pas nés avec les mêmes avantages. Ils se livrent au travail pour quelques années, et c'est avec ardeur. Mais à quel travail ? à celui qui peut les amener plus tôt au but qu'ils se proposent ; et tous les moyens d'accélérer le moment désiré ne leur sont que trop indifférents, même les plus honteux et les plus criminels, dès qu'ils les enrichissent assez pour qu'ils puissent de bonne heure se livrer entièrement à l'oisiveté et aux plaisirs ; de là naît cette avidité du gain, de là ces manœuvres indignes, qui déshonorent aujourd'hui des professions dont la candeur et le désintéressement faisaient autrefois le caractère.

Ceux que nous allons déférer à la censure publique sont encore bien plus inexcusables, puisqu'ils viennent à Paris passer dans le repos une vie consacrée spécialement aux travaux les plus utiles, et prodiguer pour leur satisfaction

privée des revenus sacrés dont ils ne sont que les dépositaires, tandis que la religion à laquelle ils sont dévoués manque de ministres, et que les pauvres, dont ils dissipent le bien, sont dans le besoin ou à la charge des citoyens. Depuis l'invention absurde des bénéfices à simple tonsure ; depuis l'introduction et la multiplication des commandes ; depuis que le nom seul, sans aucun service rendu à l'État, sans dessein même, et sans pouvoir d'en rendre aucun, suffit pour aspirer et pour parvenir à la possession des richesses ecclésiastiques ; depuis enfin qu'il ne faut qu'avoir des parents, des amis, des protecteurs, ou tout au plus un titre qui n'impose plus aucune obligation, et qui se prodigue à tout venant : depuis ce temps Paris se remplit journellement de membres du clergé, qui n'ont aucuns devoirs à remplir dans la hiérarchie ecclésiastique, et qui se garderaient bien de s'en imposer aucun pour l'avantage de la religion ou de l'État. Exempts par de prétendues lois, qui ne sont nulle part, de résidence et de travail, les uns se reposent toute leur vie, sitôt qu'ils ont été gratifiés par le prince, ou par les prélats, après quelques années qu'ils passent dans des fonctions prétendues, où la vanité, la paresse et le goût du plaisir, n'ont point de contradictions à essayer. Les autres, plus heureux encore, commencent et finissent par se reposer toujours, au milieu des délices de la capitale.

Enfin, le goût si naturel de l'indolence et du bien-être gagne par épidémie jusqu'aux valets, toujours imitateurs de leurs maîtres ; et la plupart n'aspirent plus qu'à se former, de quelque manière que ce soit, un pécule honnête, pour vivre à Paris exempts de soins et de travail...

La suite à d'autres ordinaires.

9 Décembre 1765.

N° XI.
DES ANCIENS FRANCS.

Ætas parentum, pejor avis, tulit
Nos nequiores. HOR.

Depuis que le P. Daniel s'est avisé de compiler, sous le nom d'histoire de France, des descriptions de sièges et de batailles, ou de simples chroniques de nos anciennes guerres, avec quelques anecdotes des princes et de leur cour, et quelques traits du gouvernement ecclésiastique, choisis et tournés à sa guise, mais sans remonter au-delà du règne de Clovis, la mode s'est introduite parmi tous nos historiens modernes de se borner à cette époque ; et désormais, tout citoyen qui voudrait connaître les fastes de la nation sera contraint de s'arrêter à la fin du cinquième siècle, ou de se livrer lui-même aux recherches pénibles que le travail des historiographes épargne à leurs lecteurs.

Les écrivains qui précédèrent le P. Daniel dans cette noble carrière n'avaient point imaginé qu'on pût se former une véritable idée de

notre origine, des sources primitives de nos mœurs et de notre législation, sans connaître les trois peuples, dont la réunion a formé l'empire français. Quand on travaille pour éclairer le patriotisme et pour échauffer son zèle (non pour amuser la vaine curiosité, pour flatter l'orgueil mal entendu, pour fortifier et perpétuer les préjugés) on remonte jusqu'aux premiers germes de l'esprit national ; on le suit, le flambeau de la morale et de la politique en main, dans ses développements, dans ses accroissements, dans toutes les révolutions qu'il éprouva par la succession des siècles et des événements.

C'est au temps de Clovis que nos ancêtres commencèrent d'être un peuple combiné de trois peuples très différents dans leur première origine, qui s'étaient rapprochés par des progrès insensibles, mais qui conservaient encore chacun un fonds de caractère principal, et des traits distinctifs. Les Romains du cinquième siècle, qui dominaient alors dans les Gaules, n'étaient plus les Romains des Fabius et des Scipions ; les Gaulois qui leur obéissaient n'étaient plus les Gaulois de Bellovese, de Sigovese et de Brennus ; les Francs qui soumièrent les uns et les autres à leur empire, n'étaient plus les Germains d'Arioviste et d'Arminius : mais chacun d'eux gardait encore le souvenir et les traces de ses mœurs primitives ; chacun avait ses opinions, ses penchants, ses maximes, ses usages particuliers, qui paraissaient, depuis près de six

siècles, tendre continuellement à se confondre, sans que les principaux traits de leur différence eussent encore pu disparaître.

Ce serait donc une première erreur capable d'en entraîner beaucoup d'autres, que d'attacher au nom de ces Romains qui concoururent à la formation de l'empire français, l'idée que nous en donne Tite-Live ; à celui des Gaulois, le portrait qu'en fait Jules César ; enfin à celui des Francs, la peinture que Tacite nous a laissée des Germains. Un écrivain célèbre par ses connaissances, et très respectable par l'emploi qu'il en fait en faveur de l'esprit national, nous paraît avoir peut-être un peu trop approché de cet écueil dans ses *observations* sur notre *histoire*. Ces Sicambres conquérants, qui marchèrent sous les enseignes de Clovis, depuis le Rhin jusqu'aux Pyrénées, ne semblent distingués dans son ouvrage par aucunes nuances, de ceux qu'un Romain avait représentés si barbares quatre siècles auparavant. Nous osons croire que ce portrait exagéré dans son principe, n'était plus alors à beaucoup près aussi ressemblant.

Nous n'avons garde, sans doute, d'imaginer que les mœurs de l'ancienne Germanie fussent devenues totalement étrangères aux Francs de Pharamon, de Mérovée, et de leurs premiers successeurs ; c'est une autre erreur, dans laquelle nos historiens modernes pourraient insensiblement entraîner leurs lecteurs. Une

courte description de ces antiques usages, jetée dans une feuille des préfaces que souvent on ne lit point, ne répand pas, dans l'esprit de celui qui veut apprendre l'histoire en bon citoyen, assez de lumières pour servir de fondement perpétuel et solide à ses études, de guide à ses réflexions, et de préservatif contre les préjugés vulgaires. On se figure naturellement les hommes de tous les siècles et de tous les pays, tels que nous sommes aujourd'hui : les historiens ne sauraient faire trop d'attention à cette vérité ; ils ne peuvent jamais peindre trop fortement les différences essentielles qui doivent influencer sur les connaissances qu'ils veulent procurer, et sur les sentiments qu'ils veulent inspirer.

Par cette raison si naturelle, nous ne balançons point à blâmer hautement le système de nos annalistes modernes qui commencent brusquement l'histoire de France à Clovis, sans donner à leurs lecteurs, pour préliminaire, une instruction solide sur l'esprit national des Romains, des Gaulois et des Francs du cinquième siècle ; c'est-à-dire, une histoire de ces trois peuples, abrégée, sans doute, mais qui ne dégénère pas en description superficielle ; il faut y représenter avec toute l'énergie et toute la vérité possible le génie particulier de chacune des trois nations, les causes qui l'avaient altéré successivement, et les nouvelles relations qui naissaient entre elles, à chacun de ces changements. Étudier ainsi les principes de notre histoire,

c'est se préparer dans ce travail beaucoup de facilités, d'agrément et d'utilité : l'étudier autrement, c'est marcher en aveugle dans un vrai labyrinthe.

Le premier des historiens de la nation, que l'esprit superficiel de nos jours n'estime pas autant qu'il mérite de l'être, Mézeray n'était point tombé dans cet abus. Ses premiers livres contiennent, sur les origines et les variations des trois peuples, un détail qui n'est pas exempt de défauts, sans doute, non plus que le reste de son histoire, mais qui prouve au moins qu'en cette partie, les vrais principes lui servaient de boussole. Le projet qu'il avait formé, d'écrire seul toute l'histoire de la monarchie, ne lui permettait pas d'approfondir chaque partie autant qu'elle l'exigerait ; c'est l'inconvénient inséparable de la manie trop commune de tout entreprendre. Les vraies annales d'un empire comme le nôtre ne peuvent jamais être que le résultat des travaux assidus et continuels de plusieurs historiens qui se partagent les objets, et qui consacrent leur vie toute entière à celui qu'ils ont choisi pour but de leurs recherches. Que les uns affectionnent une époque, un règne, une race, les autres une province, un territoire, une ville ; que ceux-ci déterrent les antiques monuments, les vieilles chroniques, les titres originaux ; que ceux-là suivent le fil de la législation et de l'esprit national, les vicissitudes des usages et des mœurs ; que d'autres

étudient les relations politiques, la culture des arts, les progrès du commerce : c'est ainsi que les matériaux divers seront tirés de leurs carrières, assemblés et façonnés, par un long travail, qu'on doit regarder comme un préliminaire indispensable à la rédaction d'une véritable histoire nationale.

Le goût français, toujours léger et toujours ami d'une jouissance prématurée, a voulu avoir des abrégés de notre histoire, avant qu'on eût fait l'histoire, avant même qu'on eût rassemblé les matériaux qui devaient y concourir ; de là vient la confusion qui règne dans ces productions précipitées, où rien n'est approfondi par l'auteur, ni développé d'une manière claire et satisfaisante pour ses lecteurs. Ces vices assez sensibles dans l'introduction de Mézeray, auraient dû, ce semble, engager nos historiens à perfectionner ces connaissances, non seulement utiles, mais véritablement indispensables. Par quel aveuglement a-t-on pu se persuader qu'il valait mieux les négliger tout à fait que de mettre un peu plus de temps à leur donner toute leur maturité ?

Le célèbre abbé Dubos mérite les éloges et la reconnaissance de tout citoyen amateur de nos antiquités, pour avoir remonté le plus qu'il a pu vers les origines de la nation. La mode présente et l'esprit du jour est, à ce qu'il paraît, d'exagérer ses fautes, et d'ajouter à celles qui sont

trop réelles des reproches, peut-être plus répréhensibles que ses propres erreurs : nous croyons qu'il aurait été plus avantageux de rectifier ses idées, en étendant plus loin ses recherches, et en se rapprochant des sources primitives avec la circonspection d'une sage critique. L'abbé Dubos avait pris pour terme l'empire de Constantin et le règne de Clovis. Nous osons dire que l'imperfection est nécessairement attachée à ce plan.

C'est à Jules César qu'il faut remonter ses recherches, pour commencer, par un fondement solide d'instructions préliminaires, l'étude de notre histoire, et pour la suivre, d'une manière aussi utile qu'agréable au vrai patriotisme. Par les conquêtes et les exploits de César, le Romain, le Gaulois et le Germain, nos ancêtres commencèrent à se confondre : c'est l'an 700 de Rome, 53 ans avant Jésus-Christ, que ce général, maître de toutes les Gaules, commença contre les *Sicambres*, peuples de Germanie, véritables aïeux des *Francs*, une guerre qui ne finit, après une variété surprenante d'événements, que sous les enfants du grand Clovis. La formation de l'empire français en est le dernier résultat.

Nos historiens du dernier siècle, instruits de cette vérité, s'étaient fait un devoir de donner à leurs lecteurs au moins une idée légère des révolutions qui préparent pendant six siècles ce grand événement. Ils avaient imaginé que nos

usages, nos mœurs, nos lois, notre gouvernement, étant, dans leur origine, un composé de ceux des trois peuples (non tels qu'ils avaient été originairement, mais tels qu'ils étaient devenus pendant l'espace de six cents ans, par les circonstances qui leur étaient communes ou propres à chacun d'eux), on ne connaîtrait jamais bien l'esprit national en son principe, qu'en prenant une idée juste de ce composé et des parties primitives dont il était formé. Les modernes qui n'ont pas trouvé dans leurs ouvrages l'histoire particulière des Germains ou des Francs suffisamment éclaircie, ont cru qu'il était plus court de la supprimer absolument. Après avoir transcrit quelques lignes de Tacite qui peignait en Romain, et en Romain du temps de Néron, les Germains tels qu'ils paraissaient au premier siècle de l'ère chrétienne à un peuple perdu de luxe et de débauche, et accablé sous le joug de la plus horrible tyrannie, ces analystes nouveaux se livrent tout à coup au récit des exploits du grand Clovis, sans penser peut-être eux-mêmes, ou du moins sans faire penser à leurs lecteurs, que pendant près de quatre siècles, ces Germains avaient insensiblement pris des mœurs différentes, et qu'ils avaient essuyé des révolutions, non seulement dignes de la curiosité de tout homme de lettres, mais encore des réflexions sérieuses de tout citoyen.

Nous nous croyons obligés de protester, au nom du patriotisme, contre cette négligence

funeste aux progrès des connaissances les plus désirables : il est vrai que l'histoire des anciens Francs, depuis Jules César jusqu'à Clovis, n'est pas facile à débrouiller, qu'il en faut chercher tous les traits dans cent auteurs où ils sont épars ; qu'il en coûte, pour entendre des narrations décousues, et pour concilier les contrariétés quelquefois réelles, souvent apparentes, des anciens écrivains : c'est un travail, sans doute, qui demande, pour être porté à sa perfection, du temps, de l'application et des talents ; il n'a point encore été fait d'une manière satisfaisante par aucun historien particulier, et de là viennent les défauts de nos anciens abrégés, qu'il aurait fallu rendre meilleurs, au lieu de les supprimer entièrement.

Il fut un temps où nous prîmes plaisir à nous occuper de cet objet, et nos recherches servirent alors à nous faire sentir, mieux que jamais, la futilité des raisons alléguées par la paresse, pour faire oublier cette branche de notre ancienne histoire ; il est vrai que nos origines sont assez obscures depuis Grégoire de Tours, qui n'entendit rien à l'ouvrage de Fritigerus, le premier annaliste des Francs, qu'il cite à sa mode, et qu'il critique sans raison ; encore plus depuis qu'un moine du huitième siècle, pour faire parade d'érudition, mêla de son chef des fables absurdes au récit des anciens : mais en comparant ce qui nous reste, avec les auteurs contemporains, qui fournissent beaucoup plus de

lumières qu'on ne se l'imagine, il est possible de distinguer la vérité primitive des accessoires ridicules dont l'ignorance et le mauvais goût l'ont surchargée.

Avec un peu d'attention sur la chaîne des événements, on pourrait ce semble trouver le fil qui doit conduire dans ce dédale, et concilier peut-être heureusement ces opinions diverses sur la véritable source des anciens *Francs*, qui paraissent avoir rebuté nos historiographes, et qui les ont détourné de leurs recherches, ou du moins qui leur ont servi de prétexte pour s'en dispenser.

De ces anciennes opinions, l'une fait descendre les *Francs* de ces *Germaines* attaqués par Jules César dans leur propre patrie, et depuis presque toujours armés contre les Romains, tantôt vaincus, tantôt vainqueurs ; une seconde cherche leur origine dans la Pannonie, aujourd'hui le royaume de Hongrie ; la troisième la trouve dans la Scythie, et sur le bord du Palus Méotide ; la quatrième dans l'Asie, au pays même de l'ancienne Troie. On a cru jusqu'à présent, sans doute, que de ces quatre sentiments, il n'en fallait adopter qu'un seul exclusivement aux autres ; mais lequel choisir ? c'était la difficulté.

Sans avoir poussé trop loin nos recherches, nous croyons être en état de prouver assez bien qu'ils sont vrais tous les quatre à la fois, et c'est

dans la suite des faits qui concernent les *Sicambres*, faits attestés par des auteurs contemporains et non suspects, que nous chercherons la preuve de ce sentiment. Nous sommes persuadés que ces *Sicambres*, Germains d'origine, habitèrent successivement la Pannonie, la Scythie, et l'Asie, d'où ils revinrent par mer, sous le nom de *Francs*, dans leur ancien pays.

La suite à d'autres ordinaires.

13 Décembre 1765.

N° XII.

HISTOIRE UNIVERSELLE DES FEMMES.

Multa pudicitiae veteris vestigia. JUV.

Le zèle des trois amis qui nous ont fait la grâce de s'associer au travail des ÉPHÉMÉRIDES, aura sans doute par la suite des imitateurs : nous nous empressons d'annoncer qu'il a déjà des imitatrices. La lettre suivante va faire connaître à nos lecteurs ce qu'il peut espérer des lumières et du goût de celles qui nous l'ont adressée.

LETTRE.

La charmante idée que la vôtre, Monsieur, de publier chaque semaine deux petites feuilles de critique, de morale, de politique et d'histoire, pour amuser et pour instruire. Vous pouvez compter qu'on vous lira, pourvu que vous évitiez de devenir trop sérieux : vous y visez depuis quelque temps, il est bon que vous en soyez averti ; on ne vous blâme pas de vouloir être instructif, mais le premier mérite est celui

de plaire : vos leçons auraient beau devenir solides de plus en plus, c'est autant de perdu si vous ne réussissez pas à les rendre agréables. Ne soyez pas scandalisé de ce petit mot d'avis, il vous vient de deux femmes qui s'intéressent à votre ouvrage, sans en connaître encore l'auteur.

Vous avez accepté de bonne grâce les offres des trois amis, qui vous promettent des matériaux pour les ÉPHÉMÉRIDES, voudriez-vous des associées ? L'ouvrage ne s'en trouverait pas mal, on prétend que les femmes ont plus de finesse et de légèreté que les hommes.

Vos feuilles ont pour objet de redresser l'esprit national, à la bonne heure ; mais vous devez savoir que notre sexe moralise quand il veut, et qu'il a le talent d'assaisonner la raison.

Vous annoncez à vos correspondants une liberté plénière, c'est ce qui nous plaît, à plus forte raison n'exigerez-vous pas trop de vos correspondantes. Nous avons un plan formé, c'est *l'histoire universelle des femmes*, depuis la naissance du monde jusqu'à nos jours : sans vous il courrait grand risque de n'être jamais exécuté. Il est rare qu'un long ouvrage, entrepris par une société d'hommes, parvienne à maturité, jugez ce qui doit arriver à celui d'une société de femmes.

Il est charmant de pouvoir travailler sans gêne, sans suite, feuille à feuille, et de jouir aussitôt de son ouvrage : c'est ce que nous trou-

vons de meilleur dans vos *Éphémérides*. Nous n'aurions su comment publier notre histoire par morceaux découpés : vous nous en procurez le moyen, et nous le saisissons avidement.

Voici donc, Monsieur, pour essai, la préface de l'histoire universelle des femmes, depuis la naissance du monde jusqu'à nos jours. Si vous en êtes content, publiez-la dans les *Éphémérides* : on vous dispense de toute autre réponse ; surtout point d'éloges fades, ni de remerciements à perte de vue ; nous aimons mieux que vous preniez la peine de corriger nos fautes, quand nous en ferons quelqu'une. Adieu, Monsieur, surtout de la gaieté dans vos morales, si vous êtes jaloux de nos suffrages.

Pour nous conformer à l'intention de nos correspondantes, nous suspendons, sur-le-champ, toute autre matière, et nous cédon la première place à leur préface, qui nous fait désirer ardemment la continuation de leur travail. Tous nos lecteurs nous en sauront gré sans doute, et formeront le même vœu que nous en faveur des *ÉPHÉMÉRIDES*.

PRÉFACE DE L'HISTOIRE
UNIVERSELLE DES FEMMES.

On fait apprendre les éléments de l'histoire aux enfants même de notre sexe, c'est une partie de la bonne éducation, et l'usage en est très louable, il est peu d'étude plus capable de former l'esprit et le cœur. Quand une femme a le bonheur de contracter dans sa jeunesse l'amour de la lecture, et de le conserver après qu'elle est entrée dans le monde, le mieux qui lui puisse arriver est de donner la préférence aux livres d'histoire ; le goût des romans est trop dangereux, celui des poètes trop frivole, celui des sciences abstraites, pédantesque et presque ridicule.

Il ne suffit pas de parcourir des volumes, pour entasser et des noms et des faits dans sa mémoire, par ordre des dates, ce n'est là que l'écorce de l'histoire, bien des hommes s'en contentent, et la plupart des femmes n'en cherchent pas davantage : c'est toujours un amusement innocent, préférable à l'oisiveté, et à plus forte raison aux lectures licencieuses ; il en reste au moins dans l'esprit une espèce de savoir. Notre sexe est communément si mal élevé pour les connaissances, qu'on lui saura gré, toutes les fois qu'il ne sera pas pleinement ignorant.

Mais s'il faut parler raison, celles qui n'étudient l'histoire que par passe-temps et par curiosité, ne lui font pas tout l'honneur qu'elle

mérite, et se privent elles-mêmes des plus grands avantages ; nous devons y chercher, outre le plaisir et le savoir, le tableau du cœur humain, l'école de la vie, la connaissance des devoirs, et l'amour de la vertu.

Les hommes deviennent plus philosophes et plus citoyens quand ils s'appliquent à l'histoire avec intelligence et amour du bien public. Quand même la philosophie ne serait pas de notre ressort, le patriotisme au moins nous reste : toute honnête femme doit être citoyenne.

Il est vrai que la plupart des livres ne se prêtent point à ce louable désir : on est inondé d'abrégés pleins de sécheresse, et les grandes histoires n'ont souvent de différence avec eux, que la longueur des détails.

Les meilleurs livres d'histoires ont, pour notre sexe, un défaut capital : ils ne sont faits qu'en vue de l'institution des hommes. Plus lettrés que nous, ils ne travaillent guère que pour eux-mêmes ; les femmes qui se mêlent d'écrire se piquent ordinairement de les imiter ; c'est la mode, et, peut-être, le point d'honneur de nos savantes.

Depuis que les ouvrages d'esprit ont commencé dans le monde, il s'en est fait des millions de toute espèce sur tous les sujets possibles ; il ne s'en est peut-être pas écrit cent à l'usage des femmes. Qui est-ce qui n'a pas son histoire ? On a commencé par écrire celles de plusieurs siècles ; après sont venues les annales

particulières des nations ; les vies des rois ; les mémoires des guerres ou des traités. Bientôt on a eu des histoires des provinces, celles des villes, même celles des villages, et des simples familles. Les corps ecclésiastiques, politiques, militaires, ont eu leurs chroniques : on a ramassé les actions des personnages illustres, des saints, des savants, jusqu'à celle des grands scélérats. On n'a point encore fait pour les femmes l'histoire des femmes mêmes.

Notre sexe a eu ses héroïnes ; mais la plupart ne doivent être considérées qu'en qualité de grands hommes. Leurs dignités, leurs devoirs, leurs actions et leurs vertus mêmes, les rangent à cette classe. Depuis que les hommes se sont réservé presque partout le gouvernement, la guerre, la législation et les sciences sublimes, les femmes érudites politiques et belliqueuses sont hors de rang ; et de là vient que les hommes leur ont fait l'honneur de les placer dans l'histoire.

Les vies des grandes reines, des fameuses amazones, et des savantes illustres, peuvent éblouir la petite vanité de quelques femmes : elles ne doivent point toucher celles qui sont raisonnables. Il en est peu qui soient destinées à porter seules tout le poids d'un grand empire ; bien moins qui puissent et qui doivent commander les troupes ; quand il n'en serait point du tout qui pâlisent sur les gros ouvrages, nous n'en serions pas plus déshonorées.

La vraie gloire de notre sexe consiste à remplir les devoirs que nous impose la loi de la nature, celle de la raison épurée par la religion et de la saine politique : être honnêtes, vertueuses et citoyennes, c'est tout ce qu'on doit exiger de nous. Mais les principes de l'honneur et les règles des mœurs sont différents pour les femmes, de ce qu'ils sont pour les hommes : nous sommes destinées à d'autres emplois, et l'on nous élève d'une autre manière : en nous affranchissant des obligations plus pénibles, qui conviennent mal à notre délicatesse, on nous assujettit à celles qui sont plus analogues à nos forces naturelles.

On fait souvent de mauvaises plaisanteries sur ce partage des devoirs, des honneurs et des plaisirs entre les deux *sexes* : il faut laisser rire les beaux esprits qui persifflent tout : il n'en est pas moins vrai que ce n'est ni le hasard, ni la tyrannie des hommes, ni le préjugé, qui consacrerent cette distinction parmi tous les peuples policés et dans tous les siècles connus. C'est la saine raison et la loi même de la nature qui l'ont établie et confirmée pour le bonheur et la gloire mutuelle des deux sexes, pour le soutien et pour la prospérité des États.

Le gouvernement intérieur des peuples, l'administration journalière de la justice, la défense militaire des empires, exigent une application forte et continuelle, un courage mâle et inflexible, une force de tempérament constante et

inaltérable : la nature les donne à l'homme, et montre ainsi qu'elle le destine à travailler au bonheur de la société civile.

C'est, à proprement parler, au soin de l'enfance que les femmes sont premièrement dévouées par cette même loi de la nature ; tout ce qui pourrait les en détourner, leur doit être interdit. Plus de délicatesse dans les organes, plus de douceur et de légèreté dans l'esprit, plus d'aménité et même de faiblesse dans les sentiments, conviennent à cette destination si sage et si précieuse à l'espèce humaine ; les mêmes qualités servent encore à tempérer l'excessive austérité de mœurs, que l'autre sexe pourrait contracter dans l'exercice des vertus qui lui conviennent, et dans l'accomplissement de ses devoirs.

Plus vous examinerez, plus vous trouverez de sagesse et d'utilité dans ces principes de la vraie morale qui nous ont fait un honneur des obligations, des talents, et des plaisirs même si différents de ceux des hommes : ceux qui font gloire de les tourner en dérision mériteraient pour le moins un souverain mépris.

Mais s'il est vrai que notre sexe ait une gloire propre, des devoirs particuliers, et des vertus à part, qui ne concourent pas moins au bien public que ceux des hommes, il en résulte que les mœurs des femmes, leur esprit national, leur bonne ou mauvaise éducation, leur conduite

sage ou déréglée, doivent influencer nécessairement sur le lustre et sur la prospérité des États, sur leur décadence, et sur leur avilissement ; c'est une vérité claire de morale et de politique : elle a dû frapper depuis longtemps toutes les têtes sensées.

L'histoire des femmes devrait donc occuper une place distinguée dans celles des nations et des siècles. Quand on veut peindre un peuple dans ses commencements, dans ses progrès et dans sa chute, nous devons y trouver quels étaient les idées, les sentiments, les règles primitives des femmes et de la nation, considérées comme filles, comme épouses, comme mères, comme citoyennes ; par quelles gradations les lumières se multiplièrent ou s'obscurcirent, les bonnes inclinations se fortifièrent ou se corrompirent, les mœurs s'épurèrent ou se perdirent ; quels furent, dans les diverses époques, les effets salutaires ou funestes de ces révolutions.

C'est précisément cette portion de l'histoire qui nous serait utile autant qu'agréable. Nos philosophes doivent en convenir ; demandez-leur où vous devez la chercher : c'est précisément celle que tous leurs écrivains sont convenus d'oublier, et cependant ils veulent qu'on les lise, et prétendent même que nous profitons à leur école ; pourquoi ne nous donnent-ils donc pas des leçons convenables à notre état ?

Rendons justice à qui le mérite, quelques anciens, et même quelques modernes ont eu

des idées heureuses sur cet article ; le vieux Plutarque, si charmant dans le gaulois du bon Amiot, a ramassé beaucoup de traits admirables dans son livre de la *Vertu des femmes* ; c'est dommage qu'il soit si court. Un Valère Maxime, qui écrivait en latin il y a près de dix-huit cents ans, cite aussi beaucoup de beaux exemples de notre sexe ; il y a même des recueils vieux et nouveaux des femmes illustres, de leurs belles actions, et même de leurs bons mots ; c'est déjà quelque chose.

Les historiens, sans y penser, n'ont pu s'empêcher de conserver aussi bien des anecdotes qui peignent les femmes des peuples ou des temps sur lesquels ils ont écrit. Les moralistes et les philosophes en parlent souvent ; les critiques et les poètes s'en sont toujours occupés de préférence.

En ramassant tous ces matériaux, on pourrait faire une bonne histoire des femmes qui ne traiterait que d'elles seules, et qui ne serait écrite que pour elles. C'est notre plan, il est vaste, peut-être plus difficile que nous n'imaginons ; mais voici ce qui arrivera : nous travaillerons à notre aise à le remplir ; si nous n'avons pas assez de loisir, finira qui pourra. Si l'ouvrage devient trop fort pour nous, il faudra chercher des secours chez quelque savant ; si on trouve que nous ne nous en acquittons pas aussi bien que d'autres pourraient le faire, on prendra notre place. Tant que nous pourrons aller en

avant et que le public nous accueillera, nous continuerons. L'envie de jouir sur-le-champ, et la facilité de travailler par petits morceaux détachés, nous font choisir les Éphémérides pour dépositaires de nos travaux historiques.

La suite à d'autres ordinaires.

16 Décembre 1765.

N° XIII.
PARADOXES.

*Nos eâ Philosophiâ plus utimur, quae peperit dicendi
copiam, & in qua dicuntur ea quae non multum discrepant ab
opinionè populari.* CIC. PARDOX.

La société des trois amis nous tient parole, il faut lui savoir doublement gré de ce qu'on va lire : un ancien proverbe dit que c'est donner deux fois que de faire promptement un bon présent.

On verra dans sa lettre qu'elle nous annonce une ample suite de paradoxes ou de sentiments directement contraires ; aux opinions les plus répandues aujourd'hui dans le public, elle se charge de démontrer l'erreur commune, et de prouver solidement les vérités méconnues. Nous présumons qu'elle pourra souvent avoir raison, mais nous n'aurions jamais osé nous charger de l'emploi qu'elle a pris de désabuser toute la nation : l'entreprise serait trop périlleuse pour un seul écrivain qui peut être connu, et qui doit d'ailleurs, quoiqu'anonyme, des ménagements au public.

Nous n'avons été que trop libres dans nos critiques ; nous savons que quelques-uns de nos lecteurs, et qui pis est, certaines de nos lectrices en ont été scandalisées ; nous n'avons garde d'aller aggraver nos fautes, en affichant, comme fit autrefois Cicéron, et comme fait à son exemple la *société des trois amis*, l'amour du paradoxe et le mépris de l'opinion commune.

Les vrais amateurs de la vérité trouvent toujours très bon qu'on attaque le préjugé partout où malheureusement on le voit régner ; ils désirent qu'on le combatte d'autant plus vivement qu'il est plus autorisé ; c'est pour eux que seront les paradoxes des trois amis : notre ouvrage aura ce mérite à leurs yeux, sans que les censeurs de cette liberté puissent en faire retomber le blâme sur nous-mêmes.

LETTRE DE LA SOCIÉTÉ DES TROIS AMIS.

Monsieur le citoyen,

Après avoir délibéré quelque temps sur le titre que nous donnerions aux premiers opuscules qui seraient rédigés dans notre comité patriotico-philosophique pour vos *Éphémérides*, nous nous sommes arrêtés à celui de *Paradoxes*, il exprime très bien les sentiments particuliers de notre société, dont nous voulons faire part au public par la voie de vos feuilles.

Sans être aussi stoïciens que ceux de l'orateur romain, ou du célèbre Caton le censeur, qu'il avait pris pour modèle, ils n'en sont pas moins diamétralement opposés aux opinions vulgaires, et c'est la raison qui nous y attache le plus. Quand on réfléchit mûrement sur la manière de penser du public, et qu'on remonte jusqu'à la source des sentiments les plus répandus, on trouve pour l'ordinaire une origine si suspecte, qu'on doit s'applaudir de n'avoir pas été la dupe de cette prétendue conformité de suffrages.

Dans un peuple comme le nôtre, ce n'est jamais le sage qui parle le premier, ni qui crie le plus fort, mais la multitude se laisse toujours persuader par celui qui la saisit le plus tôt, qui prend le ton le plus décidé, et qui s'annonce avec une plus grande confiance : d'où il résulte nécessairement que l'idée la plus commune et la plus accréditée dans le public est d'ordinaire la plus fausse, et de là vient que dans une nation frivole et inconséquente, avide de savoir et de parler, mais paresseuse à raisonner, et comme incapable d'approfondir, la vérité est presque toujours *paradoxe*.

Nous sommes persuadés, Monsieur le citoyen, que vous n'êtes pas homme à nous contester ce principe ; vous n'épargnez pas le préjugé, et si la nation ne voulait entendre que des douceurs, elle ferait très bien de vous imposer silence : mais au moins le Français a cela de

bon, il souffre volontiers qu'on le critique à toute outrance, il aime assez qu'on raille même de ses défauts, il en rit tout le premier et ne se corrige point : c'est encore mieux que de rester absurde et vicieux, et de se fâcher contre ceux qui prêchent le bon sens et la vertu.

Nous avons donc tous les trois des *paradoxes* à vous communiquer ; mais il était juste à tous égards que notre comité patriotique donnât la préférence au philosophe : c'est un des siens que vous allez avoir pour début, nous y avons donné chacun notre coup de pinceau par-ci par-là, selon nos conventions. Vous savez et vos lecteurs aussi, que notre philosophe est membre du clergé de France, quoiqu'il s'occupe aujourd'hui de politique et de morale, beaucoup plus que d'affaires ecclésiastiques : cependant il n'a pu s'empêcher de choisir par préférence entre ses *paradoxes*, celui qui concerne l'état auquel il est consacré : voilà comme sont faits tous les hommes et les philosophes même ; à tout prendre, il n'y a pas de mal lorsque l'amour de l'état est bien réglé : c'est le quatrième degré de la vertu. Après l'humanité, le patriotisme, et la tendresse du sang, l'estime de sa profession doit avoir son rang dans une belle âme.

Nous croyons que vous, Monsieur le citoyen, et vos lecteurs, saurez gré à notre philosophe des efforts qu'il fait, pour concilier, aussi parfaitement qu'il est possible, l'esprit ecclésiastique avec le plus pur patriotisme.

PARADOXE PREMIER.

Que le clergé, proprement dit, soit vraiment utile à l'État, suivant les règles mêmes de la politique humaine, abstraction faite de la divinité de la religion, c'est un des plus grands paradoxes qu'on puisse annoncer à notre siècle. Si nous entreprenons de prouver cette vérité, qui nous paraît aussi certaine qu'elle est contredite aujourd'hui, ce n'est pas que nous espérons de ramener la multitude à notre sentiment ; mais nous pensons, comme Cicéron, que le suffrage d'un petit nombre de citoyens éclairés est plus flatteur à ceux qui l'obtiennent, que ceux de la multitude.

La troupe nombreuse des prétendus philosophes, qui le sont (ou du moins qui croient l'être) par imitation et sur la foi d'autrui, ne se donnera pas la peine d'entendre nos raisons ; elles sont déjà condamnées à leur tribunal, sur l'étiquette seule : c'est la mode de penser le contraire, et c'est le bel air d'en faire gloire à tout propos.

Mais nous avons peut-être à craindre encore plus une censure du genre tout opposé. En faisant l'apologie de l'état ecclésiastique tel qu'il doit être suivant ses propres lois, nous ne sommes point disposés à canoniser les abus, et nous nous imposons le devoir de ne pas les confondre avec les règles dont nous voulons prouver la vérité : ceux qui sont imbus des

préjugés que nous ne pourrions approuver, ou intéressés à des usages qu'il est impossible d'excuser, nous sauront mauvais gré de cette liberté trop véridique.

Les citoyens sages nous vengeront peut-être, par leur approbation, des murmures de la multitude. Ceux dont l'âme est plus religieuse que le politique, savent quelle est l'utilité du ministère ecclésiastique, pour la vie future et dans l'économie du salut ; ils doivent trouver bon qu'en supposant cette vérité sacrée, nous prouvions son utilité pour la vie présente, et dans le gouvernement de la société civile. Ceux qui ne sont que philosophes, et qui croient de bonne foi le patriotisme offensé par les droits du clergé, verront avec plaisir que loin d'être nuisibles au bien public, ils sont, en les réduisant à leurs justes bornes, un des plus sûrs garants de la prospérité publique.

Pour mettre de l'ordre dans nos idées, nous considérons d'abord le clergé par rapport à sa distribution hiérarchique ; secondement, par rapport à la doctrine (morale seulement) qu'il est chargé d'enseigner ; troisièmement, par rapport à son ministère, relativement aux peuples ; quatrièmement, par rapport à l'agriculture, au commerce et aux arts ; cinquièmement enfin, par rapport à la contribution aux impôts publics, et qui plus est encore, à la population intérieure de l'État. Sur ces cinq objets, nous espérons prouver, non seulement que l'état ec-

clésiastique n'est pas si préjudiciable au bien public qu'on l'accuse de l'être, mais encore qu'il est beaucoup plus avantageux à l'état temporel, considéré comme tel, qu'on ne l'imagine ordinairement.

Nous ferons voir que la plupart des critiques amères qu'on fait entendre partout contre le clergé, sont fausses ou exagérées, et que celles qui sont justes (car il en est et nous en convenons) étant réduites à leur juste valeur, tombent sur des abus que l'Église elle-même réproouve formellement, ou du moins qu'elle n'a point approuvés d'une manière authentique, mais jamais, ou du moins presque jamais, sur des lois précises, surtout sur celles qui sont essentielles et fondamentales, ou qui portent le dernier caractère de son autorité. C'est ainsi que nous entreprenons de faire l'apologie du clergé, non pas tel qu'il est en tout, ni tel qu'il pourrait devenir si le relâchement avait pleine liberté, mais tel qu'il doit être suivant son institution et ses règles véritables.

§ I.

Le clergé, proprement dit, celui dont nous entreprenons directement l'apologie, consiste suivant les degrés de la hiérarchie et de la juridiction ecclésiastique, dans le corps épiscopal, composé d'évêques, de métropolitains, de primats et de patriarches, dont le Pape est le

premier, le chef de tous, la pierre angulaire de l'édifice ; dans les corps des pasteurs du second ordre, des curés et des archiprêtres ou doyens ruraux ; dans ceux des simples prêtres, coopérateurs des curés dans leur ministère ; enfin, des clerics inférieurs qui sont destinés à servir les prêtres dans les fonctions ecclésiastiques. C'est une première distribution qu'il ne faut pas oublier.

Les ministres de la religion ne peuvent s'acquitter dignement de leurs devoirs, soit en qualité de pasteurs du premier ou du second ordre, soit en qualité de simples coopérateurs, que dans l'âge de maturité : l'importance de leurs fonctions exige d'ailleurs des talents acquis et des lumières, la vieillesse les rend souvent incapables de les remplir avec l'exactitude et le zèle qu'elles exigent ; et par conséquent, il faut considérer le clergé sous trois époques, celle de son institution, celle de son service, et celle de son repos forcé par la caducité. C'est encore une distinction nécessaire, comme on pourra le voir dans la suite : beaucoup de raisonnements absurdes et de pratiques abusives sont nés de l'oubli trop commun de ces deux premières considérations.

Les vrais moines et les solitaires ne sont point, en cette qualité, membres du clergé. Les ecclésiastiques leur ont permis de se décorer du caractère de la prêtrise ; mais en récompense, ils se sont appropriés, peu à peu, jusqu'aux trois

quarts au moins des biens qu'ils avaient reçus tout cultivés des mains de leurs pieux fondateurs, ou qu'ils avaient défrichés eux-mêmes. Nous traiterons à leur rang toutes les questions de politique relatives au monachisme, qui font déraisonner tous les jours tant d'écrivains et tant de censeurs.

Il est une autre classe de religieux, qui se subdivise en plusieurs branches, et dont l'institution est combinée sur un principe tout différent de celui du clergé proprement dit, et du monachisme. Les ecclésiastiques sont dévoués par état aux soins de l'autorité pastorale, et attachés par les plus anciennes lois de l'Église, à un titre, à un troupeau, à un territoire : c'est l'esprit primitif de la hiérarchie, dont les règles ne sont ni rétractées ni prescrites, malgré les abus contraires. Les religieux mendiants ou autres, qui se qualifient de troupes auxiliaires de l'Église, sont dévoués par leur institut aux services des prêtres coopérateurs, et bornés à cette fonction, renonçant à la qualité de pasteurs en chef du second ordre : mais ce ministère de coopération, chacun d'eux l'exerce successivement, d'une manière ambulante dans tout un diocèse, dans tout un royaume, dans tout le monde chrétien, soumis aux vrais pasteurs, pour le moment où ils se rendent utiles à leur troupeau, mais régis par un gouvernement qui leur est propre, qui dispose de leur mobilité, et par conséquent du premier principe de leur activité. Nous dirons

notre avis sur ces coopérateurs accessoires et passagers, nous examinerons la relation de leur état aux intérêts civils du royaume.

Plusieurs congrégations nouvelles se sont établies pour un autre objet, dont nous avons déjà fait sentir l'utilité, c'est-à-dire pour l'institution des ecclésiastiques qui se destinent et se préparent au ministère des autels. Les maisons de ces nouveaux ordres sont des séminaires, ou des écoles spéciales pour ceux qui doivent remplir un jour les fonctions pastorales dans le premier ou dans le second ordre. Il faut remarquer cependant que les membres de ces nouveaux corps se destinent par état à être maîtres des sciences ecclésiastiques, et qu'ils sont maîtres toute leur vie, sans avoir jamais exercé eux-mêmes ce qu'ils se chargent d'enseigner aux autres. On verra s'ils remplissent un objet utile de la manière la plus avantageuse.

Un ordre beaucoup plus ancien, celui des chanoines de Saint-Augustin, rassemble en son seul institut, ou du moins rassemblait suivant son esprit primitif, tout ce qu'on vient de remarquer dans les autres religieux et dans le vrai clergé. Tel est en France aujourd'hui tout l'état ecclésiastique.

La suite à d'autres ordinaires.

20 Décembre 1765.

N° XIV.

LES RÊVES DE LYCURGUE.

*Fit enim sere, ut cogitationes sermonesque nostri pariant
aliquid in somno tale, quale de Homero scribit Ennius, de quo
videlicet saepissime vigilans solebat cogitare & loqui.*

CIC. *Somm. Scip.*

AVERTISSEMENT

Nous commençons à donner aux lecteurs de nos ÉPHÉMÉRIDES la traduction du *vieux roman grec*, nouvellement découvert, que nous leur avons promise. On nous l'a déjà demandée, même avec instance ; il faut céder à l'empressement des curieux, et surtout des curieuses.

On trouvera dans le début, que la prose de ce roman est toute poétique, mais la suite devient insensiblement plus sérieuse. Le vieil auteur anonyme a voulu peut-être tendre un piège aux lecteurs superficiels de son siècle, et les engager, par cette apparence de frivolité, à lire un ouvrage dont le fond est tout de morale et de politique.

CHAPITRE PREMIER.

Le restaurateur de Lacédémone venait de sacrifier, pour la dernière fois, dans le temple de Delphes, il partait pour la Crète, résolu d'assurer, aux dépens de sa propre vie, le bonheur des Spartiates, et la stabilité des lois qu'il avait établies dans sa république. Les députés de son peuple assistaient à ses côtés aux mystères d'Apollon ; et les spectateurs rassemblés de tous les États de la Grèce, pleins d'admiration et d'impatience, attendaient dans un silence respectueux les oracles de la divinité. Tout à coup les portes du sanctuaire s'ouvrent avec fracas, l'autel tremble, les colonnes du temple s'agitent sur leur base ; l'éclair brille, le tonnerre éclate et consume la victime ; l'esprit sacré s'empare de la prêtresse : les cheveux hérissés, les yeux étincelants, la bouche écumante, elle s'élançe et s'élève avec effort sur le trépied redoutable. « Spartiates, écoutez : Lycurgue est l'ami des dieux, et le plus sage des mortels. Ses lois sont le chef-d'œuvre de l'esprit humain : elles seront à jamais la gloire et le bonheur de votre empire. »

Elle dit, une religieuse frayeur saisit tous les auditeurs. Les envoyés de Lacédémone tombent aux pieds du législateur : il les relève et les embrasse. « Partez, dit-il, portez à nos citoyens la réponse d'Apollon, ils ont juré d'observer les lois jusqu'à mon retour ; ne permettez jamais

qu'ils violent ce serment redoutable. Je le mets sous la sauvegarde du dieu que vous venez d'entendre. Malheur aux parjures. Adieu pour la dernière fois ». En disant ces mots, il s'échappe aux applaudissements de la multitude qui le suit en tumulte ; un vaisseau l'attendait, il monte et vogue vers la Crète.

Cependant, la nuit, enveloppée de ses voiles funèbres, s'avance à pas lents : elle occupait déjà tous les bords de l'horizon, le dieu du jour venait de se réunir avec Thétis ; tous les immortels s'empressaient de se réunir autour du trône de Jupiter, dans le palais embelli par l'art de Vulcain, le nectar et l'ambrosie parfumaient déjà la salle du festin.

La troupe céleste, couronnée de fleurs éternelles de l'Olympe, et revêtue de sa pourpre brillante, s'avance au bruit harmonieux de la lyre d'Apollon et du concert des muses : les dieux et les déesses occupent leur place autour d'une table de porphyre, couverte de vases d'or enrichis de rubis, de saphirs et d'émeraudes. La jeune Hébé verse à la ronde avec grâce, dans des coupes de diamants, la liqueur enchantresse qui ranime la joie dans l'âme des immortels. Le redoutable Momus attendait avec impatience le moment de distiller le poison subtil de ses railleries piquantes : on ne souffre pas qu'il trouble, à son gré, les plaisirs de la cour céleste, par la vivacité de ses critiques. Ses bouffonneries, souvent cruelles, sont réservées pour

les dernières heures du festin. Jupiter les tolère quelquefois ; mais il veut que le dieu malin attende ses ordres : quand il ose les prévenir, un long exil est la peine de son indiscretion. Semblable à ceux qu'il anime ici-bas, si quelquefois le ris marche à sa suite, il est toujours accompagné de la défiance, de la haine et du repentir.

Déjà vingt fois le désir de parler s'était peint dans ses regards, et s'exprimait dans tous ses gestes : il jetait sans cesse un coup d'œil, plein de malice et de finesse, sur le père des dieux, qu'il ramenait avec un sourire amer sur Apollon.

« Parle, dit Jupiter, puisqu'enfin tu ne peux plus te contraindre, et sachons lequel des dieux doit essuyer aujourd'hui les traits aigus de tes censures. — Divinité suprême, reprit Momus, en affectant la candeur et la simplicité, je n'ai rien à reprocher aux habitants de l'Olympe : ils sont trop justes et trop éclairés ; mais je viens implorer votre protection puissante auprès d'Apollon, pour une prêtresse imprudente qui craint tout de son courroux. »

« Moi, dit le maître du jour, en se tournant vers lui avec vivacité, on ne m'a point offensé ; mais ce début m'annonce que tes armes sont aiguisées aujourd'hui contre moi. Quitte ce masque de naïveté, qui n'en impose à personne, accuse-moi sans détour. »

« Le dieu qui règne au Parnasse, peut-il jamais être soupçonné d'erreur ? répartit Momus

en prenant tout l'extérieur du vrai respect. Les oracles qu'il rend aux mortels sont les expressions de la vérité même, telle qu'elle est écrite dans le livre sacré du destin : mais l'ambition et la vanité des humains séduisent quelquefois ses ministres : quand on leur a prodigué les plus riches présents, on reçoit à Delphes même des réponses, dictées par l'orgueil, ou par la politique des souverains et des législateurs. »

« En citez-vous des exemples ? dit gravement Apollon en dissimulant le courroux qui le transportait. — Oui, répondit Momus, et des plus récents : ce fou de Lycurgue, qui va mourir en Crète, tout glorieux d'avoir formé, dans un village de Péloponnèse, le peuple le plus ridicule de l'univers, n'a-t-il pas fait déclarer à la prêtresse qu'il était le plus sage des hommes, et l'ami le plus chéri des dieux ? Apollon, le sage Apollon, peut-il avoir quelque part à cet oracle ? »

« Je l'ai dicté moi-même, et je ne crains point d'en être désavoué par le reste des immortels, répartit Apollon avec assurance... Lacédémone sera, dans tous les siècles, la république la plus illustre du monde ; et le génie de Lycurgue, supérieur à tout esprit humain, ne le cédera qu'aux intelligences suprêmes : ses lois seront à jamais le chef-d'œuvre de la sagesse. »

« Je le crois ainsi, dit avec majesté la sage Minerve ; Sparte, que je protège, est un spectacle digne des dieux, depuis que Lycurgue y

fait régner la vertu la plus austère, et le patriotisme le plus incorruptible. »

« Malheur aux ennemis de Lacédémone ! s'écria le dieu Mars en appuyant fièrement la main sur la garde de son épée terrible. »

« Il s'agit de Lycurgue, reprit Momus, et de l'oracle qui l'élève au-dessus de tous les hommes. Je crois que les neuf muses, que Mercure, dieu des arts, que Vénus et les grâces, n'applaudissent point à ses lois ; Jupiter lui-même balancerait à confirmer la réponse qu'il vient de recueillir dans le temple de Delphes. Si vous placez au-dessus des mortels et presque au niveau des dieux le réformateur d'un simple village, quelle place donnerez-vous donc aux législateurs des grands empires ? »

À ces mots on vit la joie maligne s'épanouir sur le visage de Plutus, du fils de Sèmele, de la reine de Paphos, et des autres divinités dont le culte était proscrit par les lois sévères de Lacédémone. Jupiter lui-même, inclinant avec un léger sourire sa tête majestueuse, parut approuver le dieu malin : Pallas en rougit d'embarras, et Mars courroucé lança sur Momus un regard fier, où se peignaient le mépris et l'indignation : tous deux ouvraient la bouche pour répliquer, quand Apollon les prévint.

« Qu'importe, dit-il, à la gloire des législateurs et à la sagesse des lois, l'étendue des empires ? C'est le génie de Lycurgue que nous avons jugé. Si le destin l'eût fait naître du sang

de Ninus dans les murs superbes de Babylone, il eût formé les peuples innombrables de ces États immenses, aux vertus qui sont le soutien des vastes monarchies, avec autant de succès qu'il a façonné les Spartiates à celles qui conviennent aux républiques, resserrées dans leurs limites. »

« C'est ainsi, dit Momus avec un sérieux affecté, que le pêcheur qui conduit habilement sa barque parmi des écueils, doit être jugé capable de commander, contre le grand roi de Perse, la flotte combinée de tous les peuples de la Grèce. C'est ainsi qu'un chef subalterne de vingt soldats sera déclaré par vos oracles le plus grand général du monde, si sa troupe, exactement disciplinée, remporte quelque avantage signalé dans un choc ou dans une bataille. C'est ainsi ... »

Il n'eût pas le temps d'achever, Pallas, dominée par le dépit impatient, lui coupa la parole. « N'en doutez pas, dit-elle ; le vrai génie perce partout, et se montre à qui sait le connaître dans les moindres actions de ceux qu'il anime. Qu'un prince vulgaire couvre l'océan de ses vaisseaux, la terre de ses soldats ; qu'il fatigue tout l'univers des intrigues de sa fausse politique, et qu'il élève, à grands frais, des monuments fastueux à sa gloire ; il ne fera pas même illusion à son peuple, et les flatteurs, en lui prostituant le nom de grand et de divin, se riront intérieurement de son orgueil. Les sages, et sou-

vent même le commun des hommes, reconnaîtront dans un soldat encore ignoré le vrai génie de la guerre, et dans un pâtre, celui de la législation ; pourquoi voulez-vous que les dieux ne puissent le démêler ? »

« Par quels traits, dit Apollon, pourrait-il se produire, qu'on n'ait pas vu dans Lycurgue et dans ses lois ? Tout l'Olympe ne sait-il pas jusqu'à quel point de faiblesse et de honte s'était dégradé l'empire de Lacédémone ? Les Héraclides, domptés par la mollesse, languissaient sur un trône chancelant ; les Spartiates, dévorés par la soif des richesses, n'estimaient plus que les dons de l'aveugle fortune. Le plaisir était leur unique étude ; et tandis qu'un petit nombre d'inutiles opulents éblouissait la Grèce par un luxe asiatique, le reste des citoyens gémissait sous le joug de la tyrannie. Sparte n'était plus qu'un assemblage de tous les vices, présages des plus grands malheurs. À la voix de Lycurgue, tout change en un instant ; l'orgueil et la cupidité, la mollesse et le luxe, furent pour jamais de Lacédémone ; la modération et le patriotisme, l'amour du bien public et le respect des lois renaissent pour toujours. »

« Non, le génie de Lycurgue n'a point d'égal parmi les mortels : et l'empire le plus vaste, fût-il aussi corrompu que le fut jamais le royaume des Assyriens, deviendrait sous ses lois aussi florissant, aussi respectable, que l'est aujourd'hui la république de Lacédémone, au juge-

ment des dieux et des hommes qui chérissent la vertu. »

Momus allait répliquer encore, mais il n'en eut pas le loisir. « Père des immortels, s'écria Mercure, c'est à moi de mettre d'accord les dieux qui commencent à se diviser. Hélène et Pâris ont assez causé de troubles dans l'Olympe ; jusqu'à quand les malheureux humains sèmeront-ils la dissension parmi les habitants du ciel ? Écoutez un avis désintéressé : Lycurgue n'a pas dédaigné mon culte, comme celui de Plutus et de la déesse de Cythère ; mais s'il ne m'a point élevé des autels comme à Mars et à Minerve, si les arts et l'éloquence, dont je suis le père, sont proscrits à Sparte, la ruse, l'artifice et le pillage que je protège y sont honorés. Je ne suis point suspect de faveur ou d'animosité. »

« Mon fils, lui répondit Jupiter, hâtez-vous de rétablir la paix et l'intelligence parmi les dieux ; rien n'est plus précieux que le conseil d'un arbitre impartial. »

« Éprouvons, dit Mercure, ce génie de Lycurgue : c'est un amusement digne de nous. J'userai du pouvoir que j'ai sur les âmes ; je m'emparerai de son esprit. Les songes, qui servent sous mes ordres, le transporteront au milieu d'un État immense. Les images tracées dans le livre des destinées futures sembleront prendre un être, et se rangeront sous ses lois : nous le jugerons d'après cette épreuve. »

Il dit, et la sérénité se répandit sur le visage de tous les dieux ; Jupiter lui-même, étendant la main vers son fils avec un regard plein de douceur et de contentement : « Usez, lui dit-il, de tout le pouvoir de l'Olympe, tandis que Morphée tiendra les sens de Lycurgue enchaînés, et son corps accablé sous le poids des pavots ; que son esprit soit libre au milieu des songes et des images de l'avenir, qu'il se développe aux yeux de tous les immortels. Consacrons à ces épreuves quelques-uns des loisirs qui suivent les festins de ma cour et qu'Apollon a coutume de charmer par les doux accents de sa lyre. »

À ces mots la salle retentit d'un long murmure d'applaudissement. Le plaisir, mis en fuite par la dispute au teint livide, reparut au milieu de la troupe céleste, jusqu'au moment où Jupiter fit entendre le signal qui la sépare.

Fin du premier chapitre.

23 Décembre 1765.

N° XV.

DE LA DÉPOPULATION DES CAMPAGNES.

Nos patriae fines & dulcia linquimus arva.

VIRG.

Nous avons promis de détailler dans les ÉPHÉMÉRIDES nos idées sur les moyens politiques de perfectionner en France l'agriculture. On a pu voir (n° II et III) que nous réduisions notre plan sur cette matière intéressante, à quatre objets principaux : procurer aux agriculteurs des lumières, de la liberté, de l'émulation, des moyens, c'est le devoir d'une administration sage et bienfaisante, qui connaît l'importance de l'agriculture, et qui désire de la rendre florissante.

Mais avant tout, il est un fondement nécessaire aux projets d'amélioration : c'est l'existence même des agriculteurs qu'il s'agit de favoriser. En vain vous multiplierez dans cette classe utile des citoyens, les connaissances, les facilités, le désir de bien faire, et l'aisance ; si vos préjugés, vos mœurs, vos lois même,

tendent sans cesse à la dépeupler, vous vous tourmenterez en vain pour accélérer les progrès et la restauration entière de l'agriculture. Les hommes que vous lui laissez perdre journellement sont le premier de tous ses besoins : sans eux tout le reste est inutile.

Examinons donc aujourd'hui, comme un préliminaire indispensable, la classe même des agriculteurs ; voyons si la mode, l'esprit national, l'ensemble de la législation favorise leur multiplication dans le royaume ; s'il se trouve au contraire que tout conspire à dépeupler sans cesse nos campagnes ; cherchons les moyens d'arrêter, s'il est possible, une dévastation si funeste, et de réparer autant qu'il se peut les pertes qu'on est forcé de leur laisser essuyer.

Quelles sont parmi nous les causes qui concourent à diminuer le nombre des agriculteurs ? ou pour mieux dire, quelles sont celles qui n'y concourent pas ? La guerre, la marine, la finance, la justice, le commerce, les arts, l'Église même, arrachent tour à tour les enfants de nos cultivateurs aux hameaux qui les ont vu naître. Que ce soit quelquefois un mal nécessaire, nous en conviendrons en détail lorsque nous y serons forcés par la raison et par la loi de la politique : mais si vous êtes libre de prendre ailleurs les hommes que vous enlevez à nos champs pour un objet même indispensable, nous protestons contre votre choix, c'est une plaie que vous faites sans raison à l'agriculture : si vous êtes

maîtres de préférer des systèmes plus simples d'administration aux systèmes qui dépensent beaucoup d'hommes, c'est-à-dire, qui les attachent à des travaux infructueux, nous protestons doublement contre cette préférence ; si vous pouvez contenir et réprimer le luxe effréné qui transforme sans cesse des milliers de cultivateurs en artisans et en valets, nous désirons que vous usiez de toute votre autorité pour opérer une réforme si nécessaire au bien public : enfin, si vous avez en main des moyens sûrs de réparer en partie les pertes anciennes qu'a faites la classe des agriculteurs, pertes qui sont immenses, et celles même qu'elle ferait sous une bonne administration, qui seraient beaucoup moindres, nous ferons des vœux pour que ces moyens soient plus connus et mieux employés.

La guerre la plus glorieuse est un fléau terrible pour les empires, nous l'avons tant éprouvé, que jamais cette vérité ne dût être plus connue qu'en France ; nos annales prouvent que la paix n'est pour nous qu'un état passager : nos campagnes si longtemps épuisées par les guerres féodales, et par celles des Anglais qui furent, à proprement parler, des guerres civiles, souffraient encore des maux cruels qu'elles avaient essuyés pendant les ravages des dissensions intérieures, dont la religion fut le prétexte, lorsque Louis XIV monta sur le trône. Si ce prince belliqueux porta la terreur de son nom jusqu'aux extrémités du monde, s'il recula ses

frontières, s'il mit dans sa maison le sceptre des Espagnes et du Nouveau Monde, combien de sang français ne fit-il pas couler pendant son règne, combien d'agricoles tirés de leur chaumière, combien de familles cultivatrices anéanties !

Tout le monde semble convenir que la France contenait sous Charles IX plus de vingt millions d'habitants, et qu'elle en contient à présent à peu près dix-huit millions ; belle leçon pour les conquérants. En deux siècles nos limites se sont étendues presque de tous côtés, et la population a diminué dans la même proportion, aux extrémités et au centre même du royaume. C'est-à-dire que nous offrons au-dehors une plus grande surface aux attaques des ennemis de l'État, que les besoins et les embarras du gouvernement se sont multipliés, et que la force, la richesse nationale ont dé péri, puisque les hommes en sont la première source.

Comment se peut-il faire que les princes et ceux qui les conseillent méconnaissent une vérité si palpable ; un pays de conquête est dévasté de mille manières, avant qu'il devienne pour celui qui s'en empare une possession assurée ; la politique (fausse, mais ordinaire) ne permet pas qu'on s'occupe à le rendre plus florissant, il faut le façonner au joug, et prendre les précautions nécessaires pour sa conservation : mais pour l'acquérir, il en coûte des hommes de vos anciens domaines, et souvent plus, par la suc-

cession des guerres, que vous n'en retrouvez dans le nouveau territoire ; ce ne sont donc, à proprement parler, que les murailles et les terres inutiles qui se multiplient sous votre domination ; si les nouveaux champs paraissent couverts de moissons, les pertes multipliées de vos anciens cultivateurs laissent remplir de ronces et d'épines ceux de votre ancien domaine.

C'est une erreur de croire que la reproduction continuelle du genre humain répare les désastres de la guerre : on attribue communément à l'un de nos plus grands généraux un prétendu bon mot qui passe pour un axiome parmi les gens de guerre, qu'un jour de naissances, dans Paris, remplit le vide que fait dans l'État la plus sanglante bataille : il n'est point de plus grande erreur : ce sont des *hommes* qu'on vous égorge, ce sont des *enfants* qui vous naissent ; et dans le temps qu'il faudra pour les former, combien périront par les accidents fortuits, ou par les malheurs ordinaires de la nature ; combien de ceux qui viennent au jour seront incapables de remplacer les agriculteurs que vous avez sacrifiés.

La guerre est quelquefois un malheur nécessaire, il faut en convenir ; mais il serait à désirer qu'on n'oubliât jamais que c'est le plus terrible des fléaux, non seulement pour les lieux qui sont exposés aux pillages des armées, à la licence du soldat effréné, et aux déprédations plus funestes encore des avides partisans qui trouvent la fortune au milieu des horreurs des

camps et des combats, mais encore pour tout l'empire des puissances qui s'attachent à ces jeux sanglants, presque toujours inutiles, souvent funestes à leur gloire et à leur intérêt.

Il faut dans l'État le plus pacifique, et sous le prince le plus ami de la modération, des guerriers toujours armés pour la défense de la patrie, les mœurs de notre Europe ne permettent pas qu'on dorme en assurance auprès de ses foyers sur la foi publique des alliances et des traités. Le seul moyen de n'être point provoqué par d'injustes agresseurs, est de se tenir toujours prêts à les repousser : il est même comme impossible dans la complication des intérêts des princes dont les États nous environnent, que le monarque le plus doux et le moins ambitieux ne soit forcé quelquefois de prendre les armes, pour soutenir la dignité de sa couronne, et pour assurer le bonheur de ses peuples.

Mais le bien public exige-t-il qu'on inscrive dans ces légions nécessaires, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, les vrais habitants de nos campagnes ? c'est le problème que nous nous proposons d'examiner. L'esprit militaire et conquérant, qui ne respire que les combats, ne voit partout que des soldats, et pourvu qu'un citoyen soit propre à porter les armes, il n'importe dans quelle classe il ait pris le jour. La politique raisonnable doit calculer d'une manière différente, et faisant marcher de front toutes les parties de l'administration, elle doit préférer

pour le dangereux métier de la guerre, ceux dont le sacrifice, quoique toujours triste à l'humanité et au patriotisme, est cependant le moins funeste aux plus solides intérêts de l'État.

À partir des calculs qui servent aujourd'hui de base aux spéculations de nos écrivains politiques, il faut convenir que depuis deux siècles, la classe des cultivateurs s'est dépeuplée dans le royaume de trois millions de citoyens, c'est un résultat effrayant, mais dont la preuve est très palpable. La diminution totale des régnicoles est estimée communément à plus de deux millions, pendant toutes nos villes se sont étendues, toutes sont surchargées d'habitants, nos armées, nos flottes guerrières ou marchandes, nos manufactures, notre commerce de toute espèce, ont pris des accroissements étonnants. Le luxe a fait inventer de nouveaux arts, il a multiplié les ouvriers de toute espèce, et même les gens de lois et les ministres de l'Église : on a porté jusqu'à la plus extrême folie le goût des valets nombreux et inutiles ; par un abus plus ridicule encore, les domestiques oisifs et chèrement payés en sont venus jusqu'au point de se faire servir eux-mêmes. Concluez premièrement, que la diminution totale des deux millions et au-delà, tombe toute entière sur les cultivateurs ; et secondement, que cette même classe de citoyens, la plus vraiment utile à la

patrie, fournit encore journellement à l'accroissement prodigieux de toutes les autres.

On peut donc regarder aujourd'hui comme assuré que la France possède près de trois millions de cultivateurs de moins qu'elle n'en contenait dans son sein au milieu du seizième siècle. Ce principe doit servir de base à tous les calculs du ministère, et à celui des écrivains politiques de toute espèce.

Examinons maintenant l'état de soldat, pendant la paix et pendant la guerre ; et voyons s'il ne conviendrait pas mieux à tous égards à d'autres citoyens qu'aux habitants de nos campagnes.

Pendant la paix, nos régiments dispersés dans les provinces sont logés dans les grandes et les petites villes, ou même dans les gros bourgs. Le gouvernement s'est fait une loi de les tenir dans une espèce de circulation continue du centre aux extrémités, et d'une frontière à l'autre opposée, en sorte qu'ils parcourent successivement toute la France. Un laboureur, un vigneron, un faucheur et un bûcheron, rangés sous les drapeaux, perdent toute idée et toute pratique des travaux précieux de l'agriculture. S'ils ont du loisir après les exercices ordinaires de leur troupe, ils trouvent rarement à les employer d'une manière analogue à leur ancienne profession. Les ouvrages agraires exigent des travailleurs continuels et assidus.

Au contraire, un artisan consacré aux métiers sédentaires des villes et des gros villages, a presque partout l'occasion de les exercer dans les lieux qui servent aux troupes de retraite ordinaire. Les boutiques lui sont ouvertes aux heures que le service militaire laisse toujours à sa disposition. Maître de quitter l'ouvrage et de le reprendre à son gré, il évite l'oisiveté, source de tous les vices ; il se procure un supplément à sa solde, qui devient de jour en jour plus nécessaire au pauvre soldat ; il se perfectionne même dans son art, par la mobilité de la troupe dans laquelle il est enrôlé. Les ouvriers regardent comme utile à leur avancement un voyage de quelques années par les provinces du royaume : ce n'est donc pas un malheur pour les jeunes artisans, c'est au contraire un bien pendant la paix, que d'être incorporés dans les troupes.

Il serait même un moyen facile de les y ranger presque tous, et de leur faire désirer, comme un avantage, le privilège d'y être admis. Les artisans de toute espèce ont formé, sous l'autorité du gouvernement, des associations sous le titre de communautés. La *maîtrise* les distingue tous en deux classes. Les uns travaillent en chef, immédiatement pour le public qui les paie ; les autres travaillent en second sous les ordres et au profit du maître qui les solde, pour la portion de l'ouvrage qu'il juge à propos de leur confier. Ce droit de maître et d'ouvrier en chef pour le public même, coûte toujours à

ceux qui l'obtiennent pour un lieu déterminé ; mais c'est un argent qui se dissipe, pour la majeure partie, en folles dépenses. Supposons que le gouvernement accorde *gratis* la maîtrise universelle dans tout le royaume, à ceux qui auront porté huit ans les armes, et non à d'autres pour quelque argent que ce soit, vous verrez tous les ouvriers accourir au drapeau.

Nos troupes nationales, commandées par un corps nombreux d'officiers tirés de notre brave noblesse, seraient comme inépuisables, même en temps de guerre, si tous les artisans qui prétendraient à la maîtrise y devaient huit ans de service. La plupart des jeunes gens qui les composeraient alors, auraient de leurs parents, ou se procureraient par les travaux de garnison, mille petits secours qui manquent au grand nombre des soldats actuels ; ils ne les trouvent point dans une solde trop modique, mais qui ne pourrait être augmentée qu'à la charge des citoyens déjà trop accablés. Les corps militaires en seraient plus lestes et mieux disciplinés.

La désertion, fléau terrible pour un État, et l'une des grandes causes de la dépopulation, la désertion serait bien moins fréquente, si les troupes étaient composées des fils de nos artisans domiciliés et décorés de la maîtrise, et si le service était la seule voie de mériter le privilège universel.

Le Roi vient d'établir des régiments provinciaux de recrues. Si tous les jeunes artisans de

la généralité étaient obligés de s'y faire inscrire, sous peine de ne parvenir jamais à la maîtrise, on n'aurait pas besoin d'autre ressource, pourvu qu'on tînt la main à l'exécution.

La suite à d'autres ordinaires.

27 Décembre 1765.

N° XVI.
DES SCIENCES ET DES ARTS.

Omnes artes quae ad humanitatem pertinent, habent commune quoddam vinculum, & quasi cognatione quâdam inter se continentur. CIC. *Pro Arch. poët.*

Les sciences et les arts forment une partie brillante de l'*esprit national*. Nos lecteurs ont dû s'attendre à trouver, dans les ÉPHÉMÉRIDES, une suite de réflexions sur leur état actuel, sur leurs progrès ou leur décadence. Nous sommes persuadés, comme Cicéron, qu'ils ont un principe général, d'où dérivent toutes leurs lois, et un centre commun, auquel doivent aboutir tous leurs succès. Nous tâcherons donc de peindre, d'après nature, *le goût français* qui les anime, et d'apprécier ses relations avec le patriotisme, dont il devrait toujours servir les intérêts.

La liberté de penser et l'impartialité dont nous faisons profession dicteront nos éloges sur les usages raisonnables, et sur les sentiments utiles qui règnent aujourd'hui, de même que nos critiques sur les préjugés et sur les abus.

C'est aux journalistes à juger en détail, comme amateurs ou comme arbitres, nos savants, nos littérateurs et nos artistes : nous devons examiner en gros, comme citoyen, l'esprit général des lettres et des arts, tels qu'ils sont parmi nous au moment où nous écrivons.

Les connaissances et les talents forment dans un vaste empire, policé comme le nôtre, une république particulière. Rien n'est plus intéressant pour le vrai citoyen que de connaître son esprit et ses lois. Les sciences et les arts peuvent contribuer à la gloire et à la prospérité des États, c'est-à-dire à la vertu et à la félicité des peuples. Unis entre eux par des chaînes comme indissolubles, ils peuvent toujours concourir par des secours mutuels à leur perfection réciproque, et doivent tendre sans cesse, par une impulsion générale, vers le but commun du bien public ; telles sont au jugement de la saine philosophie les lois fondamentales de leur empire ; le patriotisme et l'union y sont les deux grandes règles des devoirs.

De ce premier principe dérive une foule de conséquences dont l'ensemble forme la théorie que nous entreprenons de développer. Si nos lecteurs en sont une fois pénétrés, ils n'auront qu'à ouvrir les yeux et juger eux-mêmes, il ne faudra point nous imputer la sévérité des condamnations qu'ils pourront prononcer, nous n'indiquerons jamais que les vraies maximes et les abus réels, sans désigner spécialement au-

cun des coupables : tel est peut-être le malheur des temps, que le nombre s'en trouvera presque toujours assez grand pour que la censure générale ne dégénère point en critique personnelle.

Un savant, un littérateur, un artiste, doit être *citoyen*, et c'est de là que dépend essentiellement le mérite de ses travaux ; s'ils ne sont pas animés par les sentiments patriotiques, ils sont indignes de la récompense qu'on a coutume d'en attendre, c'est une injustice que de l'espérer, injustice quelquefois autorisée par des succès passagers, mais plus souvent punie.

Quelques-uns cherchent dans l'étude des sciences, dans la pratique des arts, la richesse ou l'aisance, du moins une honnête médiocrité ; plusieurs ont pour but de se faire un nom glorieux, et presque tous veulent se procurer d'agréables loisirs : souvent tous les intérêts se réunissent dans une âme, qui s'attache également au profit, à l'honneur et aux plaisirs : gardons-nous de condamner trop rigoureusement ces trois influences de l'amour-propre, sur l'emploi des plus heureux talents, l'esprit et le cœur de l'homme ont besoin de ces aiguillons, c'est une vérité trop confirmée par l'expérience. L'austère philosophie du stoïcien peut en murmurer, et nous peindre avec les plus belles couleurs cet amour pur et désintéressé de la vertu, dont elle fait son idole ; si ce n'est pas absolument une belle chimère, au moins rien n'est plus rare que la réalité.

Usons d'indulgence avec l'humanité, c'est assez qu'elle ne soit pas vicieuse, n'exigeons pas qu'elle soit parfaite, surtout dans un peuple corrompu depuis longtemps par le luxe et par les vices qu'il entraîne à sa suite. Qu'il soit permis dans la république des sciences, des belles-lettres et des arts, de sacrifier avec modération à la fortune, de désirer avec ardeur une célébrité bien méritée, de goûter à longs traits cette satisfaction intime et délicieuse, qui pénètre l'âme à la vue des beautés qu'elle a créées ; pourvu que ce plaisir ne se borne point à l'amusement stérile de celui qui le goûte, mais au contraire qu'il tire ses plus grands attraits de l'utilité des productions ; pourvu que l'amour de la réputation soit juste et patriotique ; pourvu que l'intérêt personnel ne soit ni vil, ni aveugle. En deux mots, que les savants, les hommes de lettres, les artistes se proposent pour but d'enrichir, d'illustrer, d'occuper agréablement l'humanité, la patrie et eux-mêmes. Rien n'est plus juste ni plus avantageux au jugement de la philosophie, qui sert de base à la vraie politique.

Malheur aux États, malheur aux sciences, aux lettres et aux arts mêmes, si l'amour-propre ne marche pas de concert avec le patriotisme, et avec cette vertu qui n'a point de nom parmi nous (l'amour général de l'humanité) que nous oserions appeler *humanisme*, puisque enfin il est temps de créer un mot pour une chose si belle, si nécessaire, et qui devrait être si commune.

Le plaisir, ce bienfait de la nature, qu'on ne peut assez apprécier, est attaché par ses lois aux mouvements utiles et modérés du corps humain, de l'esprit et du cœur : c'est un encouragement et une récompense qu'elle promet et qu'elle donne toujours à l'homme pour exciter par un appas si puissant sa liberté volage et bizarre, et pour l'engager à concourir de sa part à la conservation, à l'ornement, à la perfection de la société civile, pour laquelle il est destiné : art merveilleux qui n'emploie pour procurer le bonheur général et constant que les attraits d'un bonheur vrai, quoique momentané, qui fuit toujours les actions destinées à opérer cette félicité publique.

En vain l'homme aveugle et corrompu se flatte de tromper la nature, et de faire violence au plaisir, pour le forcer de marcher à la suite des vices qui dégradent, qui déshonorent et qui ruinent la société civile. Plus son imagination dérégulée fait d'efforts pour le fixer, plus il trouve dans les délices prétendus le vide, le dégoût et l'opprobre ; tandis que la joie pure, le contentement intime, le sentiment délicieux du vrai plaisir vient de lui-même inonder l'esprit et le cœur de l'homme qui remplit les vrais devoirs de la nature. Et ce prix ineffable se proportionne toujours au degré d'utilité, d'autant plus grand et plus sensible que l'action est plus importante à la société civile.

La morale et la politique, pour être établies sur des fondements solides, ont besoin de remonter jusqu'à cette théorie fondamentale du vrai *plaisir* : nous la prendrons toujours pour base de nos spéculations et des règles que nous aurons à défendre ou à proposer.

S'il est vrai que la nature attache une satisfaction douce et paisible aux travaux ordinaires de l'esprit, et une ivresse de joie à l'enthousiasme du génie, c'est la preuve la plus forte qu'elle les destine à concourir au bonheur général de l'humanité. C'est donc tromper ses vues et violer ses lois que faire servir uniquement à des amusements infructueux les sciences, les lettres et les arts qu'elle juge dignes d'emplois plus nobles et plus importants.

Le sage lui-même, amateur de la solitude, qui cherche dans son cabinet un asile contre les ridicules et les vices du siècle, n'est pas exempt de reproche au jugement de la saine philosophie, s'il ne consacre pas au bien public les loisirs dont il jouit dans sa retraite. Voyez avec quel respect et quelle reconnaissance les vrais citoyens recueillent les moindres ouvrages de ces auteurs illustres, qui remplirent des rôles brillants sur la scène du monde, et qui, rendus à eux-mêmes, se firent un devoir de payer encore dans leur repos même un tribut à la patrie, en s'occupant de sa prospérité, de son instruction et de sa gloire. Ces justes hommages sont la condamnation des studieux indifférents, qui

ne pensent qu'à fuir l'ennui et qu'à se procurer des passe-temps agréables, sans songer à les rendre utiles.

Combien sont-ils plus dignes de blâmes ces abus honteux des connaissances et des talents prostitués aux folies du luxe, de la mollesse ou de la débauche ? On a mis en problème si les lettres et les arts n'étaient pas des fléaux pour les bonnes mœurs. Un philosophe célèbre les a jugés trop sévèrement sans doute ; mais n'est-ce point la faute des artistes et des littérateurs ? Quand on voit l'esprit et le goût, vils esclaves de l'orgueil et de la sensualité, s'épuiser en chef-d'œuvres pour servir d'aliment à leurs excès, il est facile d'oublier que la nature nous les avait donnés pour faire connaître et chérir la vertu. C'est la folle ambition et la soif des richesses qui les font servir ainsi au progrès de la dissolution.

L'amour de la vraie gloire est un ressort puissant dans les grandes âmes ; et c'est pour lui donner plus d'activité en faveur du bien public qu'on a inventé et multiplié les honneurs : l'émulation se propose de s'en rendre digne, et la vanité ne pense qu'à les acquérir. Pour la première, les grades et les distinctions ne sont que les fruits d'un mérite réel ; pour la seconde, ils en sont la seule preuve, et doivent en tenir lieu.

La fortune devrait être la juste récompense des travaux utiles : le sage même peut ne la pas dédaigner ; la cupidité se la propose pour premier motif et pour unique but. C'est ainsi

que l'esprit de débauche, la vanité et l'avarice sont substituées au désir de recueillir un profit honnête, de se faire une réputation méritée, de goûter d'innocents plaisirs ; ces passions viles et mercenaires prostituent les sciences, les lettres et les arts : elles en sont les pestes des bonnes mœurs et de la société civile.

Soufflez une étincelle d'humanisme et de vrai patriotisme dans l'âme des savants, des littérateurs et des artistes, l'empire de l'esprit et du goût changera de face ; et c'est cette peinture qu'il fallait opposer au dangereux adversaire des connaissances et des talents.

Voyez l'esprit philosophique et citoyen éclairer de son flambeau toute étude des sciences. Le ministre de la religion pose pour première loi que son ministère est celui de la charité, de la paix et de la tranquillité publique. La curiosité téméraire sur des dogmes incompréhensibles, la manie ridicule d'expliquer par des mots barbares tout ce qu'on n'entend point, le faste du dogmatisme, l'aigreur de la dispute et les fureurs de la persécution sont des monstres à ses yeux. Soumis dans sa foi, modeste en ses leçons, compatissant à la faiblesse et à l'erreur même, modéré jusque dans la défense des droits les plus sacrés, il s'applique à faire animer et respecter la religion, dont il est le pontife, en faisant sentir à tous les cœurs les attraites de ces vertus douces, pacifiques et bienfai-

santes, qui sont la vraie base du christianisme : il montre que tous les vices proscrits par la loi sainte sont les ennemis de l'homme même et de son bonheur, qu'ils sont les fléaux destructeurs de tous les empires.

Le philosophe ne pense qu'à éclairer l'humanité, qu'à ramener l'homme lui-même, et toute la nature qui l'environne, au centre commun de la félicité publique. S'il analyse les ressorts de son esprit, s'il descend dans tous les abîmes de son cœur, s'il détaille le mécanisme de ses sens, s'il suit toutes ses idées, tous ses mouvements, depuis leur origine jusque dans tous leurs développements, c'est pour y chercher la vraie source du bonheur et de la vertu, pour mettre en évidence leur union inséparable, pour montrer quels sont les principes et les suites de l'erreur, des passions et des vices, non pour nous engager dans un labyrinthe, pour confondre le bien et le mal, pour nous humilier et nous désespérer par l'image exagérée de nos faiblesses, de nos malheurs et de notre aveuglement.

S'il étend ses regards curieux, depuis les astres qui brillent sur nos têtes, jusqu'à l'atome le plus insensible de la terre que nous foulons aux pieds, ce n'est point pour la curiosité seule de savoir, ou pour le plaisir d'éblouir le vulgaire par l'éclat de ses découvertes, mais pour apprendre à l'homme et au citoyen à faire usage

des dons de la nature et à connaître leurs propriétés pour les employer au bien personnel et à l'utilité commune.

S'il examine, en politique, la constitution des empires, l'origine des lois, les bornes des autorités, la mesure des devoirs, ce n'est point pour faire parade d'érudition, pour souffler le feu de la discorde, pour armer la révolte et l'indépendance, pour appesantir les chaînes de la domination orgueilleuse, pour rendre tous les droits problématiques, toutes les raisons équivoques, et tous les motifs suspects : mais c'est pour apprendre aux princes que le bonheur des peuples fait toute leur gloire et toute leur félicité ; pour persuader aux peuples que les troubles intérieurs et les dissensions domestiques sont les plus grands des malheurs, et les causes infaillibles des plus terribles désastres.

S'il fixe en historien des regards attentifs sur les fastes des siècles écoulés et des nations subsistantes ou détruites, c'est pour chercher la trace des talents et des vertus, avec la gloire et le bonheur marchant toujours à leur suite ; celle des erreurs et des vices, avec le trouble, la confusion et les infortunes qui les accompagnent. Ses tableaux ne sont point des chimères illusoires ; ses critiques ne sont point des satires ; ses réflexions ne sont point des épigrammes contre les mœurs, la religion, et les principes d'un sage gouvernement.

Animé du même feu, l'homme de lettres tourne vers le même but les travaux de l'esprit, et sait y ramener les écarts mêmes du génie.

La suite à d'autres ordinaires.

30 Décembre 1765.

N° XVII.
CRITIQUE ET APOLOGIE
DES ÉPHÉMÉRIDES.

Laudatur ab his, culpatur ab illis. HOR.

Le plus beau présent qu'on puisse faire à son ami, c'est de lui dire la vérité qui l'intéresse ; ce n'est pas toujours le service le plus agréable, mais c'est le plus utile. Nous avons chargé un homme plein de franchise de recueillir les suffrages du public sur les ÉPHÉMÉRIDES, et de rassembler toutes les censures dans une lettre que nous destinions à remplir la dernière feuille du premier volume : il s'est acquitté de cet emploi avec tout le zèle de l'amitié, voici son recueil d'objections et nos réponses.

LETTRE CRITIQUE.

J'ai compté les voix, Monsieur le citoyen ; j'ai pesé les jugements et combiné les avis. Je ne vous répète point les éloges, nous en sommes convenus. D'ailleurs, vous me répondriez, à

votre ordinaire, par le vers de Boileau, qu'on trouve toujours des approbateurs, quelque absurde que soit un ouvrage. Vous ne voulez apprendre que les reproches. Les voici :

On vous accuse de ne pas remplir le dessein que vous aviez annoncé d'abord. Vous deviez imiter le *Spectateur anglais* : on vous a donné cette sage leçon, que c'était un bel exemple, mais difficile à suivre, que celui d'Adisson et de Richard Steele ; et voilà que vous avez abandonné vos modèles. Leur ouvrage est une critique des ridicules de leur nation, pleine de variété, de légèreté et de plaisanterie. N'aviez-vous pas en ce genre une vaste moisson à recueillir ? Le peuple français manque-t-il de ridicules ?

En suivant ce plan, vous auriez égayé vos feuilles ; vous les auriez remplies de tableaux ressemblants : on se les arracherait, pour avoir le plaisir d'appliquer à quelqu'un de ses voisins, de ses amis et de ses parents, tous les traits de son propre portrait ; on y reconnaîtrait, avec délices, tout le monde, excepté soi-même. Au lieu de cette carrière, pleine d'agréments pour vous et pour vos lecteurs, vous vous jetez à corps perdu dans la morale et dans la politique. Vous voulez que le Français raisonne, qu'il disserte, et qui pis est, qu'il se corrige. Monsieur le citoyen, vous vous bercez là d'un espoir bien chimérique : faites rire le public, si vous pouvez ;

c'est tout ce qu'il veut ; c'est tout ce dont il est capable.

On vous passerait peut-être de mêler quelquefois, comme Adisson et Steele, quelques leçons graves et sérieuses aux peintures malignes, aux plaisanteries et aux persifflages : on dirait alors avec indulgence, permis au bon Homère de dormir quelquefois, et de faire bailler ses lecteurs. Mais toujours du moral, de la raison, du pathétique. Où comptez-vous donc trouver des lecteurs, et surtout des *lectrices* ?

Vous voyez que je profite des mots que vous inventez. Celui de *lectrice* est de votre façon sans doute ; mais cette licence, que vous vous êtes déjà donnée si souvent, de créer de nouvelles expressions, loin d'être applaudie de tout le monde, a des censeurs de plusieurs espèces.

Les uns imaginent que notre langue ne doit plus rien acquérir ; que son temps est fini ; qu'elle atteint au siècle dernier toute sa perfection, ainsi que les sciences, les arts, les mœurs, le commerce, la force extérieure de l'État, et sa félicité intérieure ; que le siècle de Louis XIV est pour nous absolument tout ce que fut à Rome le siècle d'Auguste ; et par la raison que depuis cette époque l'Empire romain paraît toujours aller en décadence, que la langue même des maîtres du monde suivit la ruine de l'État, ils pensent que le royaume doit dépérir sans cesse depuis Louis le Grand

jusqu'à sa ruine totale ; que la langue française doit s'appauvrir et se dégrader.

En suivant cette analogie, tout mot latin, qui n'est pas du siècle d'Auguste, doit être proscrit comme le fruit de la corruption ; tout mot français, qui n'est pas du siècle de Louis XIV, doit être réprouvé : d'où s'en suit la condamnation de tous ceux que vous avez produit et que vous osez produire. Je m'attends que vous allez traiter cette opinion de pédantisme des collèges : mais il en est d'autres qui vous condamnent sur un principe plus raisonnable et plus digne de respect.

La nation française, la mieux pourvue de bonnes institutions en tout genre qui soit dans l'univers (quoiqu'elle en fasse peu d'usage), a un tribunal en règle pour l'accroissement et la perfection de la langue : c'est à ce corps illustre et à ses membres qu'il est permis d'inventer et de réformer. Le reste des littérateurs doit attendre sa décision, et jamais la prévenir.

Au reste, quand même on vous ferait grâce sur le fond même de votre ouvrage, et sur la témérité de créer les mots qui vous plaisent, ne croyez pas encore être quitte des censeurs. On trouve votre morale trop sévère et trop uniforme, votre politique trop subtile et trop spéculative : on compare vos idées à la république de Platon ; et pour dire, en un seul mot, le pis possible de vos feuilles, on les a caractérisés de sermons philosophiques.

Vous voulez en tout, mettre de l'ordre dans vos idées, de la logique dans vos raisonnements, et de la méthode en chacun de vos plans particuliers, et ce n'est pas la mode. Quelquefois vous prenez feu et vous tombez dans une espèce de déclamation encore plus éloignée du goût de notre siècle, aussi ne trouve-t-on point dans vos Éphémérides ce style vif et sémillant qui plaît dans les ouvrages modernes ; point de petites phrases coupées, d'antithèses, de jeux de mots, d'épigrammes et de sentences. Vous laissez couler vos phrases comme à l'aventure, tout occupé de ce que vous voulez dire, il est aisé de sentir que vous faites assez peu d'attention à la manière dont vous le dites ; comment prétendez-vous donc amuser notre public, si vous êtes si sérieux pour le fond de vos feuilles, et si monotone dans la forme ?

Enfin, j'ai entendu qu'on vous reprochait de longues périodes à la Maimbourg, des phrases un peu entortillées, des expressions négligées, trop approchant du genre épistolaire, ou de la simple conversation ; quelques-uns ont mis sur votre compte jusqu'aux fautes d'impression qui défigurent quelques-unes de vos feuilles.

D'où vous devez conclure qu'il serait plus agréable au public, et plus avantageux pour vos Éphémérides, de vous attacher plus particulièrement aux ridicules de la nation, et d'user plus sobrement de morale et de politique, si vous n'y renoncez pas entièrement. Il faudrait être plus

gai, plus plaisant et plus malin ; surtout donner à votre style plus de variété, plus de légèreté, plus de correction. Tel est, Monsieur le citoyen, le jugement du public sur vos *Éphémérides* ; j'entends du public qui censure votre ouvrage. Ma tâche d'ami est remplie ; faites la vôtre d'auteur docile, en réfléchissant sur toutes ces critiques.

RÉPONSE APOLOGÉTIQUE.

Nous n'avons point renoncé au projet de peindre les *ridicules* de la nation : il entre naturellement dans notre plan. On doit s'en souvenir, nos pinceaux se sont essayés sur la mollesse voluptueuse qui traîne au village tout l'attirail du luxe parisien, et qui n'y trouve que la langueur et que l'ennui, à la place du plaisir et de la santé qu'elle y cherchait. Nous avons peint l'empire de la chicane, et tous les tourments qu'on est obligé d'essuyer, quand on se livre à la malheureuse passion de plaider : c'est par ces portraits qu'il faut nous juger.

Mais après les premières épreuves, ne devons-nous pas nous attacher, par préférence, aux mœurs de la nation et à ses intérêts politiques, avant de nous livrer aux détails de la critique ? Addison et Steele épargnaient la morale et la politique à un peuple naturellement grave, sérieux et instruit, qui pousse le patriotisme quelquefois jusqu'à l'excès : ils lui prodiguaient

la plaisanterie, parce qu'ils lui connaissaient plus de travers que de vices. Sans calomnier notre nation, on peut dire que son plus grand besoin est, dans le moment présent, l'honnêteté, les mœurs et l'amour du bien public. Ce n'est plus par l'extérieur que nous péchons, c'est par l'esprit et par le cœur. D'ailleurs, la censure, toujours prompte à condamner, ne nous eût-elle pas accusé de plagiat, si nous eussions pris, pour premiers objets, tous les ridicules ? Il en est peu que le Spectateur n'ait mis en tout leur jour. En vain aurions-nous tâché de diversifier les nuances, le public trop accoutumé aux larcins littéraires, se serait entêté à regarder les Éphémérides comme une rapsodie des feuilles anglaises mises au pillage.

Les portraits, les allégories et les sarcasmes sont plus agréables au commun des lecteurs ; mais sont-ils plus utiles ? on n'oserait le dire. Ce n'est pas après les applaudissements que nous courons, quoique flattés de ceux des vrais citoyens. Nous avons une ambition plus élevée : nous nous proposons pour but de servir en quelque chose au bien public, à la réformation de l'esprit national.

Les esprits volages, qui ne veulent que rire et persifler, ne liront point nos feuilles : nous aimons mieux qu'elles n'en soient point connues, que s'ils y cherchaient à faire des applications odieuses, et à nous rendre complices de leur malignité.

Les premiers suffrages que nous ayons voulu conquérir, sont ceux du petit nombre de sages que possède encore la nation, qui sentent le prix des mœurs et du patriotisme. Nos sermons philosophiques (puisqu'on donne aux *Éphémérides* ce nom, qui leur convient en effet), ont eu le bonheur de plaire à quelques-uns ; et nous devons ce succès au plan que nous nous étions formé, d'attaquer dans tous les états de la société civile les préjugés, les erreurs et les vices, avant de tomber sur les ridicules.

Au reste, pour témoigner au public notre docilité, nous reviendrons de temps en temps sur ces objets, que nous n'avons jamais regardés comme étrangers à notre ouvrage. Par le même motif, nous ferons nos efforts pour égayer la morale, et pour diversifier la politique, de manière qu'on ne nous donne plus si souvent, ni si unanimement, le conseil de sacrifier aux grâces.

On a eu raison de juger que remplis de nos idées, nous laissons couler notre style suivant sa pente naturelle, sans chercher à le rendre plus brillant. Peut-être pourrions-nous couper nos phrases, les orner de pompons, les aiguïser en épigrammes, ou les tourner en maximes ; peut-être aussi n'y réussirions-nous pas. Quoi qu'il en soit, nous croyons de bonne foi que c'est un temps perdu que de courir ainsi après le style qu'on appelle à la mode : nous aimons mieux l'employer à réfléchir, et à mettre de

l'ordre dans nos pensées. Ceux qui n'aiment pas la méthode, ou qui ne veulent pas qu'on parle avec chaleur des objets intéressants, quand on se sent échauffé par l'enthousiasme du patriotisme, peuvent se dispenser de lire ce qu'ils appellent dissertations ou déclamations dans nos feuilles, nous ne nous sentons disposé en aucune manière à leur donner satisfaction.

Nous pouvons, à notre tour, invoquer l'exemple des spectateurs anglais. Leur style est simple et naturel : c'est précisément celui des lettres et des conversations ; quelquefois l'enthousiasme les saisit : ils s'élèvent jusqu'à l'éloquence la plus rapide et la plus pathétique. Les censeurs trouveraient, peut-être, notre apologie dans leurs feuilles.

Nous éviterons autant qu'il est en notre pouvoir les phrases longues et entortillées, elles sont insupportables dans les historiens ; il n'est peut-être pas si aisé de s'en garantir, lorsqu'on traite les sujets abstraits de la morale et de la politique : ceux qui connaissent les ouvrages de Plutarque ou de Platon et ceux de Cicéron en ce genre, pourraient aisément nous justifier sur ce reproche, que nous ferons en sorte de ne plus mériter.

Enfin nous prendrons hardiment la licence de créer encore tous les mots qui nous paraîtront nécessaires, dès que notre langue ne nous fournira que des périphrases à la place. C'est à l'Académie à les consacrer par son autorité ;

mais notre ouvrage est de nature à nous en faire sentir le besoin, et par conséquent nous autorise à les *proposer* ; nous tâcherons de suivre la règle d'Horace, et nous laisserons aux juges à décider. Notre langue a sans doute encore de grands progrès à faire avant d'atteindre à sa perfection.

On n'est plus la dupe de cette comparaison des siècles d'Auguste et de Louis XIV, inventée par la flatterie et accréditée par le pédantisme. Loin d'aller en dégénéralant, la France peut, à tous égards, s'améliorer de plus en plus ; et les plus grands obstacles qu'on y trouve dans toutes les parties de l'administration viennent des fautes du dernier siècle.

Pénétrés de reconnaissance pour ceux de nos lecteurs qui nous ont jugé digne de leur critique, et pleins d'envie de rendre notre ouvrage moins défectueux, nous les supplions de ne pas nous épargner leurs conseils. Rien ne serait plus agréable pour nous, ni plus utile pour notre ouvrage, que la multiplication de nos associés. Les littérateurs citoyens pourraient, à peu de frais, concourir à la perfection des *Éphémérides*. Des réflexions utiles périssent souvent, au grand préjudice de la chose publique. Si on daignait nous les adresser, on aurait le plaisir et la gloire d'en recueillir tous les fruits qu'on en peut attendre.

Fin du tome premier.

TABLE DES MATIÈRES

Préface.	5
ÉPHÉMÉRIDES DU CITOYEN — 1765, I.	9
N° I. Des feuilles périodiques.	11
N° II. Des vendanges.	21
N° III. Du retour des vacances.	31
N° IV. De l'esprit agricole.	41
N° V. Des procès.	51
N° VI. Des associés aux Éphémérides.	62
N° VII. De l'éducation nationale.	73
N° VIII. Du commerce des Indes.	83
N° IX. D'un vieux roman grec.	94
N° X. De Paris.	105
N° XI. Des anciens Francs.	116
N° XII. Histoire universelle des femmes.	127
N° XIII. Paradoxes.	138
N° XIV. Les rêves de Lycurgue.	148
N° XV. De la dépopulation des campagnes.	158
N° XVI. Des sciences et des arts.	169
N° XVII. Critique et apologie des Éphémérides.	180

